



ISAD
—
INSTITUT SUPÉRIEUR
DE L'ARMEMENT
ET DE LA DÉFENSE

Master II : Défense et Dynamiques industrielles
Année universitaire 2018-2019

Enjeux stratégiques de la Bolivie : vers une géopolitique
d'intégration régionale

Mémoire présenté et soutenu par le lieutenant-colonel Jaime COTRINA FERNANDEZ

Sous la direction du

Professeur Jean Jacques Roche

Professeur de science politique
Université Paris 2 Panthéon - Assas
Directeur de l'Institut supérieur de l'armement
et de la Défense

Juin 2019

Dédicace

Je dédie ce travail à tous ceux qui m'ont activement soutenu durant sa rédaction. Il s'agit :

- de l'armée de terre bolivienne, qui m'a permis de pouvoir étudier en France;
- du professeur Jean-Jacques Roche, qui m'a montré la voie à suivre et qui a défini le fil conducteur de cette œuvre;
- de Madame Pascale Thouvenin, dont les conseils avisés m'ont permis d'améliorer ce travail ;
- de ma mère Catalina, qui est mon soutien spirituel dans tout ce que j'entreprends;
- de mon épouse et mes enfants, qui m'ont soutenu de manière efficace.

Table des matières

INTRODUCTION	4
1. PARTIE I : BREVE APPROCHE SUR LA GEOGRAPHIE, L’HISTOIRE ET LA GEOPOLITIQUE DE LA BOLIVIE	6
1.1 LA GEOGRAPHIE ACTUELLE DE LA BOLIVIE.....	6
1.1.1 <i>Caractéristiques géographiques de la Bolivie</i>	6
1.1.2 <i>Géo économie de Bolivie</i>	10
1.2 L’HISTOIRE DE LA BOLIVIE	12
1.2.1 <i>Les guerres anciennes et la configuration territoriale de la Bolivie</i>	13
1.2.2 <i>L’identité culturelle bolivienne</i>	21
1.3 L’APPROCHE GEOPOLITIQUE DE LA BOLIVIE	23
1.3.1 <i>Brève approche de la géopolitique bolivienne</i>	23
1.3.2 <i>La géopolitique d’intégration maritime de la Bolivie</i>	28
1.3.3 <i>Les étapes du processus et le verdict de la Cour Internationale de La Haye</i>	33
2. PARTIE II : BESOIN D’UNE NOUVELLE PROJECTION GEOPOLITIQUE ET ACTIONS VERS UNE COOPERATION REGIONALE	37
2.1 UNE NOUVELLE GEOPOLITIQUE D’INTEGRATION MARITIME DE LA BOLIVIE	37
2.1.1 <i>Le développement d’une dynamique portuaire sur le port péruvien de « Ilo » (Océan Pacifique)</i>	37
2.1.2 <i>Le développement d’une dynamique portuaire sur le port « Busch » (fleuve Paraguay-Océan Atlantique)</i>	41
2.1.3 <i>Le développement d’un couloir d’intégration entre l’Océan pacifique et l’Océan atlantique (dynamique socio-économique)</i>	47
2.2 UNE GEOPOLITIQUE D’ INDUSTRIALISATION DE RESSOURCES NATURELLES ET DE SAUVEGARDE DES ZONES PROTEGEES.....	51
2.2.1 <i>L’industrialisation des ressources minérales comme le cuivre, l’étain, l’argent, le fer et le lithium</i>	51
2.2.2 <i>L’industrialisation des ressources du gaz naturel</i>	56
2.2.3 <i>La sauvegarde des zones protégées</i>	59
2.3 UNE GEOPOLITIQUE D’INTEGRATION REGIONALE DANS LE CADRE DES ORGANISMES DE COOPERATION EXISTANTES	62
2.3.1 <i>Une intégration étroite dans le marché commun du sud MERCOSUR</i>	62
2.3.2 <i>La Bolivie dans la Communauté andine des nations (CAN) et l’Union des nations sud-américaines (UNASUR)</i>	67
2.3.3 <i>Les stratégies d’intégration à suivre pour l’Etat bolivien comme la «stratégie endogène - exogène » et la « stratégie de tout Azimut et direction »</i>	72
CONCLUSION	76

Introduction

La Bolivie est située au cœur de l'Amérique du Sud. Tout au long de son histoire, depuis son indépendance, elle a été confrontée à plusieurs conflits limitrophes qui ont réduit de moitié son actuel territoire. A l'origine de ces conflits, nous pouvons citer les intérêts géopolitiques d'expansion de ses voisins ainsi que la richesse de ses ressources naturelles. L'enchaînement de ces faits historiques ont conduit la Bolivie à son enclavement et ont façonné l'actuel territoire avec des conséquences négatives pour l'Etat bolivien.

La géopolitique bolivienne a généré d'une part, un courant de pensée classique ancrée en solutions peu pragmatiques vis-à-vis de sa politique d'intégration régionale et mondiale si bien que la Bolivie ne se résout toujours pas à renoncer à son accès maritime aux côtes du Pacifique. Cela n'implique pas pour autant de rester focalisé sur une seule solution qui la contraint à son isolement.

Dans ce contexte, il est nécessaire de structurer différentes alternatives avec des solutions pragmatiques et réalistes pour aboutir à une intégration régionale qui aide l'Etat bolivien à atteindre ses fins politiques, ce qui implique que les enjeux soient perçus dans leur réelle importance pour les nouvelles générations.

Le présent travail a précisément pour objet de développer une projection géopolitique d'intégration de la Bolivie, destinée à générer des stratégies lui permettant de réduire les contraintes imposées par sa situation géographique les transformant, au contraire, en atouts pour sa pleine intégration régionale ce qui, nous l'espérons bien, nous mènerait à mieux comprendre les enjeux stratégiques de la géopolitique bolivienne.

Pour cela, notre étude comprend deux parties. La première partie fait une brève description de la géographie, de l'histoire et de la géopolitique de la Bolivie ; il est mis en avance le contexte géographique ce qui va nous permettre de mieux comprendre ses forces et ses faiblesses. Dans la continuité sera abordée l'histoire bolivienne, avec ses moments forts et ses points faibles, qui a configuré la société bolivienne.

La première partie sera complétée avec une brève analyse de la géopolitique bolivienne, à partir de la géopolitique classique d'intégration maritime. Cela permettra de mieux comprendre cette école de pensée qui a été à la base du remodelage de la géopolitique bolivienne conformément aux objectifs de l'Etat et à la réalité, privilégiant l'intégration régionale. Il sera fait appel à la doctrine comme fondement pour innover dans ce domaine.

La deuxième partie, énonce la nécessité de projeter une nouvelle orientation géopolitique bolivienne et les actions à mettre en œuvre afin de favoriser une coopération régionale. Il faudra prendre en compte l'évolution continue des Etats c'est-à-dire les différents facteurs de pouvoir comme la politique, l'économie, le social, et le militaire dans un contexte international où sont favorisées les interrelations. Nous rappelons que les états Enclavés ont vocation à l'isolement.

Dans la projection géopolitique bolivienne il convient de souligner qu'il ne s'agit pas d'une géopolitique « *expansionniste* » (soutenue par l'école allemande qui n'est plus d'actualité de nos jours). Pour mieux illustrer la compréhension du présent travail, rappelons que d'après la « *Constitution de l'Etat Plurinational de Bolivie* », la Bolivie est « *un pays pacifiste* » (art. 7), néanmoins, le pays a besoin de projeter son intégrité ce qui nécessite de posséder des stratégies lui permettant d'améliorer sa situation géopolitique.

Par ailleurs, cette partie propose une nouvelle géopolitique d'intégration maritime de la Bolivie, en vertu de sa situation géographique liée à son enclavement qui d'une certaine mesure restreint les échanges commerciaux et sa relation avec le reste du monde. Tout au long de cette étude, il sera question d'analyser une série d'options stratégiques d'intégration maritime sans s'attacher à un seul

accès maritime. De plus, nous montrerons aussi, la nécessité de la mise en place des infrastructures destinées à améliorer cette intégration.

A posteriori, sera analysée la géopolitique d'exploitation soutenable des ressources naturelles de la Bolivie telles que : le gaz naturel, le cuivre, l'étain et les réservoirs de lithium. Lesdites ressources constituent un enjeu en termes de développement et d'industrialisation. Leur exportation signifie retombées nécessaires au développement du pays et de potentiels nouveaux investissements extérieurs. De même, la sauvegarde des zones protégées et des ressources hydriques, qui sillonnent une grande partie du territoire, sera analysée dans cette perspective.

Pour finir, au cours de cette partie, seront étudiés la géopolitique d'intégration régionale et les organismes de coopération existant dans la région. Il sera question de décrire les accords de la communauté andine des Nations (CAN), le Marché commun du Sud (MERCOSUR sigle en espagnol), l'Union des nations Sud-américaines (UNASUR) entre autres, et cela dans les différents domaines susceptibles de bénéficier à l'intégration de la Bolivie et de la région. Ceci permettra de singulariser cette étude et de renforcer la réflexion sur la géopolitique bolivienne.

Partie I : Brève approche sur la géographie, l'histoire et la géopolitique de la Bolivie

Cette partie propose une description générale de la géographie de la Bolivie, c'est-à-dire sa position au cœur de l'Amérique du Sud et sa configuration. Cette étude permettra de formuler les principaux facteurs qui lui sont, soit favorables, soit défavorables. L'étude de l'importance de ces facteurs géographiques est primordiale parce que la géographie est un outil de la géopolitique.

De même, nous allons mettre en exergue l'histoire de la Bolivie, avec une description générale depuis son indépendance jusqu'à nos jours. En effet, tout au long de son histoire la Bolivie a été confrontée à plus de dix conflits armés avec ses voisins selon les périodes en raison de son pouvoir et de son importance en tant qu'Etat en Amérique du Sud. L'histoire est également un outil adéquat pour comprendre la géopolitique, et tout particulièrement utile pour notre étude.

De surcroît, pour avoir un panorama précis de cette étude, nous analyserons la géopolitique bolivienne, les courants de pensée des différents auteurs qui sont à l'origine de son élaboration théorique; et enfin, les différentes théories d'intégration maritime du littoral bolivien dans l'Océan Pacifique. Ce dernier courant est plus connu sous le nom de «*géopolitique classique*» d'intégration maritime.

La Cour internationale de Justice de La Haye a rendu sa décision le 4 novembre 2019 vis-à-vis d'une «*négociation d'accès souverain*» à l'Océan Pacifique, permettant de rétablir l'accès de la Bolivie à «*son littoral*» injustement envahi par le Chili en 1879 et à l'origine de l'enclavement bolivien. Cette décision fut défavorable à la Bolivie, même si dans un premier temps la demande fut acceptée par la majorité des juges ; le verdict final ne donna pas raison à la requête bolivienne. Face à cette situation il est impératif d'effectuer une nouvelle projection géopolitique.

1.1 La géographie actuelle de la Bolivie

La géographie est définie comme une science qui étudie et décrit la superficie de la terre dans son aspect physique, actuel et naturel ou comme l'endroit où habite l'humanité. Dans cette étude nous allons souligner la géographie politique, qui étudie la distribution et l'organisation politique sur la superficie terrestre.

Cette conception va nous permettre de donner un cadre à la description de la situation géographique de la Bolivie par rapport aux autres pays de l'Amérique du Sud. Le contexte géographique sera décrit en prenant en considération les différentes zones géographiques à l'origine de l'organisation politique bolivienne.

Parallèlement, nous considérerons les ressources économiques de la Bolivie en y incluant ses ressources naturelles telles que l'étain, l'argent, le cuivre, et celles stratégiques que sont le gaz naturel et le lithium.

1.1.1 Caractéristiques géographiques de la Bolivie

La géographie est conceptualisée comme une science qui décrit, explique et localise les phénomènes qui se produisent à la surface de la Terre. Elle décrit la Terre en indiquant le relief, la végétation, le climat, les richesses et les habitants ; elle explique les faits géographiques, et tente de justifier le développement d'une région à partir des ressources naturelles et des sources d'énergie.¹

Dans la présente étude, il est nécessaire de décrire de manière générale, d'une part la géographie économique, pour connaître la diversité des ressources naturelles, la production, la répartition de la

¹ http://www.proyectosalohogar.com/Enciclopedia/Porque_estudiar/Indice.htm.

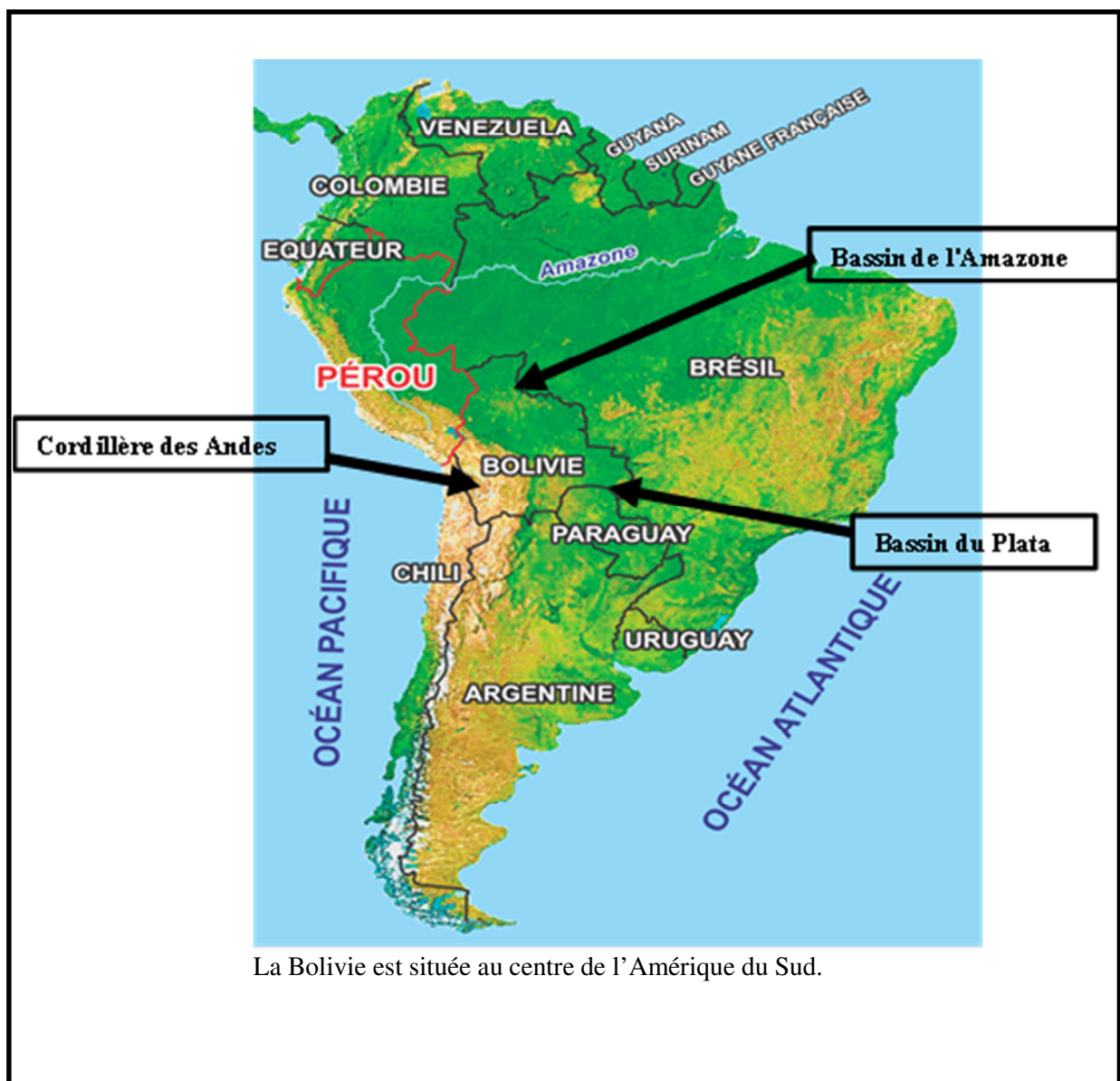
richesse de la Bolivie; d'autre part la géographie politique, encadrée dans la formation et la répartition de son territoire par rapport aux facteurs géographiques.

Nous abordons de manière générale dans les lignes suivantes, les caractéristiques géographiques de la Bolivie.

1.1.1.1 Relief

La Bolivie, est située dans l'hémisphère sud de la planète et à l'ouest du méridien de Greenwich. Elle est considérée comme le centre géographique de l'Amérique du Sud. Elle a une superficie de 1 098 581 km².

Le pays est situé entre la Cordillère des Andes, la « *Cuenca del Plata* » et le bassin de l'Amazone, avec une altitude maximale de 6542 mètres au-dessus du niveau de la mer et un minimum de 90 mètres au-dessus du niveau de la mer.



1.1.1.2 L'organisation territoriale de la Bolivie et ses frontières avec d'autres pays

Le territoire bolivien, selon la constitution de 2009, politiquement et administrativement, est divisé en départements, eux-mêmes divisés en provinces, municipalités et territoires d'origine paysanne².

La Bolivie a des limites au nord et à l'est avec le Brésil, au sud avec l'Argentine, à l'ouest avec le Pérou, au sud-est avec le Paraguay et au sud-ouest avec le Chili. Selon sa configuration, elle a un large périmètre total de ses frontières, atteignant 6 834 kilomètres.

La frontière avec « l'Argentine est de 773 km, avec le Brésil de 3 423 km, cette dernière étant la plus étendue; la frontière avec le Chili est de 850 km; la frontière avec le Paraguay commence à Esmeralda et se termine à Bahía Negra (point de repère tripartite entre le Paraguay, le Brésil et la Bolivie) sur le fleuve Negro qui se jette dans le fleuve Paraguay ; la frontière avec le Pérou est de 1047 km. »³.

1.1.1.3 Physiographie

La Bolivie renferme une diversité de régions qui en font la synthèse géographique de l'Amérique du Sud. En Bolivie, quatre régions géographiques se distinguent.

La région andine, qui couvre 28% du territoire, est composée de l'Altiplano et de la cordillère des Andes. Elle a un climat froid et sec pendant la majeure partie de l'année. Dans cette région, se trouvent les plus hauts sommets. L'altiplano a une altitude moyenne d'environ 3 800 mètres. Cette région occupe une partie des départements de La Paz, Cochabamba, Potosí, Oruro et une très petite partie du département de Tarija.

La région sous-andine couvre 13% du territoire. Elle comprend les vallées et les «*Yungas de La Paz*» (région humide et souvent plongée dans les brumes), avec une altitude moyenne d'environ 2 000 mètres. Elle est caractérisée par une végétation luxuriante et des vallées fermées.

La région des plaines orientales couvre 60% du territoire, elle comprend les sous-régions de «*La Plata*» et du «*Gran Chaco*», avec une altitude moyenne inférieure de 1 000 m, s'étendant du département de Pando au nord de La Paz, Beni, Tarija, Santa Cruz, une partie de Cochabamba et Chuquisaca. Elle présente un relief horizontal légèrement irrégulier, entièrement recouvert de zones boisées et amazoniennes.

La région amazonienne est l'un des plus grands écosystèmes forestiers continus du monde. La région abrite de nombreux écosystèmes et cultures autochtones. Elle constitue 40% du territoire national et comprend les départements de Pando, Beni et les départements du nord de La Paz, Cochabamba et Santa Cruz.

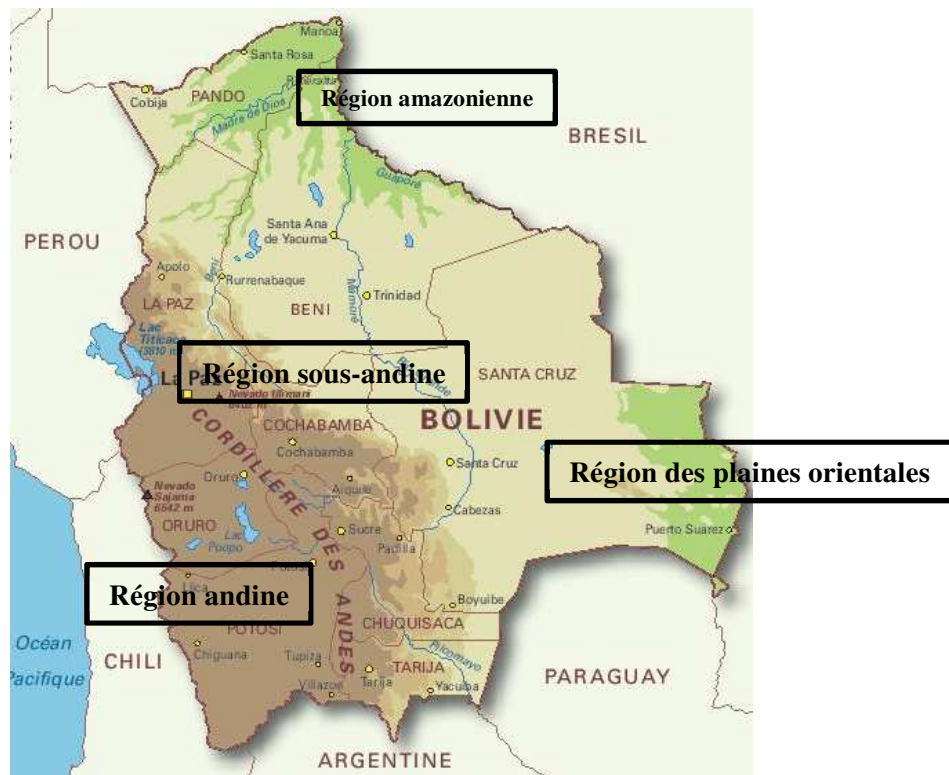
Cette diversité géographique des régions présente une série de rivières regroupées en trois bassins hydrographiques, certains navigables.

1.1.1.4 L'hydrographie

Afin de disposer d'un élément d'information permettant de comprendre le sujet d'étude, il est important de souligner de manière générale que la Bolivie, du point de vue hydrographique, compte trois grands bassins hydrographiques: le bassin de l'Amazone, le bassin de l'Argent (la Plata) et l'Altiplano. La Bolivie partage le lac Titicaca avec le Pérou, qui est le plus haut lac navigable du monde avec 8380 km².

² CPE. Constitution politique de l'Etat bolivien, Art; 269. La Paz, Bolivie, 2009.

³ INE. Institut national de statistique. ine@ine.gob.bo, La Paz, Bolivie, consulté le 04 janvier 2019.



En Bolivie, quatre régions géographiques se distinguent.



La Bolivie compte trois grands bassins hydrographiques.

Certaines rivières boliviennes sont navigables, permettant ainsi d'avoir une communication fluviale vers le Brésil, l'Argentine et le Paraguay.

Les données géographiques mises en évidence nous donnent une idée de l'État bolivien. Elles nous permettent de comprendre et visualiser sa géopolitique ainsi que de nous interroger sur l'importance de chacune d'elles.

Le professeur français de géopolitique Olivier Zajec, soutient que : « *la géographie (et ses données physiques) demeure l'élément d'inertie principale structurant le discours géopolitique, mais ce dernier ne peut négliger les jeux des représentations mentales profondes entretenues par les peuples, et les permanences identitaires qui les structurent. Espaces et identités.* »⁴.

Il est également intéressant de mentionner l'étude de la géographie, selon Erik Orsenna, économiste, écrivain, membre de l'académie française, auteur de l'avenir de l'eau en 2008. Dans ses essais, il souligne la gestion des ressources naturelles, c'est-à-dire le rôle du fleuve dans la vie du territoire⁵. Il soutient le retour de la géographie qui protège la nature, explique que le climat a une influence sur la géographie et l'histoire et qu'il y a en conséquence une articulation entre les trois.

Par ailleurs, la conception de la géographie dans ses relations profondes avec le destin de l'homme doit être comprise dans sa véritable dimension. Hans W. Weigert, dans son livre de « géopolitique, généralités et géographes » par exemple, décrit ce que Sir Halford Mackinder a évoqué : « *Lorsque j'ai commencé à enseigner la géographie à Oxford, en 1887, j'ai trouvé l'opposition de nombreux penseurs libéraux, qui s'appuyaient sur développement du militarisme et de l'impérialisme. Ils ne se sont pas rendus compte que la défense supposait de comprendre l'attaque.* »⁶.

Une compréhension authentique de la géographie et de ses relations importantes entre l'espace terrestre et l'histoire évite de commettre des fautes et des maladresses dans la conduite d'un État. A titre d'exemple, Napoléon avait pour maxime que « *la géographie gouverne la politique des nations* ».

Ainsi, la géographie ne doit pas être ignorée. Au fil du temps, l'histoire nous enseigne que l'ignorance de la géographie est un crime et qu'un Etat qui la néglige en paye le prix avec le sang de la jeunesse sur les champs de bataille. C'est la raison pour laquelle cette discipline est importante et il convient en conséquence de la revaloriser de manière positive, puisque la compréhension des facteurs géographiques nous permettra de mieux visualiser la conception géopolitique bolivienne. Celle-ci, sera analysée plus en détail dans la partie correspondant à la géopolitique.

1.1.2 Géoéconomie de la Bolivie

Le souci de l'espace et de l'économie apparaît de manière pertinente dans la vie internationale, dans laquelle les États jouent un rôle essentiel. Le pouvoir et le statut des États dépendent aujourd'hui de leur santé économique. La géoéconomie vise donc à relier l'espace à l'économie. Elle tend à expliquer le rôle pertinent de l'espace dans l'avenir des actions économiques.

Selon Pascal Lorot, ancien directeur de l'Institut européen de géoéconomie et directeur de la Revue française de géoéconomie : « *la géo économie est l'analyse des stratégies d'ordre économique, notamment commercial, décidées par les Etats dans le cadre de politiques visant à protéger leurs économies nationales ou certaines parties bien identifiées de celles-ci, à acquérir la maîtrise de technologies et/ou à conquérir certains segments du marché mondial relatifs à la production ou la commercialisation d'un produit ou d'une gamme de produits sensibles, et que leur possession ou leur*

⁴ ZAJEC, Olivier. Introduction à l'analyse géopolitique. Paris, France : Imprimerie Argos, 2013, p.12.

⁵ <http://www.ens-lyon.fr/evenement/savoirs/erik-orsenna-la-geostrategie-internationale-de-leau>

⁶ WEIGERT W., Hans. Géopolitique, généralités et géographes. Mexique D. F. : Imprimerie Panamericana, 1944, p.15.

contrôle confère à son détenteur Etat ou entreprise «nationale» un élément de puissance et de rayonnement international et concourt au renforcement de son potentiel économique et social . »⁷.

En effet, la Bolivie, ayant des ressources naturelles qui se traduisent en ressources économiques dans son espace géographique, a besoin de stratégies pour les exploiter et obtenir le meilleur rendement au profit de l'économie bolivienne afin d'atteindre un niveau économique et industriel en Amérique du Sud.

1.1.2.1 Nature de la géoéconomie

Le géopolitologue américain Edward Luttwak⁸, à la fin des années 90, a décrit la naissance d'un nouvel ordre mondial dans lequel les armes et les instruments économiques remplaceraient les armes militaires en tant qu'instruments au service des États dans leur volonté de puissance et d'affirmation dans le système ou ordre international.

Dans une perspective différente, Richard Falk professeur américain de droit international à l'Université de Princeton et écrivain souligne à propos de la géo économie et les Etats que « *l'État continue d'être l'acteur prédominant à l'échelle mondiale ... c'est toujours le protagoniste exceptionnel ...* »⁹.

La géoéconomie interroge les relations entre pouvoir, espace et économie. Cela implique la combinaison de la géographie, de l'histoire et de l'économie.

Il ne fait nul doute que la Bolivie, dispose d'un espace géoéconomique important reposant sur une série de ressources naturelles, lesquelles sont à le socle d'un réel potentiel économique; un bon usage de ce potentiel géoéconomique permettra à la Bolivie de jouer un rôle important en Amérique du Sud.

De manière générale, les ressources naturelles de la géographie bolivienne sont présentées ci-dessous.

1.1.2.2 Ressources et réservoirs

Parmi les ressources minières de la Bolivie figurent le zinc, l'étain, l'or, l'argent, le plomb, le cuivre, l'antimoine, le wolfram, le bismuth, le fer, sans compter d'autres ressources naturelles stratégiques. Par ailleurs, « la Bolivie dispose de ressources minières qu'elle peut exploiter sur le long terme, estimé entre 50 et 147 ans »¹⁰. Ces ressources ne sont traitées que comme un minerai brut sans valeur ajoutée.

Bien que la Bolivie ne produise pas de minéraux ferreux, elle possède l'un des plus important gisement de fer d'Amérique du Sud. Le gisement du « Mutún » est situé dans le département de Santa Cruz de la Sierra où se trouve une énorme quantité de réserves de fer¹¹.

À titre d'exemple, « *la production du secteur minier bolivien au cours de la période 1980-2000 dans son ensemble a représenté 91% de la valeur de la production, l'étain représentant la part la plus importante du secteur minier dans la période 1980-1985, l'étain* »¹². La période antérieure à 1985, étant donné sa grande importance, est connue sous le nom de « *cycle d'extraction de l'étain* ». La crise minière a joué un rôle de premier plan au cours de cette période.

⁷ <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001147.pdf>

⁸ <https://www.cairn.info/revue-geo-economie-2009-3-page-9.htm#>

⁹ https://www.researchgate.net/publication/267415642_LA_GLOBALIZACION_DEPREDAORA_UNA_CRITICA

¹⁰ Association nationale des mineurs. Les réserves prouvées et probables. La Paz, Bolivie 2000.

¹¹ Corporation minier de Bolivie. La Paz, Bolivie 1998.

¹² ASCARRAGA SEJAS, Wilmar. Stratégies de développement et d'industrialisation fondées sur les ressources naturelles. La Paz, Bolivie : IESE-UMSS, juillet 2015.

La reprise des exportations du secteur minier est due à la forte augmentation des exportations de zinc et d'or. Depuis la fin des années 80, ces deux métaux sont devenus les principaux produits d'exportation du secteur minier bolivien.

En plus, le territoire bolivien abrite le plus grand gisement de lithium en Amérique du Sud, situé dans le département de Potosi le « *Salar d'Uyuni* » (lac du sel).

La performance de l'économie bolivienne a notamment été liée à l'exploitation et à l'exportation de ressources naturelles, principalement des minéraux et des hydrocarbures, comme actuellement le gaz naturel qui est exporté vers les pays voisins du Brésil et de l'Argentine.

Comme cela a été évoqué sur la géo économie bolivienne, cette dernière aura une influence sur son avenir qui dépendra de la projection et de la gestion adéquate de ses ressources dans le but de réaliser le bien-être commun et de renforcer l'État bolivien dans les différents domaines politique, économique, social, culturel, etc.

L'espace géoéconomique de la Bolivie, présente des défis importants, d'une part en termes d'attribution d'une valeur ajoutée aux ressources naturelles exportées comme son industrialisation et, d'autre part, le contrôle et la maîtrise de ces ressources peuvent déclencher des conflits armés ou bien économiques.

Dans le contexte international, il existe une lutte claire pour le contrôle des ressources naturelles stratégiques, de plus en plus rares et ciblées. Il convient de noter que, dans ce scénario conflictuel, la Bolivie doit obtenir les avantages nécessaires à son développement économique. La Bolivie exporte actuellement du gaz naturel vers le Brésil et l'Argentine, les hydrocarbures étant la principale ressource de l'économie bolivienne.

Il est également bon de souligner que la Bolivie possède d'immenses pampas dans les plaines orientales dont l'exploitation pourrait permettre à l'avenir de participer au soutien de l'économie nationale. Compte tenu de ses caractéristiques, la production des produits dérivés, constituant majeure de l'économie bolivienne, connaît un développement dynamique.

En bref, le développement de la géoéconomie bolivienne est un défi essentiel à relever, pour permettre à la Bolivie d'aller au-delà de la simple production de matières premières. La Bolivie doit tirer le meilleur parti de ses ressources naturelles et de ses espaces géographiques.

Les ressources naturelles dont dispose la Bolivie ont acquis une importance géoéconomique, géopolitique et géostratégique ; le bon usage et l'accès à ces ressources sont essentiels à la survie et l'avenir du pays. Dans ce contexte, la possession souveraine de ressources naturelles, et la capacité de leur apporter une meilleure valeur sont autant de facteurs stratégiques indispensables lorsque l'on planifie des options de développement économique.

1.2 L'histoire de la Bolivie

L'histoire est définie comme la science qui a pour objet l'étude des événements du passé, qu'il s'agisse des faits ou de phénomènes de toute sorte et toute durée.

Selon l'historien français Éric Muraise, « *l'histoire est faite de constantes et de variables qui sont régies par un mécanisme évolutif. Quand on a l'ambition d'étudier l'histoire de manière efficace, la*

première des conditions tient à la connaissance de ces facteurs, faute de quoi il devient impossible de discerner en quoi le passé peut servir de leçon au présent et préfigurer l'avenir.»¹³.

Selon Pablo Dermizaky, écrivain et juriste bolivien "*l'histoire contribue à la connaissance de la géopolitique avec une richesse inépuisable de faits qui permettent d'extraire des expériences très utiles pour le présent et l'avenir des peuples ... Elle n'est pas conçue, l'étude géopolitique sans une analyse minutieuse de ce qui s'est passé dans un passé plus ou moins récent.* »¹⁴. Le développement des faits historiques nous permet de conserver le contact avec la réalité.

Tout au long de son histoire républicaine, la Bolivie, a connu le plus grand nombre de guerres de tous les pays d'Amérique du Sud, en raison notamment des richesses naturelles qu'elle renferme. La Bolivie disposait également, à l'origine d'une force militaire forte par rapport aux pays voisins. Elle bénéficiait donc d'un rapport de forces favorables, la plaçant au cœur de l'équilibre stratégique militaire du sous-continent. Néanmoins, cet équilibre a été rompu en raison de guerres orchestrées par les pays voisins dès son indépendance.

À cet égard, l'historien bolivien Jorge Abastoflor affirme que « *la Bolivie a participé au moins à treize conflits de guerre ...* » « *Cet exploit de survie a été enterré dans l'histoire de la Bolivie*», et il assure : « *L'existence de la Bolivie est un miracle d'effort, de sacrifice, d'intelligence, d'audace ... comment peu de personnes sont restés avec beaucoup.* »¹⁵.

La Bolivie, dans la première période de son indépendance fait naître convoitise de ses voisins. Cette époque, entre 1825 et 1851, fut pour le pays une période « *ascendante* ».

La période ultérieure, entre 1851 et 1879, est décrite et analysée comme une époque « *descendante* » et qui a eu comme conséquence l'actuelle configuration de la Bolivie et son statut de pays enclavé dans l'Amérique du Sud. Par la suite, il sera question de la période allant de 1879 à 1935, marquée par les guerres avec le Brésil et le Paraguay avec des issues défavorables pour la Bolivie. Pour finir, une analyse de la période commencée en 1935 jusqu'à présent, nous permettra de comprendre la configuration de l'Etat bolivien à la suite des différents conflits.

1.2.1 Les guerres anciennes et la configuration territoriale de la Bolivie

Pour aborder l'histoire de la Bolivie, nous emploierons le courant historiographique « *d'Annales* »¹⁶, celle-ci permettant d'interpréter de la manière la plus concise possible l'histoire de la Bolivie, de ses origines à l'état plurinational actuel, en se concentrant sur les aspects successifs de son territoire et de ses frontières consécutifs des différents conflits rencontrés à chaque période.

Par ailleurs; nous nous appuyons également sur le courant historiographique de « *l'école positiviste* »¹⁷, en soulignant les faits historiques de l'État bolivien présentés de manière chronologique.

Dans ce contexte nous décrivons ci-dessous les différentes périodes historiques de la Bolivie, depuis ses époques lointaines jusqu'à l'État bolivien actuel.

¹³ MURAISE, Éric. Histoire, mémoire et patrimoine. Introduction à l'histoire militaire. Paris, France : réédition de l'ouvrage, 1964, p. 23.

¹⁴ DERMIZAKY P., Pablo. Géopolitique et relations internationales. La Paz, Bolivie : imprimerie légal, 1993, p. 11.

¹⁵ Journal Pagina siete. La Paz, Bolivie, 18 mars 2019.

¹⁶ PAGES, Pelai. Introduction à l'histoire, épistémologie, problèmes de théorie et de méthode en études historiques. Barcelone, Espagne : Imprimerie Barcanova, 1990, p. 12.

¹⁷ PAGES, *op. cit.*, p.13.

1.2.1.1 L'époque précolombienne et les guerres anciennes dans le « Kollasuyu »

C'est l'époque avant la conquête espagnole, durant laquelle le territoire du « *Kollasuyu* » était habité par les cultures millénaires de Tiahuanacu, d'Aymara et de différentes ethnies établies, y compris les Atacama. Ces cultures avaient des caractéristiques similaires; elles étaient dominantes sur un territoire s'étendant jusqu'à la partie sud-ouest du Pacifique. Plus tard, les Incas sur le territoire du « *Kollao* » ont érigé les Kollasuyu.

Au cours de la période inca, l'armée des Inca Yupanqui entreprit, entre 1400 et 1475, une guerre qui dura environ six ans, et fini par vaincre la résistance des indigènes du sud-ouest et s'étendant jusqu'à Copiapó.

Les Incas s'étaient appropriés les cultures: « *Chimu, Mochica, Chavin* », qui ont permises par la suite la conquête des territoires Aymaras et les plaines de l'est et le Chaco où vivaient, entre autres, les peuples « *Chiriwana et Chiquitanos* ». Ces derniers irréductibles, s'étaient installés dans la jungle, difficile à pénétrer. Cependant, au XVe siècle, les Chiriwana franchirent les frontières sud-est de Charcas à la recherche de métaux précieux. La période inca a duré 200 ans jusqu'à l'arrivée des Espagnols.

1.2.1.2 L'époque coloniale et les rébellions

La conquête espagnole soumit l'empire Inca et la division des territoires fut réalisée avec la permission de Carlos V. L'Espagnol Diego Almagro obtint la partie du « Kollasuyu » appelée la Nouvelle Tolède (Haut-Pérou) et Francisco Pizarro obtint la Nouvelle Castille (Bas-Pérou). Plus tard, Almagro fit une expédition au sud; À Tupiza, il rencontra les Caciques Paullu Túpac et Villac Umu (Caciques du Haut-Pérou, qui l'informèrent des caractéristiques d'accès à Copiapó, domaine inka du 27e parallèle qu'il atteignit effectivement.

La découverte de la riche colline de Potosí en 1545 par les Espagnols a permis de créer un port de sortie pour les fabuleuses richesses de Potosí, Porco, Lipez, Oruro et La Paz; En raison de sa proximité, ces exportations pendant la colonie ont été effectuées via Arica. Il s'agissait d'une baie de pêcheurs Quichuas et Aymaras.

Plus tard, l'Audiencia de Charcas a été créée par Real Cédula du 12 juin 1559. Ses districts comprenaient la province de Charcas et tout le « kollao ». C'est-à-dire que la juridiction du Haut-Pérou aujourd'hui, la Bolivie, comprenait jusqu'au la rivière Loa.

La conquête espagnole a été suivie de rébellions ou de résistances de la part des indigènes, connus depuis 1737 dans le « *Kollasuyu* » d'après les « *archives des Indias* » (documents relatifs aux colonies espagnoles à Séville). Plus tard, les rébellions de 1780 et 1781 furent de véritables préliminaires à la lutte pour l'indépendance bolivienne, à Chayanta ainsi qu'à La Paz qui fut le centre de la rébellion indigène. Par la suite, les révolutions de 1809 à Chuquisaca, puis à La Paz contribuèrent à la victoire des provinces du Haut-Pérou (Bolivie) contre l'armée royaliste espagnole en 1825.

1.2.1.2 Les guérillas et la période républicaine

Pendant quinze ans, les luttes de l'armée patriote bolivienne composée de métis, et de « *criollos* » (fils ou fille de père ou mère espagnole née en territoire colonisé) ainsi que d'indigènes, permirent à la Bolivie d'accéder à l'indépendance en recourant à la guérilla qui opérait dans différents secteurs contre les forces royalistes espagnoles.

José Miguel Lanza, combattant déclaré en faveur de l'indépendance bolivienne dès la fin du mois de décembre 1824, a appris le triomphe obtenu par le général Sucre à Ayacucho Bas-Pérou (actuel Pérou) ; Il rassembla ses hommes, organisa ses troupes et prit la direction de la ville de La Paz le 29

janvier 1825. L'armée libératrice de Bolivar et de Sucre entra dans le Haut-Pérou après la victoire des patriotes boliviens.

Après la capitulation d'Ayachucho en 1824, il restait encore à libérer le Haut-Pérou (aujourd'hui la Bolivie) où l'irréductible général espagnol Pedro Olañeta resta à la tête de cinq mille hommes sans vouloir reconnaître ni se soumettre aux conditions imposées par la capitulation d'Ayacucho. Ensuite, Bolívar ordonna à Jose Antonio de Sucre de s'installer dans le Haut-Pérou. Il fut doté de pouvoirs militaires étendus, afin d'établir le gouvernement dans ces provinces après la chute du régime espagnol d'Olañeta.

En effet à l'arrivée du Maréchal Jose Antonio de Sucre à la ville de La Paz le 7 février 1825, le Haut Pérou était déjà libéré par les troupes patriotes de Jose Miguel Lanza, et le 9 février il autorisait par décret les provinces du Haut Pérou à nommer leurs représentants pour définir leur avenir politique.

Ensuite, le Maréchal Sucre partit, conduisant ses divisions vers Oruro pour continuer sur Potosi, où les troupes du général royaliste espagnol Olañeta se retirèrent. À Tumusla près de Potosí, le général espagnol Olañeta, fut vaincu par le colonel Carlos Medinaceli avant l'arrivée du maréchal Sucre, ce qui explique que les forces espagnoles demandèrent leur capitulation.

En effet, ce sont les armes boliviennes, comme le reconnaît le Maréchal Sucre, qui ont réussi à arrêter l'armée royaliste espagnole. Les troupes du maréchal Sucre n'ont donc pas combattu à Tumusla. Ainsi s'acheva la lutte pour l'indépendance de la Bolivie, soldée par une victoire. C'est ainsi que naquit la république de Bolivie, le 6 août de 1825.

Alors que la Bolivie a été construite sur la base des territoires de la « *Real Audiencia de Charcas* » (Royauté de Charcas)¹⁸, la juridiction de la République de Bolivie est établie en vertu de « *l'Uti Possidetis Juris de 1810* », principe international fixant les frontières acceptées par les nouveaux États. A l'intérieur de ces frontières, ces nouveaux Etats exercent les compétences territoriales obtenues à leur indépendance.

Une fois proclamée l'indépendance de la Bolivie, le « libérateur » Simon Bolivar fut nommé président, et promulgua le décret du 28 décembre 1825, après le lancement d'une série de mesures souveraines telles que le « *port de Cobija* » ou « *La Mar* » en tant que principal port bolivien.

De son côté, le maréchal Sucre, le 28 février 1826, en tant que président de la Bolivie, fit valoir la souveraineté en assurant la continuité de la politique de Simon Bolivar. Par décret suprême, il dispensa les habitants du littoral de toute contribution pendant un an.

1.2.1.3 Les différentes guerres qu'a connues la Bolivie pendant la période républicaine (de 1825 à 1945)

La Bolivie a dû faire face à une série de menaces frontalières depuis sa fondation. Le problème des frontières avec le Brésil avait commencé au moment même de la création de la République. La présence en 1825 de troupes brésiliennes qui menaçaient la région de Chiquitos (Santa Cruz) avec l'intention d'annexer cette région fut fermement rejetée par le maréchal Jose Antonio de Sucre¹⁹. Celui-ci menaça de riposter en cas d'attaque mais le conflit armé n'éclata pas.

¹⁸ SAGARNAGA SUBIETA, Luis. La côte maritime de la Bolivie. La Paz, Bolivie : Imprimerie Ministerio de Defensa Nacional y Colonización, 1952.

¹⁹ MESA GISBERT, Carlos. José de Mesa, Teresa Gisbert. Histoire de la Bolivie. La Paz, Bolivie : Imprimerie Gisbert et CIA SA, 2017, p.444.

Le 1er juillet 1829, le maréchal Santa Cruz déclara la province de Potosí district indépendant, lui donnant pour capitale Cobija. En 1832, la construction d'une forteresse à Cobija fut décrétée dans le but de protéger la côte bolivienne.

À ce jour, aucune tierce partie n'a revendiqué les actes souverains accomplis par la Bolivie sur son territoire; Il est nécessaire de souligner qu'à cette époque, la Bolivie disposait d'une bonne armée en Amérique du Sud, c'est-à-dire bien organisée et équipée, ce qui a suscité des désaccords mais en même temps le respect.

Bien que la Bolivie ait eu un scénario géopolitique favorable par rapport à sa zone d'influence, les pays voisins en opposition ouverte ont encouragé la réduction et le désarmement bolivien. Le Chili, le Pérou, l'Argentine ainsi que le Brésil ont défié ouvertement l'unité nationale bolivienne. Tous ces pays ont revendiqué le territoire bolivien soit pour l'annexer complètement, soit pour se le partager.

La vision géopolitique du président bolivien Santa Cruz de constituer une grande et forte patrie s'est concrétisée avec la création de la Confédération Pérou-Bolivie. En effet, le Congrès de Tapacarí de 1836 décida de prendre toutes les mesures jugées opportunes pour maintenir la moralité et la gloire de l'armée bolivienne alors qu'elle se trouvait en dehors du territoire de la République.



La création de la Confédération Pérou-Bolivie en 1836.

En fait, le maréchal Andres de Santa Cruz traversa le Desaguadero avec son armée pour se rendre à Puno-Pérou. Il remporta deux victoires à Yanacocha en battant les troupes d'Agustin Gamarra. Ses troupes détruisirent ainsi l'armée de Felipe Salaverry à « *Alto de la Luna* », dans le champ de Socabaya situé entre Paucarpata et Huasacachi, réalisant de ce fait la pacification du Pérou²⁰.

Le président bolivien Andres de Santa Cruz, après les événements a pris le nom d'artisan de la paix du Pérou et protecteur suprême des États du Nord et du Sud du Pérou. Le nouvel état confédéré d'Amérique du Sud a suscité des sensibilités et des méfiances.

Les Républiques du Chili et de l'Argentine ont accepté d'empêcher la confédération Pérou - Bolivie, ou de la défaire par tous les moyens y compris militaires. Jusqu'à 1837, la souveraineté de la Bolivie était respectée dans la région. En voyant une République de Bolivie s'élever avec une grande force, les villes d'Arica, Tacna et Tarapacá du Pérou proposèrent de faire partie de la Bolivie.

Les pays voisins, considéraient notamment que la consolidation de la confédération Pérou-Bolivie, constituait une menace. La République du Chili en particulier, voyait une menace d'absorption pour cette confédération. Ensuite, Diego Portales de Chile déclara: « *La position du Chili vis-à-vis de la confédération Pérou-Bolivie est intenable. Cela ne peut pas être toléré, car cela équivaudrait à un suicide ... Les États-Unis (Pérou-Bolivie) seront toujours plus que le Chili, quel que soit leur degré de problèmes et de circonstances.* »

Immédiatement, l'Argentine dirigée par Juan Manuel de Rosas fut la première à mobiliser ses forces; Face à cette menace, la Confédération Pérou-Bolivie, avec à sa tête le maréchal Andres de Santa Cruz, a confié au général Otto Felipe Braun la mission de défendre le territoire du Sud de la Bolivie. En septembre 1837, dans la « *Quebrada de Humahuaca* », il a délogé et neutralisé les positions des troupes argentines qui se retirèrent à Tucumán.

En juin 1838, la garnison d'Iruya fut attaquée par une autre division argentine. La même chose se produisit à Monténégro. Elle fut soldée par un triomphe. C'est ainsi que les armées boliviennes défendirent la souveraineté nationale.

Par ailleurs, le président bolivien Santa Cruz apprit que le Chili, doté d'une armée de 3 500 hommes, sous les ordres de l'amiral Manuel Blanco Encalada, avait débarqué à Islay, envahissant le Pérou et occupant Arequipa; Santa Cruz organisa ses forces et marcha pour combattre l'ennemi, occupant Paucarpata²¹.

À Paucarpata, le maréchal Santa Cruz ne s'est pas rendu à l'armée chilienne de Blanco Encalada, mais l'a laissé avancer jusqu'à son entrée dans la Sierra à l'intérieur d'Arequipa, de telle sorte que ses axes d'approvisionnement s'allongeaient depuis la côte. Le maréchal Santa Cruz, a encerclé les troupes chiliennes.

Les troupes chiliennes de Blanco Encalada et leurs 3 500 hommes se rendirent, et signèrent le "Traité de Paucarpata". Le Chili, qui s'était engagé à ne plus intervenir dans la Confédération, a rapidement ignoré le « *Traité de Paucarpata* » et ne l'a pas respecté. Les chiliens sont revenus pour détruire la confédération avec le soutien des troupes péruviennes qui a culminé dans la bataille de « *Yungay* ». « *L'armée de Santa Cruz a été défaite par la première triple alliance mise au point à Santiago, Lima et Buenos Aires* »²².

Ce qui est remarquable à cette époque, c'est que la Confédération n'a eu aucun objectif belliqueux. La Bolivie et le Pérou avec la confédération cherchaient l'union de deux États ayant des caractéristiques similaires du point de vue de leur histoire coloniale. Eu égard à leur esprit intégrationniste, et au renforcement de leur souveraineté, ils recherchaient avant tout une unité d'États.

Malgré la diminution de la puissance militaire de l'État bolivien, deux ans après la destruction de la Confédération, les troupes péruviennes ont envahi la Bolivie sous le commandement du général

²⁰ WILDE C., Fernando. Histoire militaire de la Bolivie. La Paz, Bolivie : Imprimerie Intendencia central del Ejército, 1942.

²¹ WILDE, op. cit.

²² OBLITAS FERNANDEZ, Edgar. Histoire secrète de la guerre du Pacifique. Sucre, Bolivie : Imprimerie Tupac Katari, 1983.

Agustin Gamarra, l'un des vainqueurs de la confédération à Yungay. C'est le général Jose Ballivian à la tête de l'État bolivien, en novembre 1841, qui défit lourdement cette invasion de l'armée péruvienne.

À cette période, l'État bolivien consolidait son indépendance. Cependant, son potentiel militaire après le départ du président Ballivian en 1847 fut réduit, de sorte que l'équilibre stratégique militaire devint un désavantage pour la Bolivie en Amérique du Sud.

Parallèlement, le prix des ressources naturelles tel que celui du guano et du salpêtre était en augmentation constante. Cette situation s'est traduite par un harcèlement constant du Chili avec des incursions sur les côtes boliviennes du littoral pour élargir sa zone d'influence, ignorant les principes internationaux de 1810.

Les rapports de force militaire vis-à-vis des pays voisins, en particulier, fut défavorable à la Bolivie. L'État bolivien a dû faire une série de concessions diplomatiques face au harcèlement diplomatique et militaire constant du Chili. Cela, commença avec une série de traités relatifs aux frontières à partir de 1866.

Pour régler le problème des frontières et mettre fin à ces harcèlements, la Bolivie a dû céder une partie de son territoire avec le traité de 1866, profitant au Chili qui a étendu son territoire du 27ème parallèle au 23ème parallèle, permettant à ce pays d'accéder à l'exploitation des ressources naturelles tels que « *le salpêtre et le guano* ».

Le Chili n'a pas voulu avoir une frontière définitive avec la Bolivie, il s'y refusait de façon permanente. C'est précisément pendant le gouvernement de Hilarion Daza en février 1879, que le Chili envahit la Bolivie. Les troupes chiliennes débarquèrent dans le port bolivien d'Antofagasta pour déclencher une guerre qui avait pour origine les ressources du salpêtre et, du guano du littoral bolivien. Cette invasion dura jusqu'à la fin du mois de mai 1880, ensuite, le Chili continua son offensive vers la République du Pérou.

Dans ces conditions, le Chili parvint non seulement à envahir et à s'approprier des ressources naturelles du littoral bolivien, mais obtient également en compensation les territoires de Tarapaca et d'Arica du Pérou par le biais des différents traités respectifs de 1904 avec la Bolivie et de 1929 avec le Pérou. En conséquence, la Bolivie fut privée de son accès souverain à la mer, ce qui se répercuta négativement. Effectivement c'était « *l'imposition des envahisseurs protégés par leur supériorité militaire* ».

Le nombre d'habitants inférieur à celui des pays voisins et les guerres incessantes ont en quelque sorte empêchée la consolidation d'un État bolivien pleinement souverain. Par exemple, l'historien bolivien Carlos de Mesa précise que: « *La Bolivie était un immense pays en 1880 sans présence réelle de la souveraineté sur ses frontières les plus lointaines (le nord amazonien et le sud-est) ..., ce qui en a marqué sa caractéristique le plus dramatique, à savoir un isolement du monde par rapport aux autres pays d'Amérique du Sud connectés au commerce international par la mer.* »²³.

Le déclin de la production minière coloniale a entraîné une série de crises économiques dont la République naissante a pâti. Si la Bolivie avait dû sa raison d'être, en tant qu'unité politique, à l'industrie minière lors de l'Audiencia de Charcas, sa naissance en tant que pays n'aurait pas pu compter sur l'exploitation minière.

A l'effondrement de l'après-guerre s'ajoutait la reprise des activités d'extraction de l'argent après 1865. Le boom de l'argent a couvert quatre décennies de l'histoire républicaine du pays et son déclin a été lié au changement de la structure monétaire et au boom de l'industrialisation qui a placé l'étain dans le regard des pays puissants.

Dès que la Bolivie sort d'une guerre, en moins d'une décennie, elle affronte une guerre internationale et civile.

²³ MESA GISBERT, op. cit., p. 413.

D'une part la Bolivie a été soumise à une guerre interne appelée « *la guerre fédérale* » qui a vu le grand soulèvement indigène qui s'est produit entre 1898 et avril 1899. Cette guerre d'une certaine manière a affaibli l'Etat bolivien. D'autre part, le territoire d'Acre riche en ressources comme le « *caoutchouc* » a été à l'origine de la guerre d'Acre entre la Bolivie et le Brésil entre 1899 et 1903.

Les actes souverains de la Bolivie dans la région d'Acre se sont par ailleurs intensifiés. C'est ainsi qu'en janvier 1899, le « *Port Alonso* » a été inauguré sur les rives de la rivière Acre dans la région du caoutchouc afin d'asseoir sa souveraineté et de garantir les revenus douaniers.

La guerre d'Acre au nord s'est conclue par la fixation de la nouvelle frontière entre la Bolivie et le Brésil, par le biais du traité de 1903, obligeant la Bolivie à céder les territoires d'Acre²⁴.

Néanmoins, les troupes inférieures de la Bolivie ont défendu la souveraineté nationale en battant les forces sécessionnistes soutenues par les Brésiliens et ont définitivement évité la progression brésilienne.

Dans un autre scénario géographique, au sud-est, à la frontière avec le Paraguay, la Bolivie, soucieuse de préserver sa souveraineté, avait déployé de nombreux efforts pour consolider son territoire avec la création de forts en vertu de son droit de possession.

En effet, depuis les années 1900, la Bolivie intègre des routes à ces territoires. Les mêmes travaux ont été organisés par le Paraguay ce qui a généré un conflit en juillet 1932 avec les incidents de « *Laguna Chuquisaca* ». C'était le début du conflit entre la Bolivie et le Paraguay.

La Bolivie et le Paraguay ont combattu dans les sables du Chaco du 15 juillet 1932 au Protocole du 14 juin 1935.

L'un des objectifs du gouvernement bolivien de Daniel Salamanca était de consolider la possession bolivienne dans le sud-est afin d'ouvrir une sortie vers le bassin du « *Plata* ». Pour le Paraguay soutenu par l'Argentine, l'objectif politique stratégique était de s'étendre à la région pétrolière²⁵.

Les motifs du conflit étaient l'existence des ressources naturelles en pétrole. Cette guerre aurait été provoquée par les compagnies pétrolières Stándar Oil, qui représentaient les États-Unis en Bolivie, et Shell, qui représentait l'Angleterre et les Pays-Bas au Paraguay.

En fait, le déploiement de l'armée bolivienne a arrêté l'avancée paraguayenne et la cessation définitive des hostilités fut signée le 14 juin 1935. Cette campagne a protégé l'une des ressources naturelles les plus importantes, les hydrocarbures, qui étaient la source de l'économie de l'État bolivien.

La Bolivie bien qu'elle ait perdue du territoire, réussit à consolider un port sur le fleuve Paraguay, lui permettant une sortie sur l'Atlantique.

En effet, grâce au Traité de paix de 1938, la Bolivie a reçu une zone située sur les rives du fleuve Paraguay, où se trouve aujourd'hui « *Puerto Busch* » dans le triangle « *Man Cesped* » au sud-est sur le fleuve Paraguay, lieu stratégique au débouché en direction de l'océan Atlantique.

Après la guerre du Chaco, la situation politique bolivienne a changé. La destruction de l'État oligarchique commença. Cette période de 17 ans, de 1935 à 1952, a été une étape où les syndicats et les partis politiques ont germé jusqu'à la Révolution nationale, permettant aux nationalistes de prendre la direction de la Bolivie.

En ce qui concerne l'intégration territoriale, le territoire bolivien n'était toujours pas relié ; ainsi à l'ouest, La Paz, Oruro, Potosí et Chuquisaca étaient mal desservis par les routes et les voies ferrées.

Il convient de noter que « *les guerres produisent toujours des états importants et des changements dans la conscience sociale.* » Il y a donc eu une évolution vers une idéologie nationaliste qui allaient s'avérer décisive dans l'histoire de la Bolivie au XX siècle.

²⁴ Ibid., p. 449.

²⁵ MERCADO MOREIRA, Miguel. Histoire diplomatique de la guerre du Chaco. La Paz, Bolivie : Imprimerie Ateliers graphiques boliviens, 1996, p.84.

Au cours de la période mentionnée, les événements de la Seconde Guerre mondiale en Europe ont rendu urgente la nécessité de couvrir les besoins en matières premières et de participer indirectement en soutien aux Alliés. La Bolivie est entrée en guerre en 1942 comme alliée contre les forces de l'axe empreintes par le nazisme et le fascisme.

Ainsi, pour les États-Unis, la Bolivie devait contribuer à l'effort de guerre en produisant de l'étain. Cette contribution peu connue dans l'histoire bolivienne, entraînait une série d'obligations de la part de ses citoyens qui étaient contraints de se sacrifier pour l'effort commun destiné à faire face au conflit et à fournir le volume de minerai requis.



1.2.1.4 La période post-conflit de la guerre du Chaco et de l'État plurinational

Dans la période 1935-1952, ce sont les populations sorties du Chaco qui ont pu mener à bien un processus révolutionnaire, dans lequel l'armée bolivienne a joué un rôle important dans l'histoire de la Bolivie²⁶.

Des décennies plus tard, la Bolivie a de nouveau été le théâtre d'un conflit armé. Cette fois, c'est le centre névralgique de la guérilla de « *Nancahuazu* » qui a plongé le pays dans une guerre de guérilla contre les forces irrégulières du "Che Guevara" du 23 mars de 1967 au 8 octobre 1967. Les forces de

²⁶ BECKER, Edwin (Cnl DAEN). Diapositives d'Exposé ABHM: Guerre du Chaco jusqu'à la révolution de 1952. La Paz, Bolivie, 2013.

l'armée bolivienne étaient déterminées à éliminer l'intervention subversive des communistes et à garantir la sécurité de l'État.

Notamment, cette focalisation subversive de la « *la guérilla* » en Amérique du Sud, a démarré en Bolivie car sa position géographique centrale permettait l'expansion stratégique du communisme. Néanmoins, l'initiateur n'a pas tenu compte du nationalisme bolivien qui s'opposait à toute forme d'interventionnisme étranger. L'expansionnisme du « *communisme* » a été détruit par l'armée bolivienne à « *Nancahuazu* » où le « *Che Guevara* » a été vaincu.

Enfin, au cours de la décennie 2000, la Bolivie a connu aussi une série de conflits internes, atteignant un pic de confrontations. L'un des objectifs de la population bolivienne était de rechercher un meilleur usage de ses ressources naturelles telles que les hydrocarbures, ainsi que de renouveler le système politique.

Le point culminant fut la « *guerre du gaz* » en 2003. Ce conflit social concernait l'exploitation des réserves de gaz naturel, et revendiquait un meilleur contrôle de cette ressource naturelle qualifiée de « *stratégique* » par l'État bolivien, afin de mieux la distribuer à la population bolivienne.

À la suite de cet événement, le système politique a changé et le nouvel État plurinational a été créé en Bolivie le 7 février 2009. Il visait à inclure les peuples autochtones dans les décisions du pays. Le gouvernement sous le modèle socio-économique communautaire et productif cherchait le « *bien vivre* »²⁷ de la population bolivienne

1.2.2 L'identité culturelle bolivienne

La culture de la Bolivie est le produit d'une grande diversité des peuples, résultant de la diversité des scénarios géographiques de son territoire actuel, ainsi que de la diversité ethnique qui le caractérise.

En Bolivie, il existe 36 peuples autochtones et paysans d'origines différentes, reconnus par la Constitution politique de l'État. Les coutumes varient selon la zone géographique du pays. Dans chaque région, il existe donc une multitude de cultures vivantes différentes.

Parmi les 36 langues reconnues en Bolivie, l'espagnol, le quechua, l'aymara et le guarani sont les langues les plus parlées.

L'identité culturelle est conceptualisée comme un ensemble de valeurs, traditions, croyances et modes de comportement qui fonctionnent comme un élément cohérent au sein d'un groupe social et qui servent de substrat aux individus qui le forment pour fonder leur sentiment d'appartenance.

Cependant, les cultures ne sont pas homogènes; en leur sein se trouvent des groupes ou des sous-cultures.

1.2.2.1 Intra culturalité et inter culturalité

La Bolivie, malgré la diversité de ses cultures sur son territoire, possède une identité nationale forte qui, repose sur sa diversité. Elle est précisée dans la loi de l'éducation bolivienne dans son chapitre III sur la diversité socioculturelle et linguistique et plus précisément dans son article 6 relatif à l'intra culturalité et à l'inter culturalité qui stipule:

Cet article stipule d'un côté que « *L'intra culturalité favorise la reprise, le renforcement, le développement et la cohésion au sein des cultures des peuples autochtones et des peuples autochtones, des communautés interculturelles et afro-boliviennes pour la consolidation de l'État plurinational*

²⁷ Constitution politique de l'État bolivien de 2009. Article 8. <https://www.economiasolidaria.org/noticias/vivir-bien-propuesta-de-modelo-de-gobierno-en-bolivia>

fondé sur l'équité, la solidarité, la complémentarité, la réciprocité et la justice (...). ». D'un autre côté, la loi de l'éducation fait référence à l' « *Interculturalité (comme) le développement de l'interrelation et de l'interaction des connaissances, sciences et technologies caractéristiques de chaque culture avec d'autres cultures, renforçant ainsi l'identité et les interactions propres dans des conditions égales entre toutes les cultures* »²⁸.

Il en résulte que le sentiment d'appartenance à la nation bolivienne est solide et fortement ancré dans la majorité de la population, indépendamment de son appartenance à une communauté en particulier.

La diversité est l'un des éléments que l'Etat bolivien reconnaît comme fondement de l'identité nationale. Depuis ses origines, la nation bolivienne a été perçue comme d'appartenance à une communauté diversifiée, mais celle-ci possède des qualités et des éléments propres et discernables²⁹.

1.2.2.2 Identité nationale

De même, l'identité nationale est un élément qui désigne un être et une pensée collectifs, une appropriation consciente des traditions et symboles culturels précédemment filtrés par l'historiographie et par la réflexion intellectuelle menée par des élites locales éclairées³⁰.

Dans l'espace géographique que couvre aujourd'hui la Bolivie s'est développée, malgré tous les courants centrifuges et les vicissitudes du destin historique, une identité socioculturelle relativement solide dès le début. Cette identité plus ou moins stable n'était garantie ni par la diversité géographique ni par la composition ethnique complexe qui existe depuis la fondation de la République en 1825.

La Bolivie a développé une identité culturelle assez forte grâce à la préservation des valeurs et des traditions indigènes³¹.

1.2.2.3 Configuration de l'identité nationale

La diversité culturelle caractérise la Bolivie depuis la période précoloniale. Par exemple, les Incas étaient un empire qui avait conquis une série de peuples, comme les Aymara, ces derniers étant des peuples qui avaient conclu des accords pour vivre dans le « *Kollasuyu* ». De même, les Incas s'établissaient jusqu'aux plaines de l'est et au « *Chaco* ». Les peuples « *chiriuwana et chiquitanos* » vivaient à l'état sauvage dans la jungle impénétrable.

L'Etat bolivien a été influencé par toutes les vicissitudes historiques précédemment décrites. A l'époque coloniale, les différents peuples indigènes, la population métis et les « *criollos* », ont ainsi commencé les rébellions au nom de la liberté, et notamment différentes luttes libertaires qui ont conduit à la guerre pour l'indépendance, qui s'est soldée par une victoire pour les boliviens.

Par cette victoire, la Bolivie naissante, sur la base de ces luttes, s'est forgé une certaine identité d'Etat qui a conduit à l'indépendance, mais à contrario elle a défavorisé l'intégration des populations indigènes. Plus tard, les guerres incessantes auxquelles la Bolivie a dû faire face pour défendre son intégrité territoriale ont permis de consolider l'unité, la force et la cohérence, créant ainsi un sentiment d'appartenance collective qui se confond avec l'identité nationale bolivienne.

Précisément, la guerre du Chaco qui a culminé en 1935 est devenue un noyau intégrateur des cultures boliviennes et de l'identité du pays. Comme le souligne l'historien bolivien Roberto Querejazu Calvo: « *Dans le Chaco, il n'y avait pas de distinction entre blancs, métis ou indigènes ; nous étions tous égaux comme l'uniforme. Dans la guerre du Chaco est né le concept selon lequel tous les Indiens,*

²⁸ Loi de l'éducation "Avelino Siñani-Elizardo Perez" n° 70. La Paz, Bolivie, 20 décembre 2010.

²⁹ www.vanderbilt.edu/lapop/news/080614_lostiempos6.pdf

³⁰ Revue de la Faculté de droit numéro 39 Version imprimée ISSN 0797-8136. Version en ligne ISSN 2301-0665

³¹ Mansilla H. C. Aspects de l'identité nationale en Bolivie. Journal « El Diario ». La Paz, Bolivie, 19 juillet 2016.

métis et Blancs constituaient la même nation et que nous n'étions pas trois nations appartenant au même État ». L'issue la plus importante de la guerre avait été l'idée d'une nation. La guerre du Chaco a créé une identité nationale bolivienne.

L'effort de guerre a été soutenu par la société bolivienne. Les soldats des montagnes, des vallées et des plaines tropicales ont défendu l'intégrité territoriale de la Bolivie. C'est à partir de cette guerre que l'identité nationale a été consolidée et l'intégration des indigènes réalisée avec succès.

Par conséquent, l'État bolivien a favorisé l'émergence d'un sentiment identitaire de la nation bolivienne précurseur de l'unité nationale. Cela a permis la consolidation des fondements politiques et économiques à l'origine de sa place importante actuelle sur la scène diplomatique en Amérique du Sud.

1.3 L'approche géopolitique de la Bolivie

La géopolitique de la Bolivie doit se comprendre à partir de sa géographie et de son histoire. La géopolitique est une branche des relations internationales et des sciences politiques. Elle étudie la distribution spatiale des phénomènes politiques, l'influence de ces phénomènes géographiques ainsi que les effets spatiaux des processus politiques.

« *Le point d'inflexion* » pour les géopoliticiens boliviens, est l'influence négative de son enclavement. Cette vision restreinte n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur la géopolitique de l'Amérique du Sud. Pour cela, nous analyserons la géopolitique bolivienne et l'impact du verdict de la Cour Internationale de Justice de La Haye.

1.3.1 Brève approche de la géopolitique bolivienne

Dans cette partie, nous traiterons de manière générale des différentes écoles géopolitiques qui ont beaucoup influencé l'étude de la géopolitique; la géopolitique de certains pays d'Amérique du Sud est décrite ci-dessous. Ensuite, nous aborderons le contexte et les conceptualisations de la géopolitique bolivienne; ainsi que leur interprétation. Tout cela, nous permettra de comprendre la géopolitique bolivienne tout au long de la présente étude.

1.3.1.1 Description du contexte géopolitique et de certaines écoles géopolitiques dans le contexte international

Il est communément admis que le terme géopolitique n'a été inventé qu'à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Cependant, depuis l'antiquité, différents penseurs tels que Thucydide ont affirmé que la croissance des États était due à la force du plus fort contre le plus faible.

De son côté, Hippocrate a affirmé que les effets du relief et du climat permettaient de déterminer la nature agressive ou pacifique de la population.

Et pourtant, les fondateurs de la géopolitique sont les géographes allemands Friedrich Ratzel, Karl Haushofer et le Suédois Rudolf Kjellen. Ensemble, ces auteurs ont contribué à consolider la géopolitique en tant que science, en introduisant des concepts tels que l'espace vital, les frontières vivantes, l'arrière-pays (l'hinterland), le cycle de vie de l'État et de nombreux autres concepts géopolitiques.

L'école anglaise, dont l'Anglais Halford John Mackinder est le représentant, affirme que la situation insulaire d'un État fait son développement économique, contribue à l'évolution de ses institutions politiques et de l'importance du domaine à travers la mer. Dans son essai « *Le pivot géographique de l'histoire* », il introduit le terme « heartland » ou "cœur du monde", représenté par l'Eurasie.

Pour Mackinder, « *la géopolitique est la science qui étudie les faits politiques, en considérant le monde comme une unité fermée, dans laquelle ils ont des répercussions en fonction de l'importance des États* ». Pour lui, les facteurs géographiques tels que la situation, l'extension, la population, les ressources et la communication des États ne sont pas déterminants, mais ils sont très importants et doivent être pris en compte pour orienter la politique étrangère.

L'École géopolitique des États-Unis se distingue par des personnages comme James Monroe, qui a favorisé l'expansion territoriale, l'amiral Alfred Thayer Mahan avec sa projection géopolitique vers les mers et, Nicholas Spykman, qui opposa sa thèse à celle de Mackinder, et introduisit le terme « *Rimland* » ou terre du rivage.

Selon le professeur français de géopolitique Zajec Olivier « *La géopolitique française, contrairement à la géopolitique allemande centrée sur l'étude "darwinienne" de l'Etat envisage comme forme politico-culturelle "organique", et à une géopolitique anglo-saxonne très idéologisée et s'intéressant à la dichotomie Terre/Mer, la géopolitique française semble se structurer historiquement autour de la notion de « territoire », et d'une prise en compte plus fine des réalités humaines* »³².

L'école française de Paul Vidal de la Blache étudie non seulement l'influence des phénomènes géographiques sur la vie de l'État, mais aussi d'autres, en particulier sur la base de l'activité humaine, de la capacité de l'homme à modifier la géographie et même l'environnement. En général, il exprime l'importance des relations, des échanges, des communications dans la vie nationale. C'est l'inspirateur du « *possibilisme* »³³ français, il insiste sur les interactions micro-géographiques.

Pour le général Pierre Gallois, géopolitologue français: « *c'est l'étude des relations entre la conduite d'une politique de pouvoir sur le plan international et le tableau géographique dans lequel elle s'exerce* »³⁴. La géopolitique est une relation qui s'établit entre le pouvoir, la politique internationale et la géographie ; la géopolitique est donc projetée principalement dans le domaine des relations internationales.

Ces conceptualisations décrites par les différentes écoles géopolitiques ont orienté la pensée géopolitique dans les différents États. Néanmoins, après la Seconde Guerre mondiale, elle a été sévèrement condamnée. L'importance de la compréhension de la géopolitique dans l'échiquier international redevient importante.

Selon Zajec Olivier : « *La géopolitique nous apparaît personnellement comme une analyse dynamique des inerties. Ces inerties-conditionantes, mais pas déterministes, la nuance est essentielle-sont la géographie et l'identité, moteurs incontournables de l'histoire.* »

Il ajoute que « *la géopolitique étudie les inerties physiques et humaines qui affectent et guident le comportement interne et externe des Etats. Elle éclaire ainsi les fondements politiques des actions pacifiques ou guerrières qui, par le biais de stratégies militaires, économiques et politiques à visées territoriales défensives ou offensives, cherchent à assurer la pérennité d'une communauté dans l'histoire* »³⁵.

En définitive, les différentes écoles géopolitiques ont développé des théories mettant davantage l'accent sur le conditionnement géographique des États. D'autres écoles représentaient l'État en tant qu'organisme vivant. Enfin, certaines se sont concentrées sur l'aspect humain. Soulignons qu'elles offraient aux États une gamme de possibilités pour leur projection.

³² ZAJEC, Olivier. Introduction à l'analyse géopolitique. Paris, France : Imprimerie Argos, 2013, p.33.

³³ ZAJEC, op. cit., p.34.

³⁴ DERMIZAKY, op. cit., p. 6.

³⁵ ZAJEC, op. cit, p.13, 14.

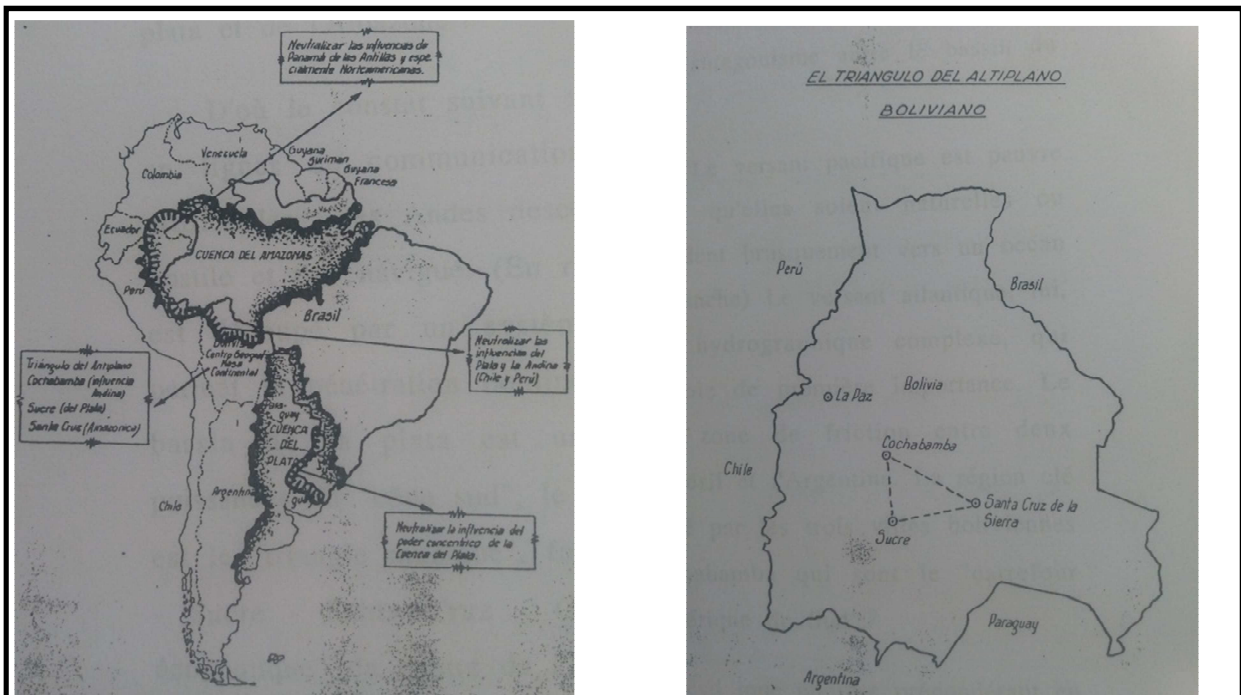
1.3.1.2 Brève description des différentes géopolitiques de l'Amérique du Sud

Le scénario sud-américain a reçu l'influence des différentes écoles géopolitiques exposées. Afin d'avoir une vue générale; nous décrivons ci-dessous la géopolitique de certains pays voisins.

La géopolitique chilienne a ouvertement mis l'accent sur l'expansionnisme en Amérique du Sud, par exemple le général chilien Augusto Pinochet Ugarte a évoqué: « *Autant que vous voulez considérer le droit comme un élément nivelant des catégories nationales, toujours confrontées à la dure réalité, le pays militaire ou économique le plus puissant, que ce soit sur le plan diplomatique ou démographique, aura des avantages dans les litiges relatifs aux frontières. Il y en a plusieurs exemples en Amérique du Sud.* »³⁶.

En général, l'école géopolitique du Chili illustre la « *conquête du pouvoir maritime* », « *la conscience de la montagne* »³⁷. Cette géopolitique expansionniste du Chili a été influencée par l'incertitude générée par les invasions dirigées contre la Bolivie et le Pérou dans le Pacifique. De ce fait, le Chili aperçoit des revendications latentes. Pour, cela il est obligé d'avoir une puissance militaire en sa faveur.

D'autre part, la géopolitique du Brésil représentée par Mario Travassos et Golbery Do Couto e Silva a été marquée par la théorisation de la « *géopolitique de l'espace* », les « *aires géopolitiques* » d'intégration continentales du Brésil et les « *aires stratégiques* ».



La conception géopolitique « *des aires géopolitiques continentales* » du général brésilien DO COUTO E SILVA Golbery et le « *Triangle du Altiplano bolivien* » du général brésilien TRAVASSOS Mario.

Source : BOHOU Dit Z., Jean-Marie. Mémoire « *Les Enjeux de la pensée géopolitique du Général Golbery do Couto e Silva* ». Université Sorbonne Nouvelle Paris III. Paris, France, Année universitaire 1993-94, carte IX, p.46.

³⁶ POZZO MEDINA, Julio. Géopolitique et décentralisation. La Paz, Bolivie : Imprimerie librairies Don Bosco, , 1992, p. 54.

³⁷ PINOCHET U., Augusto. Géopolitique du Chili. Mexique : imprimerie « El cid editor », 1978, p. 64.

La géopolitique brésilienne, n'est pas ouvertement l'expansionniste, l'une de ses orientations géopolitiques préférentielle étant d'adopter des politiques et des actions de coopération solidaire en Amérique du Sud, afin de parvenir à un contrôle absolu de l'Amazonie, d'atteindre le Pacifique. Géopolitiquement, le Brésil vise à devenir une puissance sud-américaine territoriale et maritime.

Un autre intérêt géopolitique du Brésil est la défense des ressources naturelles de la région et très spécifiquement de l'Amazonie. Cette mainmise sur l'Amazonie pourrait générer certaines tensions sur le plan de la souveraineté à long terme.

Pour sa part, l'Argentine, recherche le contrôle de l'Atlantique Sud-Ouest, le maintien de la géographie naturelle du « *bassin de la Plata* », la liberté d'accès à la rivière « *de la Plata* », et une connectivité régionale solide. Elle cherche également, à exercer une influence naturelle sur tous les pays n'ayant pas de débouché direct sur l'Atlantique comme la Bolivie, le Chili et le Paraguay.

1.3.1.3 Antécédents de la géopolitique bolivienne

La Bolivie, en tant qu'État naissant d'Amérique du Sud, avait à ses débuts des présidents tels que Simon Bolivar et Antonio Jose de Sucre, qui donnaient en quelque sorte les lignes directrices pour maintenir l'unité territoriale. Le rêve de Bolivar fut donc la formation d'une grande nation ibéro-américaine. Cependant, des intérêts opposés divisaient cette vision.

Mariscal Andres de Santa Cruz, né à La Paz, a été le véritable constructeur de l'État bolivien. Ses objectifs fondamentaux furent la consolidation et le renforcement de la Bolivie et la création de la confédération entre la Bolivie et le Pérou. Cette projection géopolitique était plus pragmatique compte tenu du fait que le Haut-Pérou et le Bas-Pérou avaient des liens plus étroits.

La Confédération Pérou-bolivienne sous l'égide de Santa Cruz était composée de trois républiques, l'État nord-péruvien, l'État sud-péruvien et la Bolivie. La durée de cette confédération fut de deux ans, de 1837 à 1839 avant d'être détruite par une armée formée par les troupes chiliennes et d'autres séparatistes péruviens, opposés à la Confédération.

La géopolitique de Santa Cruz était intégrationniste, elle n'était pas expansionniste vu que le chef de file de la confédération n'avait pas profité de la situation pour annexer des territoires à la Bolivie; elle visualisait et projetait l'intégration andine entre le Pérou et la Bolivie.

Julio Mendez et la doctrine de l'équilibre continental en Amérique du Sud

Un juriste et parlementaire bolivien, il précise que : « *La Bolivie, murée au centre de l'Amérique latine a une histoire dramatique ... La Bolivie s'est battue contre tous ses voisins* »³⁸.

A l'époque, la défaite de la confédération Pérou-Bolivienne a ainsi été interprétée: « *L'immense nation et les grandes initiatives ont cessé d'être telles et ses hommes ont commencé à élaborer une doctrine qui interprète la nouvelle réalité bolivienne, lui permettant de vivre en paix, exercer le rôle serein d'un facteur d'équilibre continental* »³⁹.

C'est à Julio Mendez que revenait l'élaboration de cette doctrine internationale « *d'équilibre continental* » à la fin du XIXème siècle. Mendez voulait répondre aux aspirations conquérantes des pays voisins qui semblaient comploter pour s'emparer de portions de territoires boliviens.

Julio Mendez a affirmé que la Bolivie était un pays dont l'existence était utile et nécessaire pour l'Amérique du Sud, car « *c'était comme le nœud qui unit tous les systèmes (de la Plata), de l'Amazonie*

³⁸ POZZO MEDINA, op. cit., p. 120.

³⁹ Ibid. p. 121.

et du Pacifique), la transition qui les unit, le centre dans une vaste unité. On peut dire que c'est la capitale internationale de l'Amérique du Sud. »⁴⁰.

En plus, il soutint que la Bolivie, eu égard à son emplacement extraordinaire en Amérique du Sud, avec ses trois zones divisées par ses rivières, devait jouer un rôle d'équilibre, être un État toujours neutre. Pour lui si l'Etat bolivien n'existait pas, il serait opportun de le créer.

Mais, Mendez ne s'arrêta pas à la formulation de cette doctrine, et il vit plus loin, en lançant un avertissement prémonitoire: « *Sans accès au Pacifique ou à La Plata (bassin), sa vie serait impossible* »⁴¹.

Par ailleurs, selon l'auteur, la Bolivie a montré au monde une vigueur extraordinaire en tant qu'organisme politique. Peu de nations dans le monde ont subsisté face à une telle adversité et à un tel destin. S'il est vrai que l'adversité, est créative, la nation bolivienne avec son histoire dramatique a montré une force incroyable.

Cela s'est manifesté par l'allusion aux plus de 10 guerres que la Bolivie a eues avec ses voisins : la Bolivie a survécu malgré l'amputation de ses territoires. Ce n'est pas un hasard si, après ces guerres, la Bolivie est toujours un État vigoureux.

1.3.1.4 La position géopolitique de la Bolivie

Nous avons insisté tout au long de cette étude sur la position favorable de la Bolivie, qui fait référence à sa position géopolitique appelée « cœur continental ». « *La situation géographique de la Bolivie ressemble à un cœur du continent sud-américain, qui occupe une position centrale dans l'Amérique du Sud* »⁴².

Un autre concept qui nous permet de comprendre la géopolitique bolivienne est son « *nouage de la géographie sud-américaine* »: La Bolivie, de ce point de vue, est un axe névralgique du nouage de la géographie continentale. C'est précisément, cette position privilégiée qui la place à la croisée des « *terres de contact* » en Amérique du Sud.

De même, la position géopolitique bolivienne fait partie de « *l'aquarum divortia continental* » car elle prend part à trois des quatre écosystèmes le Pacifique, l'Amazonie et « *la Plata* » tout en possédant également son propre système, central ou lacustre.

1.3.1.5 La Géopolitique bolivienne, certains auteurs

Une fois que l'historique de la géopolitique bolivienne a été examiné, il convient de noter que les écoles géopolitiques établies dans le contexte international ont été une source d'inspiration pour la mise en œuvre des approches géopolitiques boliviennes.

Le général Julio Pozzo Medina, géopolitologue bolivien estime que le concept de géopolitique surpasse celui de concept fermé classique, synonyme de belligérance, de géophagie ou de géo-provocation. Il affirme que, s'il existe des dispositions et des prétentions d'agression et d'expansion de certains pays voisins, la Bolivie est obligée de valoriser une géopolitique d'intégration et de défense mettant au service des dirigeants politiques et militaires, un bagage de connaissances spécialisées leur permettant de prévoir les dangers de menace, à la fois interne et externe.

⁴⁰ MENDEZ, Julio. Brochure intitulée: Réalité d'équilibre hispano-américaine et nécessité d'une neutralisation perpétuelle de la Bolivie.

⁴¹ http://www.eldiario.net/noticias/2016/2016_02/nt160202/nuevos horizontes.php?n=1&-el-estratega-julio-mendez

⁴² VALENCIA VEGA, Alipio. Géopolitique en Bolivie. La Paz Bolivie : Imprimerie Jeunesse, 1965, p. 332.

Il conceptualise la géopolitique comme « *un art ancien et une science moderne, de sorte que les grands et petits États analysent actuellement leurs problèmes différents selon un grand critère géopolitique, en fixant et en établissant des objectifs pour parvenir à un développement plus grand et meilleur de l'État. Il est considéré comme être vivant qui naît, grandit et meurt, se bat de façon permanente pour son développement, sa sécurité et son existence* »⁴³.

Selon Pablo Dermizaky, juriste et géopolitologue bolivien la géopolitique « *est une science, puisqu'elle s'agit d'un ensemble de connaissances ordonné (organique) qui permet d'établir une relation de cause à effet, comme la science est couramment définie. En effet, les connaissances fournies par la géopolitique servent à nous montrer la réalité objective, interne et externe, d'un État-nation, ainsi que la position qu'il occupe au niveau international. Les sources de son étude d'une part sont la géographie, la physique, l'économie et, d'autre part la politique* »⁴⁴.

Par ailleurs, Dermizaky souligne que l'objectif premier de la géopolitique est la consolidation et la préservation de l'État-nation en tant qu'unité socio-politique indépendante. Cet objectif est atteint grâce à deux objectifs secondaires ou simultanés: d'une part, le développement économique et social pour créer et accroître le pouvoir interne, et, d'autre part, la diplomatie et la stratégie en tant qu'instruments indispensables pour maintenir et accroître la puissance externe, qui sera un reflet de la première. Le pouvoir interne et le pouvoir externe sont les deux expressions de l'élément de pouvoir, sans lesquels l'existence de l'État n'est pas conçue.

Alipio Valencia Vega, géopolitologue bolivien évoque que « *la tâche géopolitique primordiale consiste à développer le potentiel (interne) de chaque État, car sans l'accomplissement, il n'y a pas de subsistance possible pour les peuples organisés ...La croissance d'états grands et forts sur des "espaces vides" c'est facile, car ils ne trouvent pas de résistances catégoriques; la croissance sur des "espaces pleins" c'est difficile, car ces personnes, de culture forte, ont développé précisément leur potentiel, ce qui leur donne une grande capacité de résistance* »⁴⁵.

Alipio Valencia Vega fixe la « *conquête de la Bolivie par les Boliviens* », par une action humaine concentrée. En outre, une "politique de peuplement, de colonisation et des voies de communications", faisant référence à la réalité géopolitique et économique de la Bolivie, repose sur le contrôle et l'accès aux zones frontalières invariablement recouvertes de ressources naturelles potentielles ont été déconnectées par les puissantes caractéristiques géographiques des régions peuplées du pays.

La marche vers les frontières nationales a été une mission obligatoire des Boliviens pour remplir efficacement tout « *l'espace* » du pays, jusqu'aux frontières, avec une action humaine positive.

En fait, la géopolitique a des bases géographiques, elle est utile à la science politique comme aux relations internationales, ce qui nous permet d'en déduire qu'elle doit être comprise avec un esprit ouvert. Il faut multiplier les possibilités géopolitiques au moment de visualiser l'État. En d'autres termes, la Bolivie ne devrait pas se limiter à un déterminisme géographique, mais doit créer des conditions favorables par le biais de l'activité humaine pour accroître son potentiel.

1.3.2 La géopolitique d'intégration maritime de la Bolivie

Dans cette partie, nous aborderons les différentes approches géopolitiques de différents auteurs boliviens en ce qui concerne la revendication maritime de la Bolivie, avec des implications dans son aspect politique, social et économique.

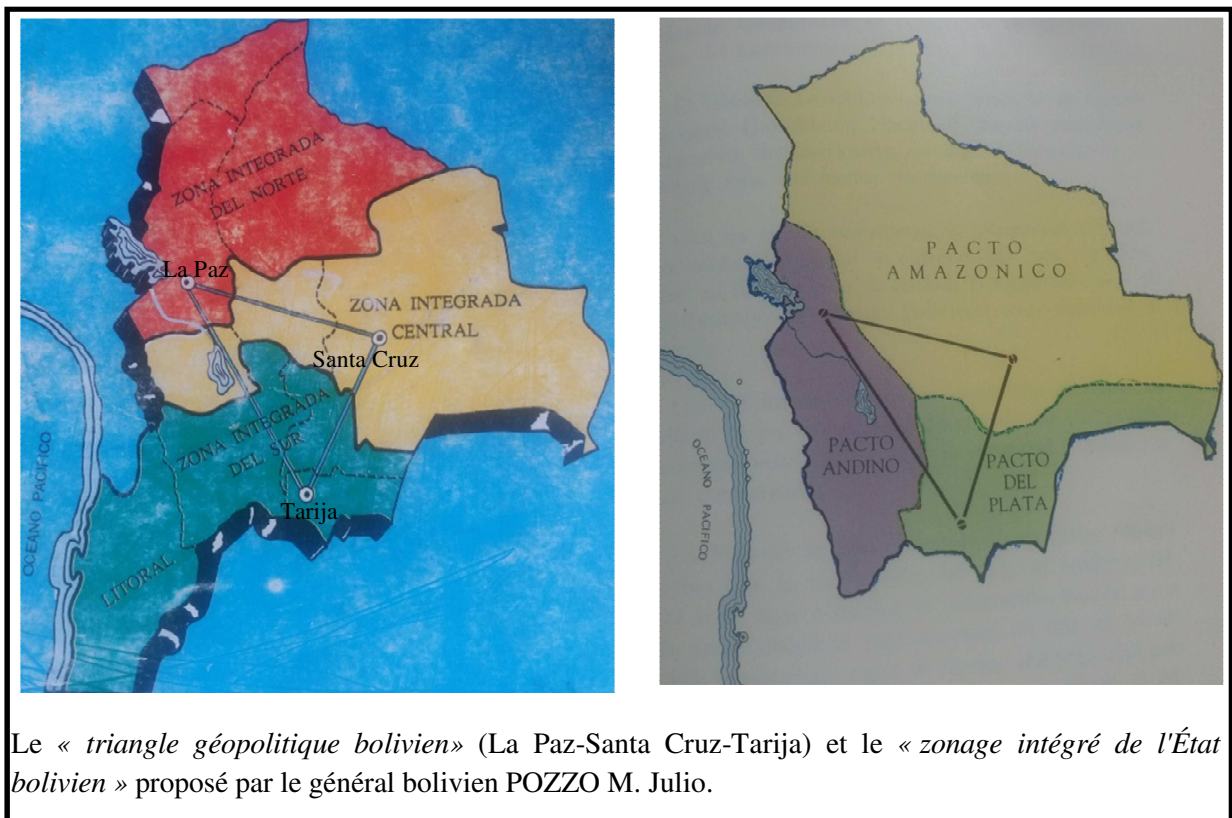
⁴³ POZZO MEDINA, op. cit., p. 54.

⁴⁴ DERMIZAKY, op. cit., p. 7

⁴⁵ VALENCIA VEGA, op. cit., p. 354.

La proposition du général Pozzo décrite ci-dessous, applique la conception ratzelienne classique de l'État en tant qu'organisme vivant qui naît, grandit et meurt ; il est représenté par ses trois parties fondamentales : le heartland (noyau central), hinterland (noyaux secondaires ou périphériques) et les frontières (lignes de division), ces dernières étant l'organe périphérique de l'État.

Sur la base de ces conceptualisations, il ajoute que l'État, au cours de son existence, est renforcé et affaibli, vit ou finit par disparaître et se bat de manière permanente pour son existence, son développement et sa sécurité. Tous ces concepts sont utilisés pour proposer un zonage de l'État bolivien cherchant à s'intégrer à la côte du Pacifique.



Le « triangle géopolitique bolivien » (La Paz-Santa Cruz-Tarija) et le « zonage intégré de l'État bolivien » proposé par le général bolivien POZZO M. Julio.

1.3.2.1 Approche de zonage et de marche vers le Pacifique proposée par le général Pozzo

Le général Pozzo propose un zonage intégral décentralisé du pays, à la recherche d'une union géographique, politique, économique et psychosociale. L'un des objectifs est d'occuper, de dominer et de contrôler réellement et efficacement l'ensemble du territoire. Il identifie le triangle géopolitique de la Bolivie composé par le Département de La Paz, Santa Cruz et Tarija.

Ce « zonage intégré de l'État bolivien »⁴⁶ le divise en trois grandes zones géographiques, intégrant l'altiplano, les vallées et les plaines dans chacune d'elles. La zone intégrée du nord (ZIN) qui comprendrait les départements de La Paz, Beni et Pando ; la zone centrale intégrée (ZIC) des départements de Santa Cruz de la Sierra, Cochabamba et Oruro et la zone sud intégrée (ZIS) par les départements de Chuquisaca, Potosi et Tarija.

Selon le général Pozzo, les trois zones seront liées à l'objectif national bolivien, à savoir la marche et le retour aux côtes du Pacifique. La zone intégrée du nord a comme lien particulier le port d'Arica, la zone centrale intégrée le port d'Iquique et la zone intégrée du sud le port d'Antofagasta⁴⁷.

⁴⁶ POZZO MEDINA, op. cit., p. 96.

⁴⁷ Ibid. p. 97.

Comme on le voit, si cette conception est liée aux intérêts de l'État bolivien, il convient toutefois de visualiser d'autres alternatives d'intégration maritime, sans écarter aucune possibilité de telle sorte que la géopolitique bolivienne soit conforme à la réalité de son influence sur le sous-continent. Ce zonage ne s'est pas concrétisé ainsi que le « *triangle géopolitique* ». Ce dernier, ne prend pas compte le département de Beni qui a l'influence du bassin amazonien.

Il faudra déterminer « *le quadrilatère géopolitique bolivien* »⁴⁸ plus compact pour occuper et dominer de manière effective le territoire bolivien. Ce dernier se composerait des départements de La Paz, Beni, Santa Cruz et Tarija avec son heartland le département de Cochabamba.



1.3.2.2 La fonction respiratoire de la mer selon Alipio Valencia Vega

Selon Alipio Valencia Vega, pour la Bolivie, la mer est véritablement transcendante, le pays s'efforçant de faire une révolution profonde en organisant l'action humaine sur le territoire autour de ses ressources naturelles, pour renforcer vigoureusement l'ensemble des organismes de l'Etat. Au fur et à mesure que le développement économique du pays s'accélèrera, le rôle de la mer devra être étudié avec plus de profondeur car il deviendra un élément clé⁴⁹.

Alipio Valencia conçoit que faute d'avoir ces propres côtes littorales un pays ne peut pas se développer économiquement au même rythme que ceux ayant un accès direct à la mer. Il ne suffit pas d'avoir des "libéralités" accordées par ses voisins pour accéder à la mer et communiquer avec le monde. De toute façon, affirme-t-il, il faut une côte littorale propre à la Bolivie. Personne ne peut respirer en utilisant les poumons de quelqu'un d'autre, mais chacun respire avec ses propres poumons.

Plus un pays est développé économiquement, plus il a besoin de respirer fort et comme il ne peut le faire que par le biais de sa propre côte maritime, le pays a d'autant plus besoin de cette côte.

⁴⁸ Conception LCL COTRINA FERNANDEZ Jaime.

⁴⁹ VALENCIA VEGA, op. cit., p. 332, 366.

Notamment, avec la croissance de la Bolivie qui avait déjà commencé, le besoin de la mer est apparu, en tant qu'organe respiratoire indispensable. Ce besoin deviendra de plus en plus aigu au fil du temps et deviendra de plus en plus urgent, au jour le jour. La question de la sortie maritime de la Bolivie, consiste à récupérer sa côte ou à obtenir celle que les pays voisins reconnaissent comme indispensable pour qu'elle ne s'étouffe pas dans sa propre croissance⁵⁰.

1.3.2.3 Le traité de 1904 et la géopolitique de l'intégration maritime de la Bolivie selon Alipio Valencia Vega

La Bolivie a été cloîtrée en 1879, après l'invasion du Chili, après une série de pressions diplomatiques et militaires. Par le traité de 1904, la signature est toujours d'actualité plusieurs années après le pacte de trêve mais vue que la menace des forces armées du Chili était forte, la Bolivie a dû céder son littoral, en échange de quatre obligations principales du Chili.

Les obligations étaient les suivantes: « 1) la construction du chemin de fer Arica-La Paz; 2) le paiement des obligations de la Bolivie pour les garanties liées à la construction de certains tronçons de voie ferrée; 3) la livraison à la Bolivie de trois cent mille livres sterling; et 4) la reconnaissance en faveur de la Bolivie, du libre transit par le territoire et les ports chiliens »⁵¹.

Cette demande de traité de paix s'accompagnait de l'offre d'un port franc et d'un transit largement libéral pour la Bolivie, via les ports conquis d'Antofagasta et d'Arica, de telle sorte que la Bolivie ne ressentira jamais le besoin de posséder son propre port.

Selon Alipio Valencia Vega, le libre transit par les ports chiliens à destination de la Bolivie a suscité de grands espoirs en Bolivie. Mais c'est précisément la clause qui n'a jamais été remplie. Les gouvernements chiliens ont fait usage de la possession absolue de ports pacifiques pour extorquer de l'argent à la Bolivie et limiter ses possibilités d'exportation et d'importation à destination et en provenance des pays d'outre-mer.

C'est la raison pour laquelle cette prétendue « liberté de transit »⁵² n'a pas satisfait aux revendications populaires de la Bolivie, pour la possession d'une côte et de ports de quelque manière que ce soit, sous la pleine souveraineté de la Bolivie.

⁵⁰ Ibid. p. 366.

⁵¹ VALENCIA VEGA Alipio, Géopolitique du littoral bolivien. La Paz, Bolivie : imprimerie, Ed. Jeunesse, 1982, p. 452.

⁵² Ibid. p. 453.



Le littoral bolivien avant 1879. La géopolitique de l'intégration maritime de la Bolivie, après l'invasion du Chili.



Par le traité de 1904, la Bolivie a dû céder son littoral. En revanche le Chili s'est engagé parmi ses obligations de donner un port franc et d'un transit largement libéral pour la Bolivie, via les ports conquis d'Antofagasta et d'Arica.

1.3.2.4 Géopolitique du littoral bolivien : une côte maritime pour le développement de la Bolivie

Selon Alipio Valencia, « *Si un pays bien organisé manque actuellement de côte, il a une vie incomplète, car il lui manque l'organe vraiment vital pour communiquer, entrer en contact et échanger des moyens de subsistance, des connaissances de tous types, des technologies avec d'autres pays du monde* »⁵³.

Les différents auteurs contraires à cette posture pour justifier et démontrer à quel point est naturel l'enclavement de la Bolivie, ils préconisent généralement que ce n'est pas seulement la Bolivie qui offre cette caractéristique, mais qu'il existe d'autres peuples et nations sur la terre qui souffrent des mêmes circonstances.

Cependant, ce n'est pas précisément un fait comparable, en raison des caractéristiques particulières du cas bolivien qui comptait en réalité avec ses côtes maritimes lorsque la République a été fondée en tant qu'État indépendant, côtes sur lesquelles se trouvaient plusieurs ports : Cobija, Tocopilla, Antofagasta, Mejillones, qui furent usurpés.

1.3.2.5 La géopolitique dans le besoin maritime de la Bolivie

Alipio Valencia Vega illustre le besoin maritime par le concept de Ratzel, qui se rapporte à l'État bolivien en tant qu'organisme vivant comme l'homme lui-même, qui possède divers organes pour bouger, agir et vivre⁵⁴. Un Etat qui manque d'espace ou perd des territoires est tel un individu qui perd des organes vitaux ou est atrophié.

Il affirme que « *la seule solution au retard, à la faiblesse et à la pauvreté est de réaliser efficacement sa croissance, son développement économique et social, pour lequel la possession d'une côte maritime est indispensable* »⁵⁵.

Il est fondamental de sortir du schéma classique proposé par les érudits géopolitiques boliviens, en maintenant certaines lignes directrices et en reformulant d'autres projections en fonction de la réalité nationale et de la période actuelle. Il est impératif de passer en revue les courants géopolitiques déterminants pour un meilleur développement et synonyme de réels des progrès pour l'État bolivien.

1.3.3 Les étapes du processus et le verdict de la Cour Internationale de Justice (CIJ) de La Haye

Après avoir pressée diplomatiquement, politiquement et militairement par le Chili en vue de la signature du traité de 1904, privée d'accès à l'Océan Pacifique, la Bolivie recourt sans cesse à la voie de la « *négociation* » depuis plus de 100 ans.

C'est précisément en avril 2013 que la Bolivie a appelé la Cour internationale de justice (CIJ) à « *contraindre le Chili à négocier de bonne foi un accord rapide et efficace* », pour disposer d'un débouché maritime.

La Bolivie, avec cette requête, n'a pas demandé le retour d'une partie du territoire usurpé par le Chili lors de la guerre du Pacifique (1879-1880), mais le déblocage du « *plafond* » géographique créé à cette époque et approuvé par le traité de 1904, véritable cadenas pour le peuple bolivien.

⁵³ VALENCIA VEGA, op. cit., p. 530.

⁵⁴ Ibid. p. 540.

⁵⁵ Ibid. p.557.

1.3.3.1 Les étapes du processus de la CIJ à La Haye: la compétence juridique

Dans un premier temps, la déclaration de la juridiction de la Cour internationale de Justice (CIJ) concernant le procès intenté par la Bolivie ne se fit pas immédiate. C'est en septembre 2015, la CIJ s'est finalement déclarée compétente avec une majorité favorable pour statuer, malgré l'opposition du Chili.

Apparemment, c'était une victoire pour l'État bolivien. Le Chili, pays voisin, ne pouvait pas cacher les preuves qu'il existait bien un problème en suspens et non résolu avec la Bolivie en Amérique du Sud.

La deuxième étape, qui a débuté du 21 mars 2017 au 21 septembre 2017, consistait en une phase écrite. Puis ce fut la troisième étape, qui commença le 19 mars 2018, cette étape de l'argumentation dura jusqu'à la fin septembre 2018.

La cause maritime bolivienne a suscité un intérêt au sein de la communauté internationale, alors que le pays voisin était très perturbé; Le Chili, pour éviter que la décision de la CIJ ne lui soit défavorable lors de la dernière étape, a dû renforcer sa stratégie diplomatique et juridique pour obtenir à la fois un soutien international et déformer juridiquement la demande bolivienne et en la contrecarrant.

La décision de l'État bolivien de soumettre à la CIJ le problème maritime a montré l'unité de l'État bolivien pour soutenir la cause maritime. De l'autre côté au Chili, la demande bolivienne a suscité de grands débats.

Les milieux universitaires chiliens ont analysé le problème et se sont rendus compte que, malgré son amputation, la Bolivie est un État qui connaît une tendance à la croissance économique, sociale et politique en Amérique du Sud ce qui ne devrait pas être sans conséquence pour l'Etat chilien.

Compte tenu de l'hypothèse d'une décision favorable de la CIJ, certaines craintes ont émergé. De toute évidence, le simple fait que la Bolivie dispose d'un couloir d'accès à l'Océan Pacifique représente pour le Chili une grande perte économique pour l'ensemble de la région du Nord.

En outre, tout au long de ce processus, le Chili a essayé d'influencer la communauté internationale sur le fait qu'il n'y avait pas de problème en suspens avec l'État bolivien. À la lumière des faits, il est évident que la côte maritime bolivienne usurpée par le Chili était connue de la communauté internationale. Il existe bel et bien un problème en suspens en Amérique du Sud et assurément la Bolivie n'a pas renoncé à sa côte maritime.

Avant la décision de la dernière phase de la CIJ, le Centre d'études stratégiques de l'Académie de guerre de l'armée du Chili, en août 2015, a produit une étude multidisciplinaire à propos de l'aspiration maritime souveraine de la Bolivie vers le Pacifique afin d'identifier les scénarios possibles dans les relations entre le Chili et la Bolivie.

Dans cette étude, il fait référence à des scénarios d'analyse concernant la Bolivie. Faisant cas de la situation actuelle qui classe la Bolivie comme un État plurinational de développement (EPD), le centre d'études établit trois scénarios concernant l'avenir de la Bolivie selon qu'il devienne un État plurinational consolidé (EPC), un État plurinational en danger (EPP)) et un État plurinational échoué (EPF), avec les conséquences éventuelles pour la sécurité et la défense du Chili ⁵⁶.

Dans cette étude, en fonction des scénarios boliviens, il estime que *« l'une des principales conséquences pour la sécurité et la défense du Chili est la nécessité de maintenir la dissuasion en raison de la revendication maritime persistante de la Bolivie qui menace la souveraineté chilienne ... »*. Il ajoute: *« Si l'allégation reste la tendance prédominante, on estime que dans le cas de l'EPC*

⁵⁶ Centre d'études stratégiques de l'Académie de guerre du Chili. Punta del Iceberg. Les conséquences de l'aspiration maritime bolivienne sur la défense et la sécurité du Chili (Livre pdf). Santiago, Chili, première édition, août 2015, p.181.

(État plurinational consolidé), la Bolivie disposerait d'instruments plus puissants pour faire respecter ses exigences, en raison de ses meilleurs indices de puissance nationale ».

On estime que dans les deux autres scénarios (EPP et EPF), la Bolivie aurait moins de poids, et c'est précisément une stratégie utilisée par le Chili pour diviser l'État bolivien de manière à faire échouer toute nouvelle demande de possession maritime souveraine.

Pour cela, le Chili compte également sur la dissuasion afin que, dans ce cas, la Bolivie rejette la voie armée pour atteindre ses objectifs nationaux. Par conséquent, le Chili maintient sa stratégie dissuasive à tout moment pour « *faire face aux demandes boliviennes* »⁵⁷.

En fait, il s'agissait du scénario présenté avant la décision de la CIJ, qui montre que le pays voisin est conscient que la Bolivie a besoin de sa fonction respiratoire, c'est-à-dire la mer, et que l'État bolivien ne renoncera pas à ses côtes maritimes.

1.3.3.2 La dernière étape du jugement de la CIJ (le verdict)

Après avoir présenté les différentes positions des deux États, la Cour internationale de Justice ayant son siège à La Haye, s'est prononcée en date du 1er octobre 2018, en faveur du Chili dans le procès intenté par la Bolivie. Le président du tribunal, le Somalien Abdulqawi Ahmed Yusuf, a ainsi annoncé que le Chili n'avait aucune obligation de négocier avec la Bolivie pour la création d'un accès souverain à l'Océan Pacifique⁵⁸.

En effet, bien qu'il y ait eu une série de négociations, d'accords et de documents d'intention, la Bolivie est restée maintenue dans une paralysie stratégique consécutive de la dépendance perpétuelle à ses ports, supprimant par la même toute liberté d'action pour l'État bolivien.

La CIJ, stipule également que la conclusion de la Cour ne doit pas être interprétée comme empêchant « *les parties de poursuivre leur dialogue et leurs échanges, dans un esprit de bon voisinage* »⁵⁹, et elle souligne également qu'avec la volonté des parties, des négociations sérieuses pourront être encore engagées.

Face à la décision défavorable de la CIJ, la Bolivie devra rechercher bilatéralement une solution dans le cadre d'une négociation fraternelle pour converger vers la réalisation d'intérêts communs, afin que les générations futures des deux États puissent vivre ensemble dans le cadre d'un bon voisinage. Deux États voisins ne peuvent pas vivre dans l'animosité indéfiniment.

Dans une interview accordée aux médias chiliens, l'avocat de la défense bolivien l'Espagnol Antonio Remiro Brotons a ainsi déclaré que « *Le Chili doit choisir un bon ou un mauvais voisinage pendant des siècles ...* », et il a ajoutée: « *Il existe une base historique, et il est très difficile pour la Bolivie d'avoir perdu 120 000 km² de son espace territorial, et en réalité d'une invasion, d'une occupation, d'une guerre, où les intérêts des peuples ont été complètement ignorés et omis au profit des grands capitalistes du pays et de leurs partenaires* »⁶⁰.

De toute évidence cependant, cette décision de la CIJ n'oblige pas à négocier une issue allant dans les sens d'un accès souverain de la Bolivie à la mer, ce qui mettrait fin à toute forme de litige. Les négociations et les rapprochements n'ont pas permis d'avancer sur la question maritime.

⁵⁷Centre d'études stratégiques de l'Académie de guerre du Chili. Punta del Iceberg. Les conséquences de l'aspiration maritime bolivienne sur la défense et la sécurité du Chili (Livre pdf). Santiago, Chili, première édition, août 2015, p.184.

⁵⁸ Jugement de la CIJ, journal La Razón. Article de Rubén Ariñez. La Paz, Bolivie : 1er octobre 2018.

⁵⁹ Idem.

⁶⁰REMIRO BROTONS, Antonio. Interview téléchargée sur you tube le 20 mars 2018 sous le titre "répond aux journalistes chiliens".

Bien que le jugement de la CIJ n'ait pas été favorable à la Bolivie, cela ne signifie pas que l'État bolivien est resté endormi. Cet échec a en quelque sorte réveillé l'État bolivien de la léthargie dans laquelle il se trouvait plongé face à la question maritime.

En fait, la Bolivie ne renoncera jamais à son accès souverain à l'Océan Pacifique puisque, l'article 267 de la Constitution politique de 2009 dispose que : « *l'État bolivien déclare son droit inaliénable et imprescriptible sur le territoire donnant accès à l'Océan Pacifique et à son espace maritime. La solution efficace du différend maritime par des moyens pacifiques et le plein exercice de la souveraineté sur ledit territoire sont des objectifs permanents et inaliénables de l'État bolivien.* »⁶¹.

1.3.3.3 Les défis inhérents au jugement de la CIJ

Certes, le fait que la Bolivie n'ait pas accès à la mer affecte considérablement les différents secteurs de son économie, l'empêchant de se développer pleinement sur le plan commercial, limitant ainsi son commerce extérieur et intérieur. Toutefois, cela ne devrait pas être un obstacle à l'éveil des consciences et à former une vision plus pragmatique de nouveaux scénarios et possibilités en ce qui concerne son accès à l'Océan Pacifique.

La Bolivie ne peut tout miser sur une seule et même route d'accès à l'Océan Pacifique. La Bolivie a perdu plus de 100 ans en ne cherchant pas en parallèle l'établissement de nouveaux ports lui permettant de se sortir de sa dépendance.

La Bolivie devra faire de ses faiblesses des atouts et fomentier de nouvelles stratégies plus pragmatiques, en recherchant des alternatives de connexion non seulement à l'Océan Pacifique, mais également à l'Océan Atlantique, tout en consolidant ses liens d'intégration en Amérique du Sud.

L'État bolivien devra tirer parti de sa position géographique en Amérique du Sud pour mettre en place des canaux de communication pour constituer la « *terre de contacts* », actualiser sa projection géopolitique en Amérique du Sud. Elle devra procéder de la même manière à une exploitation durable de ses ressources naturelles et à une industrialisation de ses ressources minérales et de ses hydrocarbures.

La Bolivie doit développer une géopolitique de l'intégration régionale favorables à sa projection géostratégique et géopolitique en tenant compte de manière pragmatique de ses lignes directrices qui sont en particulier la recherche d'un avenir meilleur pour ses habitants.

La décision de La Haye n'a pas fermé ni verrouillé la revendication légitime de la Bolivie de retourner dans le Pacifique. Elle ne doit pas être le seul prétexte justifiant le retard dans le développement économique. Cette réalité doit permettre à la Bolivie de se projeter en Amérique du Sud.

⁶¹ CPE. Constitution politique de l'Etat bolivien, Art; 267. La Paz, Bolivie, 2009.

Partie II : Besoin d'une nouvelle projection géopolitique et actions vers une coopération régionale

L'Etat bolivien a besoin d'une projection géopolitique et d'actions objectives en faveur d'une étroite coopération régionale. Un Etat ne peut pas être une entité isolée dans un contexte où les interrelations entre Etats sont primordiales. Dans ce contexte, même si la décision de la Cour fut défavorable, il est nécessaire de trouver une nouvelle géopolitique alternative d'intégration maritime.

Dans cette perspective, la Bolivie doit réinventer et consolider son rôle de « pivot » de l'Amérique du Sud, ou encore devenir « *la terre de contacts (tierra de contactos)* », en concevant des alternatives lui permettant de trouver des solutions pragmatiques pour sortir de son enclavement. Dans ce cadre, nous allons aborder le développement d'une dynamique portuaire en étudiant d'une part : L'accord de 1992 avec le gouvernement péruvien concernant le Port de « *Ilo* » et l'accès à l'Océan Pacifique puis, et d'autre part, le Port bolivien « *Bush* » à proximité de l'embouchure du fleuve Paraguay vers l'Océan Atlantique, suite à un accord avec la Paraguay qui date du 1938.

La présente partie met également en évidence, les théories d'une géopolitique d'exploitation soutenable des ressources naturelles. Cela permettra de mieux comprendre les enjeux de l'industrialisation de ces ressources minières, le gaz naturel et le lithium.

Cette partie, propose que la Bolivie renforce le poids de ses relations commerciales dans la région et notamment son accès à l'océan Pacifique et à l'océan Atlantique. Il sera également question de l'étroite coopération en matière de stabilité et de sécurité régionale que l'État bolivien doit tisser en jouant pleinement son rôle de « *pivot* » et de « *terre de contacts* » en Amérique du Sud. La Bolivie doit chercher à influencer davantage en cherchant à intégrer de manière bénéfique les autres pays voisins de la région.

2.1 Une nouvelle géopolitique d'intégration maritime de la Bolivie

Le verdict de la Cour internationale de justice de La Haye, contraire aux aspirations de la Bolivie, oblige le pays à proposer d'autres alternatives à la géopolitique de l'intégration maritime. À cette fin, la recherche de solutions réalistes est analysée et proposée dans cette partie.

La nécessité de mettre en œuvre une dynamique portuaire sur le port de « *Ilo* » vers l'océan Pacifique est mise en exergue, détaillant les accords-cadres de 1992 et la construction d'infrastructures portuaires visant à acquérir une plus grande influence dans l'océan Pacifique. De même, les accords du port "*Busch*" signés avec le Paraguay en 1938 seront analysés.

En outre, l'influence géopolitique de la Bolivie est prise en compte grâce à la projection de la mise en place d'un corridor d'intégration entre l'océan Pacifique et l'océan Atlantique, grâce à l'utilisation « *d'espaces* » prioritaires pour assurer leur intégration à travers la construction d'importantes infrastructures de chemin de fer.

2.1.1 Le développement d'une dynamique portuaire sur le port péruvien de « Ilo » (Océan Pacifique)

La Bolivie, tant qu'elle restera dépendante d'un seul port d'accès à l'Océan Pacifique pour ses échanges commerciaux, et ne créera pas d'alternatives ni d'options pour sortir de cette dépendance, sera condamnée à une paralysie stratégique qui empêchera toute liberté d'action dans tous les domaines.

Dans cette partie, nous présenterons les aspects généraux et les guides qui nous permettront de mieux comprendre l'une des solutions ou alternatives proposées par le port péruvien d'Ilo.



Le port péruvien de « Ilo » est une autre alternative d'accès à l'Océan Pacifique.

2.1.1.1 Contexte historique de la situation entre la Bolivie et le Pérou

Tout au long de l'histoire, il y a eu une communauté d'intérêts naturelle avec l'État péruvien. Ces deux États ont eu un passé et une histoire commune avec des coutumes et, des cultures similaires en Amérique du Sud.

Au cours de l'ère précoloniale, l'empire Inca s'est consolidé dans une grande partie de l'actuelle Bolivie et du Pérou; au cours de la période coloniale, ces deux pays s'appelaient respectivement « *Bas Pérou et Haut Pérou* ». Au cours de la période républicaine, ces pays ont également tissé des liens d'unité qui ont créé la Confédération péruvo-bolivienne, avec le maréchal Andrés de Santa Cruz comme protecteur et président.

Le projet géopolitique de Santa Cruz était précisément de créer un État confédéré, l'un des objectifs étant d'intégrer les territoires historiquement unis du Pérou et de la Bolivie. En réalité, le projet impliquait non seulement une intégration politique, mais également une intégration économique favorisant le libre-échange commercial basé sur la restructuration d'anciens circuits commerciaux qui avaient lié les deux pays pendant la colonie.

La vision géopolitique de Santa Cruz était de former deux États puissants qui, ensemble, pouvaient représenter un noyau de pouvoir pour parvenir à un équilibre dans la région. Comme on le sait, cela a engendré une opposition nette de la triple alliance de l'Argentine, du Chili et d'une partie du Pérou. En conséquence, des liens étroits unissent encore aujourd'hui les deux pays.

2.1.1.2 Contexte actuel

Parmi les fondements proches pour matérialiser cette intégration entre le Pérou et la Bolivie, il existe le « *Programme d'action de Puno* », signé en 1987, qui fait référence à la « *Convention préliminaire pour l'étude de l'utilisation du lac Titicaca* ».

De même, le 15 octobre 1989, la création de zones franches pour la Bolivie a été ratifiée dans les ports péruviens d'Ilo et Matarani⁶².

En 1990 et 1991, le sujet des zones franches a de nouveau été abordé. La Bolivie a réitéré l'intérêt pour le Pérou de concrétiser l'octroi d'une zone franche.

Le 24 janvier 1992, les présidents Alberto Fujimori du Pérou et Jaime Paz Zamora de la Bolivie ont signé le protocole d'Ilo.

2.1.1.3 Situation géographique

Le port du Pérou « *Ilo* » est situé à 17 ° 38 'de latitude sud et à 71 ° 21' de longitude ouest. Il se trouve dans le sud du Pérou, dans la région de Moquegua, ville, district et province d'Ilo.

Distances de La Paz - Bolivie au port d'Ilo – Pérou

De La Paz, la distance jusqu'à Ilo est de 445 kilomètres. Une autoroute est prévue pour relier la population bolivienne de Viacha à « *Hito IV* », à la frontière avec le Pérou et de là avec Tacna pour rejoindre Ilo⁶³.

2.1.1.4 Cadre général des accords d'Ilo

L'un des objectifs des Accords d'Ilo était de fournir aux deux pays un instrument efficace pour se rallier aux marchés internationaux.

Les instruments signés à Ilo

La Déclaration d'Ilo comprend quatre conventions et trois accords. L'accord-cadre intitulé « *Projet binational d'amitié, de coopération et d'intégration du Grand maréchal Andrés de Santa Cruz* » prévoit, dans son premier article, de signer les différents accords à cette occasion et, dans son second article, de décider de l'utilisation de ses installations portuaires et du développement d'une zone franche industrielle et d'une zone franche touristique sur la plage du port d'Ilo.

La Déclaration d'Ilo est le document principal qui sert en même temps de "parapluie" au reste des accords signés. Sa valeur fondamentale réside dans le fait qu'il stipule la concession des zones franches et la libre utilisation des installations du port d'Ilo en faveur de la Bolivie⁶⁴.

Pour une meilleure compréhension de son extension, seule une partie des accords dérivés est détaillée, leurs articles étant considérés comme les plus importants pour la compréhension.

⁶² revistas.pucp.edu.pe/index.php/agendainternacional/articulo/.../7316

⁶³ <http://www.anapobolivia.org/noticias.php?op=1&tipo=2&id=1341>

⁶⁴ MAURTUA DE ROMANA, Oscar. Les accords d'Ilo et l'intégration Pérou-bolivienne (pdf). Lima, Pérou : Institut d'études internationales, 1993, p. 1-33.

Accord sur la participation des entreprises boliviennes à la zone franche industrielle d'Ilo

Dans cet accord-cadre, il y a un accord sur la participation des entreprises boliviennes à la zone franche industrielle d'Ilo. A l'article 5, il est convenu que la superficie concédée est de 163,5 hectares. Ensuite l'article 10 stipule que, dans la superficie concédée au promoteur bolivien, ces opérations ne seront pas affectées par aucun impôt. Soit l'importation de biens et / ou de réacheminement exclusivement vers la Bolivie ou aux pays tiers,

L'article 11 stipule que les régimes les plus étendus d'utilisation du port d'Ilo sont accordés à la Bolivie, à la fois pour canaliser ses opérations d'importation et d'exportation de marchandises et pour soutenir le développement de la zone franche industrielle d'Ilo. L'article 13 accorde au Pérou, dans la région de Puerto Suárez, des installations similaires à celles accordées à la Bolivie dans le port d'Ilo.

Accord de participation de la Bolivie à la zone franche touristique de la plage d'Ilo

Le troisième accord fait référence à la participation de la Bolivie à la zone exempte de tourisme de la plage d'Ilo, dans laquelle sont accordées les mêmes facilités que celles octroyées pour la zone franche industrielle, avec leurs caractéristiques propres en ce qui concerne la taille des terres transférées et au moment de l'administration de la plage.

Il est pertinent de noter que l'article 1 de cet accord stipule que le Pérou a décidé de la participation de la Bolivie à une plage touristique de la zone franche, sur la côte d'Ilo, pour une période de 99 ans renouvelable qui couvrira une bande de cinq kilomètres de long « *appelé Boliviamar* ».

En aucun cas les accords n'impliquent la reconnaissance de la souveraineté étrangère.

Pour la Bolivie, la Convention d'Ilo représente une autre alternative pour accéder à l'Océan Pacifique, ce qui lui permet d'avoir une plus grande liberté d'action, de créer l'infrastructure de liaison routière, ainsi qu'un important pôle de développement à la frontière avec le Pérou avec des effets multiplicateurs pour l'économie bolivienne et péruvienne.

2.1.1.5 Fret bolivien utilisé et capacité portuaire d'Ilo

La Bolivie, en ce qui concerne l'emploi du port d'Ilo, transfère l'essentiel de son commerce d'outre-mer via le port chilien d'Arica. Il a été estimé que la cargaison bolivienne oscillait plus ou moins entre trois et quatre millions de tonnes par an et était exploitée par des ports chiliens. Cette charge va sûrement augmenter d'année en année⁶⁵.

Le port d'Ilo est entré en service en mai 1970 et, son infrastructure ne peut pas encore concurrencer celle de Matarani ni celle des ports chiliens. Sa capacité de charge est d'un million de tonnes⁶⁶.

Par ailleurs, d'après des sources péruviennes, la Bolivie déplacerait plus de 8 millions de tonnes de fret entre les importations et les exportations chaque année. « *Selon les chiffres, le commerce extérieur bolivien avoisinait les 7,5 milliards de dollars en 2013. Une étude prévoit que d'ici 2021, il mobilisera quelque 15,3 millions de tonnes de marchandises* »⁶⁷.

La source ajoute que le terminal portuaire d'Ilo a des problèmes de capacité de chargement, car dans les conditions actuelles, le port ne pourrait pas supporter cette charge considérable. La source souligne

⁶⁵<https://www.efe.com/efe/cono-sur/economia/bolivia-ve-gran-posibilidad-de-movilizar-carga-por-puerto-peruano-este-ano/50000758-3220515>

⁶⁶https://es.wikipedia.org/wiki/Puerto_de_Ilo

⁶⁷Port d'Ilo: modernisation urgente pour recevoir des cargaisons en provenance de Bolivie, journal la República, Pérou, 23 août 2015. <https://larepublica.pe/sociedad/733380-puerto-de-ilo-urge-modernizarlo-para-recibir-carga-de-bolivia>

que ce terminal est désavantagé en expliquant que « *Le quai d'Ilo ne peut pas encore rivaliser avec les ports voisins* ».

À titre d'exemple, la source mentionne que le port de Matarani, également péruvien, mobilise 3,8 millions de tonnes et Arica 3,5 millions de tonnes. Tandis, que le maximum d'Ilo atteint 400 000 tonnes par an. Sa capacité est de 1 million de tonnes.

2.1.1.6 Infrastructure nécessaire pour concrétiser et consolider le projet d'intégration d'Ilo

Conformément au champ d'application de l'accord d'Ilo, la Bolivie doit participer à l'équipement d'une infrastructure capable de répondre aux demandes de fret pour ses exportations. Cela nécessite un niveau élevé de compréhension entre les pouvoirs politiques des deux pays afin de créer les conditions nécessaires, telles que l'exécution de travaux dans les points d'accès et leur modernisation. Cela pourrait constituer à long terme une intégration économique permettant à la Bolivie de sortir de sa dépendance vis-à-vis des ports.

Il est nécessaire d'améliorer l'infrastructure du port afin qu'il puisse atteindre une capacité opérationnelle d'au moins 3 millions de tonnes par an. Cette capacité liée au flux d'importations et d'exportations boliviennes s'améliorera, ce qui permettra à ce port de devenir à long terme un port majeur présentant les caractéristiques d'Arica ou de Moquegua.

La croissance démographique de la Bolivie, ainsi que sa production, va accroître dans quelques années. Dans ce cas, la Bolivie et le Pérou renforceront leurs économies. Les deux pays bénéficieront de cet accord d'intégration d'Ilo.

La Bolivie doit engager ses efforts dans l'infrastructure routière en direction du port d'Ilo, la concrétiser en donnant la priorité aux projets routiers. De même, une ligne de chemin de fer moderne stratégique devrait être conçue de manière à relier les différents départements de la Bolivie.

2.1.1.7 Géopolitique de l'accès à l'Océan Pacifique par le port d'Ilo

La réalisation et la consolidation du port d'Ilo, permettant l'accès à l'Océan Pacifique, constituent un impératif stratégique pour la Bolivie, non seulement en raison de l'intérêt commercial qu'il représente pour l'État bolivien, mais également en raison de son influence géopolitique.

La Bolivie ne devrait pas être enfermée dans une seule alternative ou possibilité, sinon cela signifierait une dépendance indéfinie et une marche dans l'obscurité vers le Pacifique. La Bolivie doit encore se projeter en privilégiant une approche à la fois élargie et aussi pragmatique.

L'accès au port d'Ilo permettra de créer un nouvel espace géoéconomique dans la région, afin que les zones frontalières deviennent des pôles de développement; En outre, cet accès permettra la construction d'infrastructures routières qui, à travers la Bolivie, permettront au Pérou de se connecter aux ports de l'Atlantique.

En conclusion, le projet Ilo requiert l'action décisive de l'État à court, moyen et long terme. Le port d'Ilo est un projet d'intégration visionnaire à la fois sur le plan géopolitique et géoéconomique et qui générera des avantages pour les deux pays.

2.1.2 Le développement d'une dynamique portuaire sur le port « Busch » (fleuve Paraguay-Océan Atlantique)

Bien que la Bolivie n'ait pas de sortie souveraine vers la mer, il faudrait envisager plus d'une option de sortie maritime afin de ne pas subordonner son commerce extérieur à des facteurs qu'elle ne peut pas contrôler.

Dans ce contexte, cette partie traite d'un autre scénario géographique du sud-est bolivien qui exerce naturellement une zone d'influence vers l'Océan Atlantique.

La géopolitique bolivienne, en tant qu'alternative à ses routes d'accès au Pacifique, doit également rechercher des options vers l'Atlantique, la diversification de son mouvement commercial étant une nécessité de l'État. Cette projection signifie que le pays est libéré de la dépendance vis-à-vis d'une seule route d'accès à la mer.

Se projeter sur l'Atlantique est une vision géopolitique, géostratégique et géoéconomique basée sur la voie navigable Paraguay-Paraná.



Le port « Busch » sur la voie navigable Paraguay-Paraná permet à la Bolivie un accès à l'Océan Atlantique.

2.1.2.1 Contexte et localisation géographique

Le lien physique qui permet à l'État bolivien de converger vers l'Océan Atlantique passe par le système Paraguay-Paraná, situé au sud-est de la Bolivie, où le « Pantanal bolivien » borde le fleuve Paraguay dans le triangle Dionisio Foianini (ancien couloir Man Cesped), où Port Busch est le seul port souverain de la Bolivie⁶⁸.

Le port Busch est situé dans la province de Germán Busch, dans le département de Santa Cruz, sur le fleuve Paraguay. Il est situé dans une zone appelée Triangle Dionisio Foianini (frontière de la Bolivie avec le Brésil et le Paraguay). Cette zone a été attribuée à la Bolivie en vertu du traité de Petrópolis signé avec le Brésil le 17 novembre 1903⁶⁹.

⁶⁸ https://www.academia.edu/22216041/Estudio_Puerto_Busch_opciones_para_la_ubicaci%C3%B3n_de_un_porto_soberano_de_Bolivia_en_el_sistema_Paraguay-Paran%C3%A1

⁶⁹ https://es.wikipedia.org/wiki/Puerto_Busch

Miguel Suarez Arana, fondateur de Puerto Suarez, Puerto Pacheco et La Gaiba, était un des visionnaires qui a exploré et consolidé un port avec accès à l'Atlantique dans le cadre du programme « *Vers l'Atlantique pour l'Est* ». Ce célèbre entrepreneur et explorateur du siècle dernier a soutenu son travail fondateur et sa grande vision de l'avenir par une expression brillante « *Je cherche de l'eau* ».

En 1873, Miguel Suarez eut l'idée pratique de s'approcher de l'Atlantique pour rester dans une position orientée vers le Pacifique, à travers les plaines de la « *Chiquitanía* » jusqu'à la voie navigable des fleuves Paraguay et Paraná⁷⁰.

Bien entendu, Miguel Suarez Arana a élaboré un vaste mémoire sur la grande entreprise d'explorer le fleuve Paraguay, dans le but d'atteindre les eaux de l'Atlantique. Personnellement, il a amené sa proposition en 1874 à la ville de Sucre pour le rendre au président bolivien Tomas Frias.

Cette tâche fut le grand travail de la vie de Miguel Suarez Arana le grand travail de sa vie car, pour cet explorateur, le fleuve Paraguay était un port avec accès direct à ses eaux. Il a été évoqué que c'était la sortie naturelle de la Bolivie vers l'océan Atlantique et qu'il ne manquait que les routes pour arriver au port.

Ces projections géopolitiques pour la Bolivie n'ont pas été consolidées, en raison des conflits et des guerres permanentes, provoqués par les intérêts et les convoitises des pays voisins décrits en première partie. Ces derniers ont empêché la concrétisation de cette vision géopolitique bolivienne. Il appartient désormais à l'Etat bolivien de réagir plus fermement à l'avenir pour rendre ces projections possibles.

En 1971, la Corporation minière de Bolivie (COMIBOL) a bien construit le premier terminal à Port Busch, par lequel plus de 50 000 tonnes de fer ont été exportées en Argentine. À partir de cette année-là, la Force navale bolivienne a installé une capitainerie, en conservant une présence physique dans ce secteur⁷¹.

Sa construction a été ajournée indéfiniment. Cette mise en œuvre nécessite un complexe portuaire moderne, souverain sur le fleuve Paraguay, où se trouve Port Busch pour satisfaire les échanges commerciaux de cette zone d'influence.

En ce qui concerne l'étude de faisabilité du port Bush, la Banque interaméricaine de développement (BID), avec la marine bolivienne, avait réalisé l'une des premières études sur le transport fluvial sur le fleuve Paraguay, avec la coopération du service d'hydrographie de la marine argentine et le ministère des transports de cette nation.

D'autre part, une autre étude de faisabilité a été réalisée en 1977 par la société britannique « *Livesey & Henderson* ». Dans les deux études, il a été indiqué à la Bolivie que Port Busch était le plus pratique⁷².

2.1.2.2 Ports disponibles dans l'Hydrovia (fleuve) Paraguay-Parana

La Bolivie possède ses propres ports suivants dans la section du fleuve Paraguay comme suit : le port central d'Aguirre, situé dans le canal de Tamengo, entre 2 et 7km de la ville de Puerto Quijarro; le port de Tamengo ou Gravetal ; le port de Busch, dans le couloir Man Céspedes ; et porto Suarez, dans la lagune de Cáceres, qui est abandonnée par l'engorgement du lagon.

⁷⁰ ANGULO CABRERA, Gildo. Essai vers la mer par les fleuves et les corridors de l'intégration sud-américaine. La Paz, Bolivie : 1993, p.58.

⁷¹ Ibid. p.89.

⁷² Ibid. p.58.

Parmi ceux-ci, les ports centraux d'Aguirre et de Gravelal dans le canal de Tamengo sont des ports plus petits avec une capacité de manutention de fret réduite, en raison du niveau très bas de trafic en provenance de la Bolivie.

Puerto Busch, située dans le corridor de Man Céspedes à 50 km des côtes fluviales et à 250 km du bassin de « La Plata » et par rapport aux ports du « Canal Tamengo », est considérée comme la meilleure alternative de la Bolivie avec sortie vers l'Océan Atlantique. Cependant, les autres ports complémentaires ne doivent pas être négligés.

De même, la Bolivie a accès aux ports extérieurs suivants: Puerto de Rosario en Argentine; Puerto Casado et Villeta au Paraguay; et Puerto Montevideo en Uruguay.

2.1.2.3 Traités et accords internationaux pour l'accès à l'Océan Atlantique

Il existe plusieurs traités internationaux pour lesquels la Bolivie a accès au fleuve Paraguay-Paraná. Ces traités et accords ont été le résultat de négociations diplomatiques ardues.

Traité de paix de 1938 entre la Bolivie et le Paraguay

Après la guerre de Chaco en 1935, le traité de paix de 1938 entre la Bolivie et le Paraguay fut établi quelques années plus tard en 1938, ce qui permit la conquête d'une sortie souveraine sur la rive ouest du fleuve Paraguay.

Ce traité établit que le Paraguay garantissait le libre transit sur son territoire et en particulier dans les zones de « *Puerto Casado* », la Bolivie ayant le droit d'installer ses agences de douane et de construire des entrepôts dans la zone de ce port⁷³.

Traité du bassin «del Plata»

Le Traité du bassin « *del Plata* », signé à Brasilia en 1969, rassemble les républiques d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay afin de développer économiquement et de façon équilibrée la région, en tirant le meilleur parti de ses ressources⁷⁴.

L'accord de transport fluvial pour l'hydrovia Paraguay-Parana (Port Cáceres-Port De Nueva Palmira)

Cet accord a été signé par les pays membres du Traité du bassin de La Plata en (Argentine) le 26 juin 1992. L'objectif principal et le champ d'application de l'accord sont de « *faciliter la navigation et le transport commercial fluvial longitudinal dans la voie navigable* ».

Cet accord a ratifié aussi, la réaffirmation du principe de la libre navigation des fleuves du bassin « *del Plata* ».

Traités binationales du commerce et navigation

Les traités bilatéraux des pays qui composent la voie navigable ont été conclus par la Bolivie avec les pays suivants : l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay.

⁷³ UDAPE. La voie navigable du Paraná-Paraguay est une alternative aux ports du Pacifique (pdf). La Paz, Bolivie. http://www.udape.gob.bo/portales_html/Documentos%20de%20trabajo/DocTrabajo/2003/HPP1.pdf

⁷⁴ HALLOY, Stephan. Etude du Port Busch, Options pour la localisation d'un port souverain bolivien dans le système Paraguay-Paraná (pdf). Santa Cruz, Bolivia, octobre 2005. https://www.academia.edu/22216041/Estudio_Puerto_Busch_opciones_para_la_ubicaci%C3%B3n_de_un_puerto_soberano_de_Bol%C3%ADvia_en_el_sistema_Paraguay-Paran%C3%A1

2.1.2.4 Hydrographie du fleuve Paraguay-Parana

Le système hydrographique Paraguay-Paraná a une superficie de 3 442 km. Il constitue une voie navigable formée par le fleuve Paraguay, qui s'écoule depuis la ville de Port Cáceres, dans l'État de Matto Grosso (Brésil). Il a son intersection avec le fleuve Paraná, connue sous le nom de confluence, jusqu'à son embouchure dans la rivière « *la Plata* » devant le port de « *Nueva Palmira* » en Uruguay⁷⁵.

De cette extension de la voie navigable, à titre d'exemple, le Brésil est doté de 898km; 48km servent de frontière entre la Bolivie et le Brésil; 327km entre le Brésil et le Paraguay. 533km se trouvent en territoire paraguayen; 375km constituent la frontière entre l'Argentine et le Paraguay. Enfin, le fleuve « *Paraná* », long de 241km traverse pour sa part le territoire argentin.

Le système fluvial Paraguay-Paraná est une voie navigable commerciale importante servant d'accès aux transports vers la Bolivie, de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour la commercialisation des matières premières agricoles telles l'huile, les minéraux et le soja. Les bassins fluviaux des fleuves Paraguay et Paraná, qui font partie du système fluvial « *Bassin du Plata* », ont une superficie de 3 100 000 kilomètres carrés⁷⁶.

2.1.2.5 Capacité portuaire et infrastructure

Le niveau de trafic du port Busch est estimé, sous réserve d'améliorations, pouvant atteindre une capacité ne dépassant pas 250 000 tonnes par an.

La Bolivie a besoin d'un port et de son propre système de transport fluvial, capable de mobiliser et de partager le trafic de fret du commerce extérieur avec les pays du bassin « *del Plata* ».

Le port de Busch exige des mesures décisives de la part de l'État bolivien afin d'envisager des travaux d'infrastructure portuaire destinés à assurer une capacité de transport de marchandises diverses, et permettre des cargaisons massives pour l'exportation des minerais « *du Mutun* » et de produits d'agriculture tel que le soja.

Compte tenu du grand potentiel de l'Est bolivien, tout doit inciter à la mise en œuvre d'un travail portuaire définitif à Puerto Busch, avec une capacité de manutention suffisante pour les cargaisons générales et massives, en visant une durée de vie opérationnelle du port d'au moins 50 ans. Au cours de cette période, le trafic atteindra plusieurs millions de tonnes.

À port Busch, des travaux d'ingénierie de haute technologie doivent être réalisés pour augmenter progressivement le niveau de fret, tant pour les exportations que pour les importations. La Bolivie en tirerait de nombreux profits en y consentant des travaux d'ingénierie. La réalisation du canal de Suez en Égypte doit servir d'inspiration à l'État bolivien qui doit poursuivre de nourrir des objectifs ambitieux.

Actuellement, l'accès de la Bolivie au fleuve Paraguay se fait par le canal de Tamengo. Les ports boliviens les plus exportateurs sont Port Aguirre et Port Gravetal, où la profondeur est inférieure à celui de port Busch, ce qui empêche les gros navires d'entrer pour décharger des marchandises. Cela montre, que port Busch a toute la capacité pour recevoir des volumes de fret supérieurs à ceux de ces deux ports.

⁷⁵ ANGULO CABRERA, op. cit., p.69.

⁷⁶ HALLOY, Stephan, op. cit.

A titre d'exemple, depuis 2003, plus de 60 pour cent du total des exportations agricoles de Santa Cruz passent par l'Atlantique⁷⁷.

La construction et la mise en place des infrastructures de Puerto Busch permettront la navigation permanente entre la Bolivie et les ports de l'Océan Atlantique Sud, en utilisant les rivières Paraguay-Paraná-Uruguay-La Plata. Port Busch est une alternative stratégique, car il représente le seul port souverain avec une sortie libre.

2.1.2.6 Consolidation des projets de routes de communication nécessaires pour connecter Port Busch

Accès à Port Busch par la route

Ce projet de construction tant attendu de l'autoroute Port Suárez-Port Busch, a une longueur approximative de 142 kilomètres. Il crée les conditions d'un pôle de développement, où d'autres projets seront inclus.

2.1.2.7 L'Est bolivien et l'expansion des pôles de développement

L'État bolivien pour occuper et dominer ses territoires doit créer des pôles de développement dans cette région frontalière. Cela ne va pas sans accompagnement de diverses mesures visant à promouvoir le développement de cette région. Il doit notamment renforcer les installations portuaires, l'exportation de céréales et de ses dérivés depuis l'est bolivien que sont les combustibles et les minerais de fer « *du Mutun* ».

Ces pôles de développement vont permettre de générer la croissance socio-économique permettant une optimisation de l'occupation du territoire et une meilleure répartition des ressources humaines.

Le département de Santa Cruz, moteur de l'agriculture bolivienne, situé dans la région centre-est du territoire national, couvre une vaste superficie qui représente 33% du territoire national.

La région de Santa Cruz est bien connue pour son potentiel agricole, reposant sur la fertilité de ses terres idéales pour la culture du soja, véritable terre arable, autrement dit propices à l'agriculture et à l'élevage. Ce potentiel doit être exploité en transitant par l'Atlantique, port Busch étant stratégique pour libérer le commerce de l'est bolivien.

L'exploitation, l'industrialisation et les exportations des réserves de fer du « *Mutún* », en provenance de l'est bolivien, dépendent également impérativement de cet accès à l'Atlantique.

L'action de l'Etat dans ces pôles de développement permettra un meilleur positionnement géopolitique ainsi qu'un renforcement socio-économique de la Nation de la zone Est. Pour cette action doit inclure la construction d'une structure routière et le développement du port de Busch.

Concrètement, des axes stratégiques doivent être établis pour le développement dans le sud-est de l'est bolivien. Le premier concerne la modernisation de l'infrastructure ferroviaire et la construction de la branche Motacusito-Mutún-Puerto Busch. Le deuxième réside dans la construction de l'autoroute Port Suárez-Port Busch, parallèle à la voie ferrée. La troisième repose sur le développement de l'infrastructure de Port Busch, essentiel pour l'accès souverain et l'ouverture à la concurrence sur les marchés d'outre-mer.

⁷⁷ Journal : El Nuevo Dia, port Busch, un projet accélère l'ouverture de la porte vers l'Atlantique. Santa Cruz, Bolivie, 28 juillet 2004. <https://www.bolivia.com/noticias/autonoticias/DetalleNoticia21750.asp>

2.1.2.8 Géopolitique de l'accès à l'Océan Atlantique

L'état bolivien au sud-est doit améliorer le port Busch, un port situé en territoire souverain positionné directement sur le fleuve Paraguay. Ce port doit permettre de transiter dans toute la région et d'ouvrir à la Bolivie un accès direct, par la navigation sur le fleuve Paraguay-Parana à l'Océan Atlantique.

Port Busch doit être priorité pour l'État bolivien, quel que soit son coût économique. La nécessité de consolider et de projeter ce port à court terme devient un impératif, car ce port, partie intégrante de la géographie nationale bolivienne, sous le contrôle de l'Etat, est de surcroît un atout géopolitique.

Cette géopolitique de l'intégration bolivienne doit placer la géographie dans une situation favorable à ses intérêts nationaux. L'intégration commerciale basée sur la connexion des voies de communication fluviales est en conséquence devenue un impératif pour le commerce extérieur de la Bolivie avec le reste du monde.

La zone d'influence de Puerto Busch, pour un pays comme la Bolivie, présentant des caractéristiques particulières de confinement géographique forcé, est incontestablement une option supplémentaire pour intégrer l'Atlantique et renforcer l'État bolivien.

2.1.3 Le développement d'un couloir d'intégration entre l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique (dynamique socio-économique)

Le renforcement de la souveraineté bolivienne de ses frontières doit se faire, par le développement démographique et économique, avec la promotion de projets d'intégration régionale.

La Bolivie, en raison de sa situation géographique en Amérique du Sud, ne doit pas faire dans l'isolement mais, au contraire, elle doit exercer une attraction, une articulation et une soudure eu égard aux pays qui l'entourent. Par sa configuration, elle pourrait être comparée à un gigantesque aimant qui unit les éléments de l'ensemble qui l'entourent, c'est-à-dire « *le pays des contacts* » ou « *la terre des contacts* ».

Le passage entre l'Océan Pacifique et l'Atlantique constitue un « *couloir économique* » indispensable.

Il convient de considérer que ce phénomène d'intégration physique du corridor interocéanique constituerait l'incitatif naturel et un instrument idéologique de premier ordre élevant au plus haut point la véritable « *conscience maritime* » afin de renforcer et d'interconnecter le Pacifique et l'Atlantique.

Le concept de « *pays de contacts* » prend toute son importance à la lumière de ces processus d'intégration qui positionnent la Bolivie au carrefour de l'Amérique du Sud⁷⁸.

2.1.3.1 Conceptualisation du corridor bi-océanique et de son importance

Il est nécessaire de conceptualiser l'expression « couloirs bi océaniques », en tant que pont terrestre qui unit les marchés de continents lointains séparés par des océans. D'une façon générale, ils sont aussi appelés « *corridors bi-océaniques intercontinentaux* »⁷⁹.

Sous ce concept ; il est également entendu tout ce qui permet aux marchandises en provenance d'un continent passant par le Pacifique, de transiter par un corridor terrestre continental, et de revenir sur la voie maritime (Atlantique) pour atteindre les côtes d'un autre continent. Ce trafic est bidirectionnel.

⁷⁸ MOLLOJA HOYOS, Ranulfo. Couloir économique au cœur du continent sud-américain. La Paz, Bolivie : imprimerie A. G. Latina, 1988, p.11.

⁷⁹ BERON Esteban. La Bolivie et sa sortie maritime à 100 ans de la signature du Traité de paix et de limites qui a mis fin à la guerre du Pacifique. <https://www.monografias.com/trabajos17/bolivia-maritima/bolivia-maritima.shtml>

Les échanges commerciaux accentuent l'emploi du transport de marchandises dans le double sens par le Pacifique, en provenance ou à destination des pays liés à l'Atlantique, formant ainsi un corridor qui, sans être techniquement bi-océanique, se comporterait comme tel.

Ainsi émergent les soi-disants corridors bi-océaniques, visualisés a priori comme une alternative viable, composés de routes dans chacun des pays et des zones géographiques constituant la macro-région appelée « *Cône central sud de l'Amérique du Sud* »⁸⁰.

Dans cette macro-région, les frontières de pays tels que le sud du Pérou, le nord de l'Argentine, le centre-sud et le centre-ouest du Brésil, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay convergent.

De ce fait, l'importance de ce corridor bi-océanique, permettra l'intégration bolivienne. Ainsi que le développement de régions isolées, les échanges commerciaux et la construction des voies de communication routières nécessaires.

Les corridors bi-océaniques sont essentiellement des corridors de transport, c'est-à-dire des connexions physiques de routes, de voies ferrées et de voies navigables, qui sont nécessairement complétées par un cadre institutionnel et administratif adéquat, qui permet une opération bénéfique commune.

2.1.3.2 La Bolivie, terre de contacts entre les corridors bi-océaniques du Pacifique et de l'Atlantique

La Bolivie occupe une position stratégique exceptionnelle qui lui conférerait un rôle essentiel dans l'intégration économique régionale en servant de pont pour le corridor sud-américain. La difficulté qui empêche à la Bolivie de jouer ce rôle important réside dans certaines sections de route qui nécessitent une action décisive de la part de l'État pour réaliser l'intégration territoriale.

Le nombre des canaux de communication adéquats à travers le territoire bolivien, qui servirait de pont terrestre entre les deux directions, pacifique et atlantique, augmentera proportionnellement les échanges commerciaux des pays d'Amérique du Sud.

Les liaisons les plus faciles entre le bassin de la Plate et le bassin de l'Amazone, d'une grande importance stratégique, se situent sur le territoire bolivien, ainsi que les régions de liaisons entre l'Atlantique et le Pacifique⁸¹.

Sur le plan géopolitique, la Bolivie est appelée à jouer un jour le rôle « de terre des contacts » entre les puissantes économies des pays voisins afin de créer un corridor bi-océanique qui unifiera le commerce sud-américain pour son propre bénéfice et celui de ses voisins.

⁸⁰ <https://www.monografias.com/trabajos17/bolivia-maritima/bolivia-maritima.shtml>

⁸¹ <https://www.monografias.com/trabajos17/bolivia-maritima/bolivia-maritima.shtml>



Le possible axe d'articulation pour aller de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique à travers le port péruvien de « Ilo » d'intérêt géopolitique permettrait l'intégration physique du corridor bi-océanique.



Le possible axe d'articulation de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique à travers les ports Chiliens.

2.1.3.3 Bolivie et la réalisation des infrastructures

La Bolivie doit mener des actions concrètes pour améliorer ses voies de communication. Ce lien interocéanique doit être constitué dans l'intérêt géopolitique bolivien, pour articuler les différents échanges commerciaux vers le Pacifique, à travers le Pérou; vers l'Atlantique par le Brésil ou la voie navigable Paraná-Paraguay.

Des options sont présentées, notamment le complexe des ports péruviens de Tacna-Ilo-Matarani et le complexe chilien d'Antofagasta-Iquique-Arica. Il est clair que la Bolivie doit faciliter l'intégration dans la région en ciblant ses intérêts géopolitiques.

La matérialisation de l'infrastructure routière doit se faire à la fois par un système routier et par un système ferroviaire avec une ligne conforme aux intérêts élevés de l'État bolivien.

Il ne faut pas répéter l'histoire, en décidant de lancer des travaux d'infrastructure sans autre vision géopolitique que celle de ces seuls intérêts propres, qui conduiraient inexorablement la Bolivie à une dépendance perpétuelle.

2.1.3.4 Bolivie et les axes possibles d'articulation du corridor bi-océanique vers l'Océan Pacifique

Couloir bi-océanique Brésil - Bolivie – Pérou

Un axe possible pour aller de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique à travers le Pérou passerait par la ville de Santos ou de Rio de Janeiro, soit 1425km en train jusqu'à Corumbá puis 1875 km jusqu'à port Suárez. Le même trajet s'effectue sur 1402km de route jusqu'à Corumbá puis 1859 km de route jusqu'à port Suárez⁸².

Depuis ces dernières localités. Desaguadero est à 660 km en train, puis 996 km par la route. Le trajet total sur route est de 1643 km. Enfin, de Desaguadero au port d'Ilo, sur le Pacifique, il y a 431 km de route.

Couloir bi-océanique Brésil - Bolivie – Chili

Un axe possible aller de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique à travers le Chili jusqu'à la ville de Rio de Janeiro ou de Vitoria s'effectuera en empruntant 4348 km de route pour atteindre tout d'abord San Matías.

Ensuite, depuis San Matías un trajet de 772 km en train serait suivi de 600 km de route. Ce trajet pourrait se faire uniquement par route (1822 km vers Charaña ou Tambo Quemado). De ces dernières localités Arica est à 185 km en train puis 206 km de route.

2.1.3.5 Bolivie et les axes possibles d'articulation du corridor bi-océanique vers l'Océan Atlantique

Le possible axe d'articulation de l'Océan Pacifique vers l'Océan Atlantique partirait du Pérou, passerait par la Bolivie pour rejoindre finalement le Brésil.

Le possible axe d'articulation de l'Océan Pacifique vers l'Océan Atlantique partirait du Brésil, passerait par le Chili, ensuite la Bolivie et attendrait finalement le Brésil.

⁸² <https://www.monografias.com/trabajos17/bolivia-maritima/bolivia-maritima.shtml>

La sortie vers l'Atlantique par le demi-couloir de La Paz - Santa Cruz par la voie navigable Paraguay - Paraná - Uruguay s'étend sur une distance de 3692 km.

2.1.3.6 La Bolivie et les objectifs géopolitiques dans le couloir d'intégration bi-océanique

La Bolivie doit saisir cette occasion pour jouer le rôle fondamental d'intégrateur en tant que "terre de contacts" dans les échanges commerciaux du bassin du Pacifique et du bassin de l'Atlantique en Amérique du Sud.

L'objectif fondamental du couloir d'intégration doit faire de l'État bolivien un vaste réseau et complet de communications terrestres facilitant l'intégration entre l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique.

Les couloirs bi-océaniques permettront d'intégrer au territoire national, les régions riches en agriculture, en mines et en hydrocarbures.

Ils permettront au développer l'arrière-pays bolivien en intégrant notamment la région amazonienne de la Bolivie avec celles du Brésil et du Pérou, la production et le commerce de chaque pays et l'économie de la région.

La Bolivie doit veiller à ce que la mise en œuvre et la consolidation du corridor bi-océanique lui permette non seulement d'être « *la terre des contacts* », mais également d'occuper et de dominer son espace géographique.

La Bolivie et les pays voisins, devrait faire de leur situation géographique, au centre du continent, un facteur géopolitique essentiel, pour devenir l'axe articulation avec les autres pays, concrétisant ainsi la vision géopolitique du « *pays de contacts* ».

2.2 Une géopolitique d'industrialisation de ressources naturelles et de sauvegarde des zones protégées

Dans cette partie sont soulignés les enjeux et les défis de l'Etat bolivien en termes d'industrialisation afin de valoriser ses ressources naturelles et ainsi accélérer le développement économique du pays.

De même, la sauvegarde des zones protégées est mise en avant étant donné que le territoire bolivien comprend une partie considérable de fleuves navigables et des zones forestières qui font désormais partie du réservoir à protéger.

2.2.1 L'industrialisation des ressources minérales comme le cuivre, l'étain, l'argent, le fer et le lithium

Le plus haut niveau de progrès humain actuellement est sans aucun doute marqué par la possession d'une économie industrielle à haute valeur ajoutée, ce qui signifie d'une part une technique de haut niveau et, d'autre part, une marge de bien-être accentuée et une culture nationale élevée.

Les pays qui disposent de ressources naturelles abondantes et n'ont pas été en mesure d'ajouter de la valeur à leurs matières premières par le biais d'un processus industriel risquent de dépendre de conditions extérieures du simple fait qu'ils ne contrôlent pas leurs ressources.

Cela tient également au fait qu'ils n'ont pas été en mesure d'appliquer le puissant effort humain de manière efficace et technique sur leurs richesses naturelles et qu'ils n'ont donc pas été en mesure de renforcer leurs capacités industrielles.

Dans cette partie, nous allons décrire le secteur minier en Bolivie, puis nous allons brièvement réfléchir à l'utilisation des ressources minières, aux défis de l'industrialisation pour sortir du seul cercle des pays simples « *exportateurs de matières premières* ».

2.2.1.1 Brève description du contexte

Depuis l'époque coloniale, la Bolivie est un pays minier. Pendant des décennies, la riche colline de Potosí a été l'un des plus importants gisements de minerai d'argent au monde. Sa découverte en 1545 a initié le cycle de l'exploitation minière sur le territoire constitutif de la Bolivie actuelle.

Depuis son indépendance, en 1825 et jusqu'au début des années 80, la Bolivie a guidé son modèle de développement au travers une économie dépendante, basée sur l'exportation de ressources primaires, principalement des minéraux, tels que l'argent et l'étain.

À titre d'exemple, « *les exportations de minéraux en 1980 représentaient 62% des exportations de la Bolivie entre 1980 et 2000.* » À cette époque, les principaux minéraux d'exportation étaient le zinc, l'étain, l'or et l'argent. Dans leur ensemble, ils ont contribué à 89% des exportations du secteur⁸³.

Le développement de la Bolivie a été étroitement lié à l'évolution de l'industrie minière. C'était le pilier de l'économie bolivienne, il avait un caractère stratégique attribuable aux seules ressources minières.

Ces dernières années, les projets miniers boliviens ont évolué selon un nouveau scénario malgré leur déclin par rapport aux hydrocarbures. Ils sont à présent propices à l'émergence d'autres métaux tels que le fer et le lithium. Ces ressources naturelles présentent des défis pour l'État dans l'application des nouvelles technologies et de leur industrialisation.

2.2.1.2 Conceptualisation

L'industrialisation au sens de la Constitution bolivienne est conçue comme l'objectif et la fonction essentielle de l'État c'est-à-dire « *Promouvoir et garantir l'utilisation responsable et planifiée des ressources naturelles et promouvoir leur industrialisation, par le développement et le renforcement de la base productive dans le pays en ce qui concerne ses différentes dimensions et niveaux, ainsi que la conservation de l'environnement* »⁸⁴.

L'article 311 de la Constitution définit l'industrialisation des ressources naturelles comme l'une des bases de l'économie plurielle l'industrialisation des ressources naturelles pour surmonter la dépendance vis-à-vis de l'exportation de matières premières et atteindre une économie de base productive, dans le cadre du développement durable, en harmonie avec la nature⁸⁵.

L'industrialisation est conçue comme la transformation de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables en produits « *à valeur ajoutée* » qui permettraient d'obtenir de meilleurs prix à l'exportation que les matières premières sans transformation⁸⁶.

Il est également envisagé que l'industrialisation devienne un facteur de modification du schéma de développement résultant de l'incorporation de la technologie.

⁸³ http://biblioteca.unmsm.edu.pe/RedLIEDS/Recursos/archivos/MineriaDesarrolloSostenible/MedioAmbiente/f_bolivia.pdf

⁸⁴ CPE. Constitution politique de l'Etat bolivien, Art; 9. La Paz, Bolivie, 2009.

⁸⁵ CPE, art 311 Inc 3. Voir : Fondation Jubilé en PDF <https://docplayer.es/68901416-Industrializacion-de-los-hidrocarburos-serie-debate-publico-no-46.html>

⁸⁶ https://www.bcb.gob.bo/ceb/sites/default/files/8eeb/docs/Wilmar_Ascarraga.pdf

2.2.1.3 Ressources minières de zinc, d'étain, d'or, d'argent, de plomb et de cuivre en Bolivie

Il est estimé que seulement 10% des minerais en Bolivie ont été exploités et que les réserves d'étain, d'or, d'argent et de plomb, s'épuiseront au mieux dans 200 ans. Cela, donne une idée de l'immense potentiel minier existant⁸⁷.

S'agissant des ressources et des réserves minérales en zinc, or, argent, étain et cuivre, celles-ci représentent les principaux produits du secteur minier bolivien. Ces réserves potentielles, attestées, constituent une source de revenus importante pour l'État bolivien.

Dans le nouveau cycle minier, l'étain a été remplacé par une variété de produits, parmi lesquels les principaux sont le zinc, l'or et l'argent.⁸⁸

L'État bolivien doit renforcer ce secteur par le biais de stratégies de développement, en usant d'une politique industrielle visant à donner une valeur ajoutée aux minéraux exportés en tant que matières premières, par les principaux centres miniers.

2.2.1.4 Ressources minières de fer à « El Mutun » en Bolivie

Le Mutun est situé dans la province « *German Busch* », dans le département de Santa Cruz, au sud de la ville de « *Puerto Suarez* », à la frontière avec le Brésil. Il se trouve à côté du massif Urucum du Brésil et est constitué de collines dont la hauteur varie entre 200 et 755 mètres.

Une analyse de l'école de hautes études nationales bolivienne estimait que la colline de Mutun contiendrait le plus grand gisement de fer au monde. Le gisement a une superficie approximative de 75 kilomètres carrés de zone minéralisée. La réserve est estimée à plus de 40 000 millions de tonnes de fer⁸⁹.

Antécédents de l'exploitation du minerai de fer et projection du Mutun bolivien

Ce gisement a été découvert par le géologue français Francis Castelnau en 1845. La société d'État COMIBOL a produit en 1970 les 50 000 premières tonnes de concentrés de fer, qui ont été exportées en Argentine par le premier terminal de Puerto Busch⁹⁰.

Le Mutun est une région qui, en raison de l'exploitation géologique du fer, revêt une importance capitale pour l'économie bolivienne. Depuis 1992, le pays s'efforce de concrétiser l'industrialisation du fer avec l'implantation d'un complexe sidérurgique dans le but de transformer les concentrés de fer en aciers, par des procédés pyro-métallurgiques, effectués dans des hauts fourneaux.

L'exploitation et l'industrialisation du « *Mutun* », situé à proximité de « *Port Busch* » sont nécessaires car elles permettront à cette région de devenir un pôle de développement. Elles présentent en effet les caractéristiques potentielles d'un développement économique, social et géopolitique.

L'Etat bolivien doit persister dans la matérialisation de l'industrialisation, car sa mise en œuvre renforcera le développement économique du pays grâce à la réalisation de projets d'industrialisation ambitieux des ressources minières.

⁸⁷<http://pubs.iied.org/pdfs/G00581.pdf>

⁸⁸<http://pubs.iied.org/pdfs/G00581.pdf>

⁸⁹Analyse de l'École de hautes études nationales de Bolivie. La Paz, Bolivie : 1994, p.91. https://es.wikipedia.org/wiki/Cerro_Mut%C3%BAn

⁹⁰ANGULO CABRERA, op. cit., p.110-111.

2.2.1.5 La ressource minière de lithium en Bolivie

Antécédents du lithium en Bolivie

Alfheld et Schneider Serbina ont découvert les richesses du Salar de Uyuni en 1964, en se concentrant uniquement sur le chlorure de sodium.

En 1972 et 1975, en utilisant les satellites LANDSAT 1 et 2 de la NASA, ils ont obtenu des images des fluctuations de la croûte de sel. À la suite de ces enquêtes, un important gisement de lithium a été découvert⁹¹.

Cette découverte a conduit le gouvernement bolivien, en juillet 1974, à promulguer le décret 11614. Par ce décret les réserves minérales des provinces de « *Nor Lipez et Sud Lipez* », ont été déclarées réserve fiscale.

En 2003, la délimitation des réserves fiscales du « *Salar d'Uyuni* » a été définie et en 2007, l'État a acquis de facto un droit sur l'administration, l'exploration, l'exploitation et la commercialisation de ces ressources.

2.2.1.6 Localisation géographique et les réserves de lithium

Le Salar de « *Uyuni* » est le plus grand désert de sel, avec une superficie de 10 582 km² (4085 miles carrés). Il est situé à 3650 mètres d'altitude dans la partie sud-ouest de la Bolivie, dans la province de Daniel Campos, dans le département de Potosi.

Un rapport du « *United States Geological Survey* » indique qu'il y a 6,5 millions de tonnes de lithium dans le Salar de Uyuni. On estime qu'il est la plus grande réserve de minerai de lithium au monde avec 50 à 70% de la production mondiale. Il est situé dans le « *triangle du lithium* »⁹².

Selon les experts, le lithium est considéré comme une « *ressource stratégique* », car ce minerai est essentiel pour l'alimentation en énergie des téléphones portables, des ordinateurs, des voitures modernes (hybrides et électriques).

2.2.1.7 Le lithium en Bolivie et ses perspectives

Cette ressource minière en Bolivie n'est pas exploitée à grande échelle. Grâce à une nouvelle législation adoptée en 2009, l'État bolivien a renforcé « *l'industrialisation du lithium* » en maintenant le caractère de « *ressource stratégique* » de ce minerai.

La Bolivie devrait prévoir l'exploitation et l'industrialisation de cette ressource stratégique avec une certaine autonomie lui permettant de devenir producteur d'un matériau spécifique pour son exportation. Par exemple, pour l'Argentin Bruno Fornillo historien, docteur de sciences sociales et chercheur qui a écrit la « *géopolitique du lithium* », « *la véritable valeur du lithium réside dans la fabrication de batteries, c'est-à-dire dans sa capacité à se concentrer sur le domaine scientifique, technique, industriel* »⁹³.

En réalité, l'importance stratégique du lithium réside dans le fait qu'il est indispensable à la fabrication de nouvelles technologies dans l'industrie et que l'État bolivien doit tirer parti de cette opportunité.

⁹¹[https://dspace.unila.edu.br/xmlui/bitstream/handle/123456789/3859/Dissertacao%20PPGPPD%20\(LUIS\).pdf?sequence=1](https://dspace.unila.edu.br/xmlui/bitstream/handle/123456789/3859/Dissertacao%20PPGPPD%20(LUIS).pdf?sequence=1)

⁹²https://es.wikipedia.org/wiki/Tri%C3%A1ngulo_del_Litio

⁹³http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20150918095017/Geopolitica_del_litio.pdf

En outre, il n'est pas rare que des entreprises reconnues du secteur automobile investissent dans le développement de véhicules hybrides ou entièrement électriques, ainsi que dans la réduction des effets négatifs des émissions de gaz et de pollution pour la planète.

Actuellement, en Amérique du Sud, seuls l'Argentine et le Chili ont développé leurs exploitations en vue de l'exportation sur le marché international⁹⁴.



Le Salar de « Uyuni » bolivien situé dans le "triangle du lithium".



La Bolivie devrait prévoir l'exploitation et l'industrialisation de cette ressource stratégique avec une certaine autonomie.

⁹⁴[https://dspace.unila.edu.br/xmlui/bitstream/handle/123456789/3859/Dissertacao%20PPGPPD%20\(LUIS\).pdf?sequence=1](https://dspace.unila.edu.br/xmlui/bitstream/handle/123456789/3859/Dissertacao%20PPGPPD%20(LUIS).pdf?sequence=1)

2.2.1.8 Stratégies pour l'industrialisation du lithium en Bolivie

L'Etat doit promouvoir son industrialisation en visant la fabrication de batteries au lithium qui constitue un transfert de technologie industrielle ; outre la montée en puissance de son industrialisation, cela permettra à la Bolivie de disposer d'une technologie et de diversifier son potentiel d'exploitation métallurgique dans le pays.

La valeur du lithium doit être perçue dans le développement industriel scientifique et technologique et dans la capacité technique des entreprises qui obligent les acteurs publics et privés à attribuer une valeur ajoutée sans compromettre la souveraineté des ressources naturelles.

Néanmoins, la Bolivie doit donner la priorité à une politique d'industrialisation endogène, en privilégiant ainsi les grands intérêts de l'Etat.

Une géopolitique de la défense et de l'exploitation de ressources stratégiques nécessitera son industrialisation afin de permettre aux grands centres industriels de pouvoir disposer de cette ressource s'ils venaient à manquer d'énergie. N'oublions pas que la stratégie des puissances hégémoniques repose sur un contrôle stratégique de ces ressources, pour lesquelles elles sont parfois prêtes à entrer en conflits.

2.2.2 L'industrialisation des ressources du gaz naturel

En prenant comme référence la situation actuelle de la Bolivie en tant que centre de distribution d'énergie, l'exploitation accrue du gaz naturel constituera sans aucun doute un autre facteur très important du développement d'un pays.

Les ressources en gaz naturel ont été exportées par l'État bolivien en tant que matière première. La nécessité d'attribuer une valeur ajoutée au gaz a conduit le pays à promouvoir son industrialisation. Tout est détaillé ci-après.

2.2.2.1 Conceptualisations

Conceptualisation des ressources énergétiques

Les ressources énergétiques sont conçues comme l'ensemble des moyens par lesquels les pays du monde tentent de couvrir leurs besoins en énergie : elles sont au fondement de la civilisation industrielle. Le monde restera vulnérable aux perturbations de l'approvisionnement en pétrole, qui, après la Seconde Guerre mondiale, est devenu la principale source d'énergie.

Conceptualisation de l'industrialisation

L'industrialisation du gaz naturel est conceptualisée comme tout procédé physique et / ou chimique permettant de transformer le gaz en dérivés à valeur ajoutée, soit pour l'industrie, soit pour la consommation de masse.

Dans ces procédés, les technologies traditionnelles peuvent être utilisées pour la production d'ammoniac, d'urée, de méthanol et d'oléfines / polyoléfines à partir d'éthane. Cela vaut aussi pour les technologies plus développées pour la production de gaz en diesel liquide, de polymères (plastiques) à partir de méthane⁹⁵.

⁹⁵http://redextractivas.org/wp-content/uploads/2017/04/Industrializacion_hidrocarburos.pdf

2.2.2.2 Localisation géographique des hydrocarbures

Les capacités énergétiques de la Bolivie sont situées à Camp Margarita, à San Alberto, à San Antonio, à Sabalo dans le département du Tarija.

Cependant, le gaz naturel est également situé dans les zones dites « *traditionnelles* » qui se trouvent dans la bande formée par Tarija, Chuquisaca, Santa Cruz et leurs frontières communes⁹⁶.

Les réserves de gaz naturel de la Bolivie sont estimées à plus de 54 900 milliards de mètres cubes ce qui en fait la deuxième réserve d'Amérique du Sud après celle du Venezuela⁹⁷.

2.2.2.3 Le gaz naturel en Bolivie et l'industrialisation

La vente de gaz naturel est actuellement la source de revenus la plus importante pour la Bolivie, qui est le plus grand distributeur et fournisseur de gaz naturel de l'Argentine et du Brésil.

L'industrialisation des hydrocarbures en Bolivie se définit comme l'ensemble des processus de transformation des produits de raffinage, y compris la pétrochimie. (Loi 1194 du 1er novembre 1990 de Bolivie)

La loi 3058 sur les hydrocarbures, sur les activités d'industrialisation, énonce la nécessité et l'éventuelle priorité nationale de l'industrialisation des hydrocarbures sur le territoire bolivien.

Le décret suprême 29511 du 9 avril 2008 stipule que le développement des projets d'industrialisation du secteur est une priorité nationale et crée la Société bolivienne d'industrialisation de l'hydrocarbure (EBIH).

Selon la Constitution politique de l'État bolivien, la compagnie pétrolière d'État est chargée de l'exécution de toutes les activités de la chaîne d'hydrocarbures dans laquelle se trouve l'industrialisation.

Le Plan de développement national 2016-2020 de la Bolivie, dans son pilier de souveraineté productive avec diversification, considère comme une proposition pour le dynamisme économique du pays, la création de complexes productifs industriels stratégiques, y compris le complexe gazier associé à l'activité économique d'ammoniac, d'urée, de gaz de pétrole liquéfié, de gaz naturel liquéfié et de l'industrie pétrochimique.

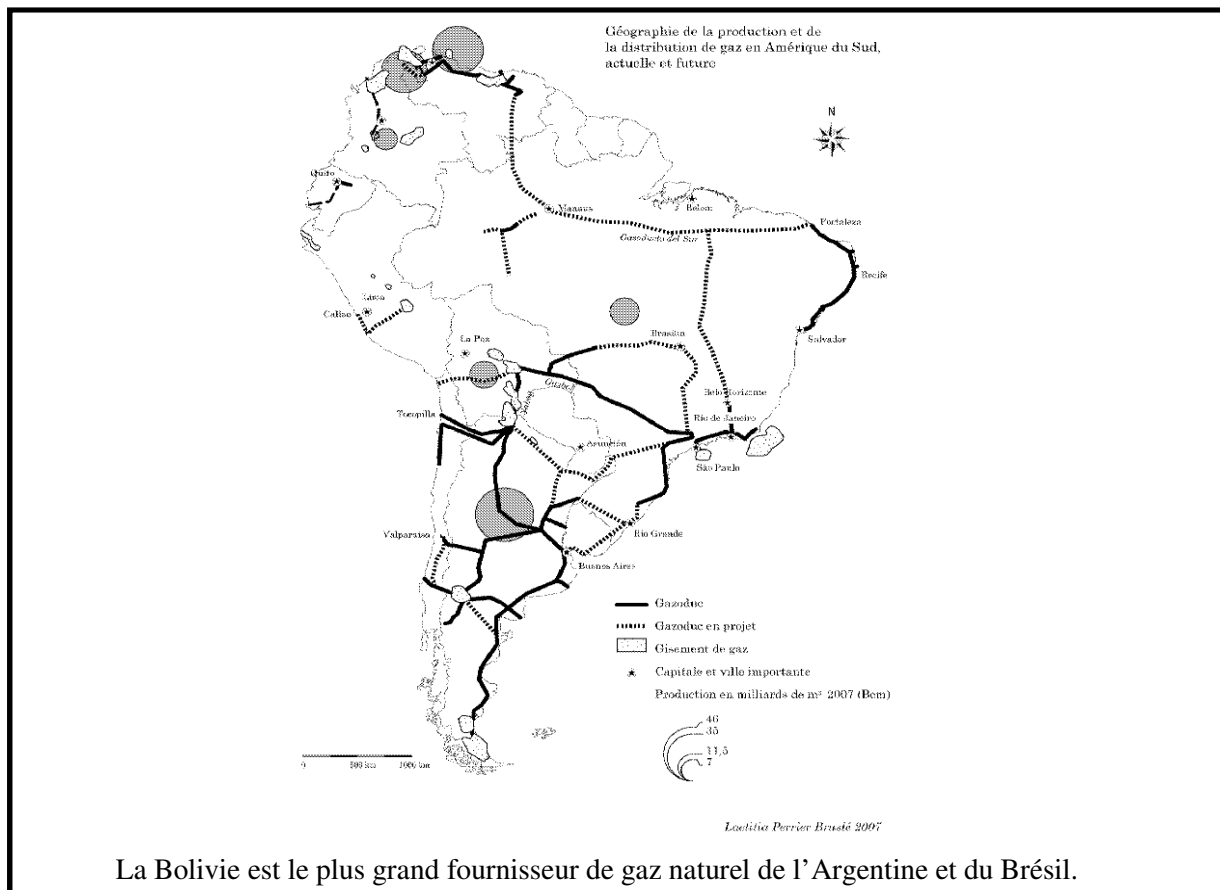
2.2.2.4 Les avantages de l'industrialisation en Bolivie

Technologie et main-d'œuvre qualifiée, la conception et la mise en œuvre de projets d'industrialisation requièrent des personnes possédant un niveau de connaissance élevé du secteur.

De nouveaux produits sont mis au point pour la vente, ce qui permet une diversification des marchés, de meilleures conditions de prix et donc de ne plus dépendre de contrats de vente de gaz, de pétrole et / ou de produits dérivés.

⁹⁶http://www.la-razon.com/economia/Gas-Bolivia-oferta-80-zonas-tradicionales-suma-reservas-inversion-Foro-exportadores_0_2815518456.html

⁹⁷https://es.wikipedia.org/wiki/Energ%C3%ADas_en_Bolivia



2.2.2.5 Quelques propositions et l'industrialisation du gaz naturel

Le développement de l'industrie pétrochimique et la création de centres de développement régionaux sont proposés, fondés sur la production de gaz naturel.

A partir de là, la nécessité de développer quatre régions clés pour installer des usines pétrochimiques en Bolivie a été proposée à partir de 2006 : Carrasco Tropical (Cochabamba), Villamontes (Tarija), Puerto Suárez (Santa Cruz) et Uyuni (Potosí)⁹⁸.

Les quatre pôles de développement identifiés devaient permettre à la Bolivie de se développer harmonieusement et de devenir le principal producteur de biens à valeur ajoutée.

Pour y parvenir, il a été proposé que 50% de la production de gaz resterait en Bolivie pour l'industrialisation et que les 50% restant seraient exportés. Ce projet n'a pas abouti.

2.2.2.6 La matérialisation de l'usine d'ammoniac et d'urée

La Bolivie, dans son objectif d'industrialisation du gaz naturel, a pour projet pétrochimique la matérialisation de l'usine d'ammoniac et d'urée.

En effet, le 14 septembre 2017, la Bolivie a commencé l'industrialisation du gaz naturel avec la mise en service de cette usine pétrochimique dans le département de Cochabamba, c'est-à-dire à « *Bulo Bulo* ».

⁹⁸<https://triplenlace.com/2014/09/15/industrializar-gas-natural-gran-negocio-para-bolivia/>

Cette usine a une capacité de production de 2 100 tonnes par jour d'urée et de 1 200 tonnes d'ammoniac. C'est une étape importante pour l'État bolivien en vue de la consolidation d'un processus d'industrialisation.

Les marchés potentiels des engrais sont le Brésil, l'Argentine, le Pérou et le Paraguay. L'un des objectifs de l'usine de « *Bulo Bulo* » est que la Bolivie cesse d'importer environ 30 000 tonnes d'urée par an, afin de renforcer l'agriculture bolivienne⁹⁹.

2.2.2.7 Vision géopolitique du gaz naturel bolivien

La Bolivie, pays principalement producteur de gaz, doit consolider l'industrie pétrochimique, essentielle au développement industriel du pays, ce qui permettra le renforcement de l'économie et des ressources humaines.

L'État bolivien doit devenir le centre de production de produits pétrochimiques en Amérique du Sud, en raison de la situation actuelle.

Il est notamment admis que l'État bolivien dispose de ressources humaines en nombre suffisant et ayant la qualité requise pour consolider et acquérir la culture industrielle que les pays développés possèdent.

La Bolivie doit envisager une base technologique industrielle qui encourage les différents programmes d'industrialisation. Les ressources humaines sont de la plus haute importance.

La vision stratégique en matière d'industrialisation doit se projeter dans un horizon de 10 ans ou plus pour développer sa propre technologie. Pour cela, il est nécessaire que la Bolivie fasse tous les efforts nécessaires.

L'État bolivien doit encourager la culture technologique dans le pays. Lorsqu'il lui sera possible de développer sa propre industrie, la Bolivie avec son capital humain, fera un bond économique important et n'aura plus besoin de se tourner vers l'Atlantique ou le Pacifique. Ce sont les pays voisins qui auront besoin de produits industrialisés et qui viendront les chercher.

2.2.3 La sauvegarde des zones protégées

Les ressources naturelles et l'environnement sont, du point de vue géopolitique et géoéconomique, des éléments importants pour donner une impulsion à l'État bolivien. Ceux-ci ont une interdépendance car, la question environnementale écologique est centrale et qu'elle est en partie générée par l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles par l'homme.

Ensuite, dans une perspective géopolitique, nous présentons une réflexion sur l'importance de la défense et de la préservation des différentes zones protégées de la Bolivie. Ces zones sont essentiellement les parcs forestiers de l'est de la Bolivie ainsi que les vallées situées à l'ouest du territoire national.

L'un des objectifs est de présenter les principaux obstacles auxquels l'État bolivien est confronté en ce qui concerne ses zones protégées et l'environnement. La compréhension de la nature de ces obstacles revêt une importance vitale.

⁹⁹<http://www.lostiempos.com/actualidad/economia/20170914/bolivia-inicia-industrializacion-gas-natural-primera-petroquimica>

2.2.3.1 Les connotations de l'environnement

A partir de l'expression « *développement durable* », utilisée pour la première fois dans le rapport Brundtland de 1987, à la suite des travaux de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies, la question de la protection et de la préservation de l'environnement a acquis une forme de notoriété dans le domaine des relations internationales.

Conformément aux engagements internationaux, les États ont reconnu la nécessité de considérer des objectifs de développement économique en harmonie avec les environnementaux et sociaux.

Le terme biodiversité nous appelle à réfléchir sur l'importance de la préservation des espèces et de l'exploitation durable des ressources naturelles. L'Académie royale espagnole définit la biodiversité comme la variété des espèces animales et végétales présentes dans son environnement.

En prenant en compte le rôle joué par ces espèces dans le développement des écosystèmes, nous pouvons souligner que la biodiversité est un facteur garant du bien-être et de l'équilibre de l'écosystème mondial.

La biodiversité ou la diversité biologique a acquis une valeur géopolitique compte tenu de leurs connotations diverses. D'un point de vue écologique, la nécessité de conserver les espèces est soulignée, étant donné que les écosystèmes riches en biodiversité offrent de meilleures conditions pour s'adapter aux changements environnementaux qui affectent la biosphère en ce moment historique de l'humanité.

D'un point de vue économique, l'enjeu concerne l'utilisation de la biodiversité pour générer des avantages économiques, qui peuvent être obtenus à partir de l'exploitation durable des ressources naturelles destinées à développer l'industrie nationale, y compris le tourisme.

2.2.3.2 Le problème des ressources naturelles du point de vue géopolitique

Les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables ont acquis une importance géopolitique, géostratégique et géo-économique de premier ordre dans le monde; cela est devenu évident avec le processus de mondialisation qui caractérise notre époque¹⁰⁰.

Dans ce contexte de mondialisation, la possession souveraine de ressources naturelles, de matières premières, de réserves d'énergie et de sources durables d'alimentation reste un facteur stratégique lors de la planification des options de développement pour un État.

De même, les pays en développement, dotés d'un potentiel énorme en termes de ressources naturelles, devraient considérer la nécessité de connaître les dynamiques globales, régionales et nationales, pour planifier au profit de l'Etat, leur utilisation et leur exploitation durable.

Les États et les entreprises ayant une plus grande capacité économique disposent de meilleures possibilités pour prendre le contrôle des ressources convoitées, en utilisant tous les moyens et instruments disponibles.

C'est pourquoi, et compte tenu de cette période critique de l'histoire, les pays dotés d'un faible pouvoir économique devraient s'efforcer de se renforcer eux-mêmes au niveau interne, d'élaborer des politiques et des stratégies appropriées, assorties d'un cadre juridique.

¹⁰⁰ VELASCO TELLEZ Mario Roger. ECEM : Essai Importance de la défense et de la préservation des parcs forestiers boliviens du point de vue géopolitique". Cochabamba, Bolivie, 2007.

2.2.3.3 Bolivie par rapport à ses projections et à l'environnement

La situation en Bolivie peut être décrite à partir de l'analyse de la législation bolivienne en la matière, qui, d'ailleurs, dans la loi 1333 de l'environnement, en son article 60, dispose que les forêts naturelles et les terres forestières sont du domaine de l'État.

L'aire protégée est un concept aux connotations géographiques, dans lequel l'État cherche à protéger et à conserver la biodiversité. On remarque que la préservation du patrimoine naturel du pays a entre autres des motivations d'ordre écologique, scientifique, économique et social. Ceci conduit à affirmer que la législation bolivienne est source de nouveaux défis à relever par l'État dans sa recherche du développement durable.

Le décret suprême 24781 sur la réglementation des zones vient en application de cette loi. Il est en conséquence nécessaire d'inciter à une « *conscience écologique* » de manière à protéger les zones protégées existantes dans la partie orientale et occidentale du pays et dans les vallées du territoire bolivien identifiées.

À titre d'exemple, l'est de la Bolivie est une vaste région qui, en raison de sa configuration, de son climat et de sa situation géographique, possède des écosystèmes d'une grande biodiversité. Les parcs existants dans cette région représentent un capital naturel qui, préservé et intelligemment utilisé, peut soutenir son économie à long terme.

Dans une perspective géopolitique, le problème de la défense et de la préservation de ces parcs revêt une importance capitale pour l'État.

La demande internationale croissante de ressources naturelles génère des conflits quant à leur accès et leur contrôle, avec de graves conséquences pour les États particulièrement faibles qui voient leurs intérêts subordonnés à d'autres acteurs du système international.

La dégradation de l'environnement que subit la planète permet aux espaces géographiques dotés d'une grande biodiversité d'acquérir une importance géopolitique, en tant qu'instruments pouvant contribuer au développement des États.

Le contexte international, qui appelle à la préservation de l'environnement, impose de définir des objectifs géopolitiques guidant l'utilisation et l'exploitation de ces ressources, en particulier d'origine végétale, de manière à promouvoir le développement durable du pays à long terme.

2.2.3.4 Les enjeux de la préservation des zones protégées

La défense et la préservation des ressources naturelles existantes sur le territoire bolivien sont des questions d'État qui doivent être traitées de manière intégrale dans le but de protéger sa biodiversité.

L'importance de la défense et de la préservation des ressources existantes d'un point de vue géopolitique rend nécessaire la mise en œuvre de stratégies de protection des zones face à d'éventuels scénarios de conflit, tant internes qu'externes.

Les zones protégées sont au cœur de la stratégie de conservation, car elles sont les mieux placées pour protéger les écosystèmes naturels et leur complément à la biodiversité. Elles doivent être correctement gérées grâce à une surveillance appropriée des zones protégées afin de réduire la perte d'habitat naturel et de préserver la faune.

L'État bolivien doit protéger de manière adéquate certaines zones particulières, telles que les parcs nationaux, les zones sauvages désignées et les zones de restauration de l'habitat, créées pour enrayer la perte de biodiversité.

La dégradation croissante de l'environnement que subit la planète accroît l'importance de la préservation des écosystèmes riches en biodiversité, ce qui constitue un avantage qui peut être utilisé comme un instrument de négociation sur la scène internationale.

2.3 Une géopolitique d'intégration régionale dans le cadre des organismes de coopération existantes

En ce qui concerne le contexte international, la mondialisation est une réalité objective dans laquelle la Bolivie doit promouvoir les processus d'intégration mondiale et régionale. En ce qui concerne l'intégration régionale, la présente étude est conçue comme une forme d'échange, une coopération entre États dans différents domaines tels que l'économie, la politique, la sécurité régionale, etc.

À cette fin, une stratégie d'intégration "tout azimut" est analysée, tirant parti de ce que le théoricien bolivien Fernando Guachalla avait souligné au début des années 1900 « *la Bolivie doit être une terre de contacts* »

Enfin, nous traiterons, de l'étroite coopération dans le cadre de la stabilité et de la sécurité régionales à l'appui d'accords de défense et de sécurité dans la région. Tout ce qui précède permet de mieux comprendre la projection géopolitique d'intégration régionale avec ses enjeux et ses défis.

2.3.1 Une intégration étroite dans le marché commun du sud MERCOSUR

L'Amérique du Sud connaît actuellement d'importants processus d'intégration régionale qui cherchent à dépasser la portée du commerce pour promouvoir une intégration économique, politique, culturelle et éducative à long terme.

La géographie en Amérique du Sud est un facteur déterminant de sa géopolitique d'intégration, pour les intérêts de la région, en particulier si la région recherche l'intégration économique, où les États peuvent réaliser une union économique.

Dans cette partie, nous présenterons plus généralement la conceptualisation, puis nous décrirons les différents accords-cadres relatifs à la participation de la Bolivie au Marché commun du Sud (MERCOSUR), à la Communauté andine de nations (CAN) et à l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). Nous analyserons également brièvement les opportunités offertes par la pleine participation de la Bolivie à ces organismes d'intégration.

Une géopolitique de l'intégration régionale de la Bolivie est opportune. Elle donne les projections stratégiques au sein de ces organisations, de manière à pallier les faiblesses et à transformer les menaces en opportunités.

2.3.1.1 Concept d'intégration

Le mot intégration vient du latin « *integratio-onis* » qui, selon le dictionnaire de l'Académie royale espagnole, signifie action et effet d'intégration ou d'intégration, constituant les parties dans leur ensemble, rejoignant un groupe pour en faire partie¹⁰¹.

Leon Lindberg, professeur américain de science politique, écrivain sur intégration régional et l'intégration politique, définit l'intégration du point de vue des relations internationales comme « *le processus par lequel les pays manifestent le désir et la capacité de mener des politiques internes et externes essentielles, en cherchant plutôt à prendre des décisions communes ou à déléguer leurs pouvoirs.* »¹⁰².

¹⁰¹ <https://www.scribd.com/document/324220144/Concepto-de-integracion-pdf>

¹⁰² <https://repositorio.umsa.bo/bitstream/handle/123456789/7403/T-979.pdf?sequence=4&isAllowed=y>

Pour sa part, l'écrivain argentin Jorge Mariño (1999), sur la supranationalité des processus d'intégration entend par « *processus d'intégration régionale le processus convergent et volontaire fondé sur la solidarité, progressive, entre deux ou plusieurs États, selon un plan d'action commun sur les plans économique, social et culturel, politique, etc.* »¹⁰³.

2.3.1.2 Le marché commun du sud (MERCOSUR)

Le Marché commun du sud (MERCOSUR) est un processus d'intégration régionale fondé en 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Son existence en tant que personne morale de droit international a été décidée dans le protocole « *d'Ouro Preto* », signé le 16 décembre 1994.

Le MERCOSUR, est récemment entré en vigueur : le 15 décembre 1995. Le Protocole « *d'Ouro Preto* » établissait un tarif extérieur commun et prévoit depuis 1999 une zone franche entre ses membres, à l'exception d'une série de produits tels que le sucre et le secteur automobile.

Le MERCOSUR est considéré comme une puissance économique, avec un PIB de 4,58 milliards de dollars, ce qui représente 82,3% du PIB total de l'Amérique du Sud. Il couvre un territoire de près de 13 000 000 km² et compte plus de 275 millions d'habitants (environ 70% de l'Amérique du Sud)¹⁰⁴.

Le MERCOSUR est le plus grand producteur de produits alimentaires au monde.

Par ailleurs, le MERCOSUR se présente comme une zone économique et une plate-forme industrielle plus dynamique, compétitive et développée, non seulement en Amérique latine, mais dans l'ensemble de l'hémisphère Sud. Il est considéré comme le quatrième bloc économique du monde, en importance et en chiffre d'affaires, et la cinquième économie mondiale, compte tenu du PIB nominal produit par l'ensemble du bloc.

Outre l'importance économique que représente le MERCOSUR dans toute l'Amérique latine, il revêt une importance géopolitique de grande ampleur, puisque deux de ses membres, l'Argentine et le Brésil, sont membres du G-20 exclusif.

2.3.1.3 Objectifs du MERCOSUR¹⁰⁵

Selon le traité d'Asunción pour la constitution d'un marché commun, les États parties décident de constituer un marché commun, ce qui implique:

- l'établissement d'un tarif extérieur commun et l'adoption d'une politique commerciale commune vis-à-vis des États tiers ou de groupes d'États tiers et la coordination des positions dans les enceintes économiques et commerciales régionales et internationales ;
- l'engagement des États parties d'harmoniser leurs législations dans les domaines pertinents pour renforcer le processus d'intégration ;
- la libre circulation des biens, des services et des facteurs de production entre les pays, notamment par la suppression des droits de douane et des restrictions non tarifaires sur la circulation des marchandises et toute autre mesure équivalente ;
- et la coordination des politiques macroéconomiques et sectorielles entre les États parties, à savoir : commerce extérieur, commerce agricole, industriel, fiscal, monétaire, des échanges et

¹⁰³<https://repositorio.umsa.bo/bitstream/handle/123456789/7403/T-979.pdf?sequence=4&isAllowed=y>

¹⁰⁴<https://es.wikipedia.org/wiki/Mercosur>

¹⁰⁵<https://www.mercosur.int/quienes-somos/objetivos-del-mercursosur/>

des capitaux, services, douanes, transports et communications et autres accords convenus, afin de garantir des conditions adéquates de concurrence entre les États parties.

L'un des objectifs fondamentaux du MERCOSUR est d'accroître le degré d'efficacité et de compétitivité des économies concernées en élargissant leurs marchés et en accélérant leur développement économique grâce à une utilisation efficace des ressources disponibles, tout cela en réponse à la consolidation de grands espaces économiques dans le monde.

2.3.1.4 La Bolivie et son entrée dans le MERCOSUR

Le 17 décembre 1996, à Fortaleza, au Brésil, les présidents de la Bolivie et des quatre pays membres du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) ont signé l'accord de complémentarité économique n° 36 qui établissait la formation d'une zone de libre-échange entre les parties.

La Bolivie est devenue un État associé en 1996. Le statut d'État associé est établi par des accords bilatéraux, appelés accords de complémentarité économique, signés entre le Mercosur et chaque pays partenaire.

Ces accords établissent un calendrier pour la création d'une zone de libre-échange avec les pays du Mercosur et la réduction progressive des taux de droits de douane entre le Mercosur et les pays signataires. Ils permettent également aux pays de participer tant qu'invités aux réunions des agences du Mercosur et de conclure des accords sur des questions spécifiques.

Fin 2006, la Bolivie a formalisé sa demande d'admission en tant que membre à part entière du Mercosur.

En 2012, la Bolivie a signé le protocole d'adhésion au Mercosur, qui a été mis au point en 2015. L'État bolivien a été considéré comme un État "en voie d'adhésion" (avec voix mais sans vote) jusqu'à l'achèvement du processus judiciaire. Une fois rempli, la Bolivie deviendra un membre à part entière.

Le Mercosur compte avec des « États associés », dont le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Guyane et le Suriname. Le 1er décembre 2016, le Venezuela a été suspendu du Mercosur¹⁰⁶.

2.3.1.5 L'intégration de la Bolivie dans le MERCOSUR

Le processus de mise en œuvre de la "zone de libre-échange" Bolivie MERCOSUR, coïncide avec les intérêts de l'intégration nationale, car l'une des premières étapes doit être la complémentarité économique avec les pays du MERCOSUR pour promouvoir les produits boliviens.

Afin d'avoir un aperçu général, l'échange commercial représenté par les exportations de la Bolivie vers les pays du MERCOSUR est présenté ci-dessous.

A titre d'exemple, la Bolivie exporte un petit nombre de produits non traditionnels (produits agricoles) vers les pays du MERCOSUR, à l'exception du gaz naturel qui est exporté en grandes quantités vers l'Argentine et le Brésil.

La zone de libre-échange entre la Bolivie et le MERCOSUR devrait viser à stimuler l'exportation de certains produits pour lesquels la Bolivie a commencé à acquérir des avantages comparatifs, tels que les produits finis.

Pour cela, la Bolivie doit rechercher un traitement qui favorise les échanges commerciaux avec le MERCOSUR. Il est donc important de réduire les coûts d'importation des biens d'équipement du

¹⁰⁶<https://es.wikipedia.org/wiki/Mercosur>

Brésil et de l'Argentine, ainsi que les coûts imputables au lien entre la production nationale et les intrants de l'industrie.

Les processus d'intégration modernes, adoptés par les pays en voie de croissance, commencent tout d'abord par mettre l'accent sur une libéralisation des échanges convergente avec les tendances mondialise progressivement les marchés des biens et des facteurs.

Ainsi, l'intégration régionale du MERCOSUR permet à la Bolivie d'accroître son niveau de compétitivité, de telle sorte que les avantages commerciaux soient réciproques.

2.3.1.6 Projections géopolitiques de l'intégration régionale de la Bolivie dans le MERCOSUR

La Bolivie, en tant que pays en développement, doit nécessairement participer à ce processus d'intégration pour faire face aux défis qui se posent dans le contexte régional, économique, politique et social, et elle doit donner la priorité à sa pleine intégration dans le MERCOSUR.

Le Mercosur constitue pour la Bolivie une opportunité au niveau géopolitique et géostratégique, d'abord parce qu'il lui permet de se projeter dans la poursuite de l'intégration physique de son territoire, autrement dit l'établissement et le plein fonctionnement de son lien terrestre, aérien et fluvial est vitale pour la Bolivie.

D'autre part, cela permet à la Bolivie de graviter à la fois sur l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique, car le MERCOSUR dispose d'un protocole additionnel d'intégration physique qui inclut des sujets d'un grand intérêt pour la région, tels que les interconnexions routières et le contexte plus large de la mise en place de corridors bi-océaniques (couloir).

L'un des atouts de l'État bolivien réside dans sa position en tant qu'« axe d'articulation » de la géographie sud-américaine. Pour cette raison, ses possibilités géopolitiques dans le domaine des communications au sein du MERCOSUR doivent être un facteur d'intégration. L'Etat bolivien doit devenir « *terre de contacts* » afin de lui permettre de se constituer en « *nœud de communications* ».

L'État bolivien, bien que son degré d'industrialisation soit beaucoup plus faible, ce qui constitue une faiblesse par rapport aux pays du MERCOSUR dotés d'une technologie et d'une production supérieure. Cette menace devra être transformée en opportunités, grâce à une industrialisation adéquate et au renforcement des différents secteurs de production, ce qui lui permettra d'atteindre le niveau des pays avant-gardistes de l'Amérique du Sud.

La géopolitique ne reste pas constante, c'est une variable qui décrit l'évolution de la répartition géographique des itinéraires et des ressources naturelles et économiques. De ce fait on en déduit qu'un autre atout de l'État bolivien réside dans ses ressources naturelles, qui ont en quelque sorte permis aux intérêts économiques de converger avec le MERCOSUR. La Bolivie est actuellement un centre énergétique qui fournit du gaz naturel au Brésil et à l'Argentine¹⁰⁷.

La vision de l'intégration régionale vis-à-vis du MERCOSUR ne devrait pas seulement viser à promouvoir des projets et à améliorer les corridors afin de faciliter les échanges, mais devrait également veiller à ce que ces échanges et projets ouvrent de nouvelles possibilités au progrès réel de l'État bolivien. Pour cela, la Bolivie doit projeter une vocation de « *pays intégrationniste* ».

¹⁰⁷http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs_analisis/2016/DIEEEA15-2016_Geopolitica_Sudamerica_ESRD.pdf



Le MERCOSUR.

Sources : Centre d'économie internationale (Argentine) : CNUCED ;
 Bilan économique du monde 2012. Infographie : le Monde.



La CAN s'agit d'une organisation régionale composée de quatre pays membres, la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou.

2.3.2 La Bolivie dans la Communauté andine des nations (CAN) et l'Union des nations sud-américaines (UNASUR)

Dans cette partie, nous présenterons d'autres processus d'intégration, tels que la Communauté andine des nations, et l'Union des nations sud-américaines, dont la Bolivie est membre à part entière.

2.3.2.1 La Communauté andine des nations (CAN)

Il s'agit d'une organisation internationale composée de quatre pays membres, la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, qui regroupe divers organes et institutions qui constituent le Système d'intégration andin (ISC) et dont l'objectif est de parvenir à un développement intégré, équilibré et autonome des pays membres à travers l'intégration andine, avec une projection sur l'intégration sud-américaine et latino-américaine¹⁰⁸.

L'intégration andine cherche à contribuer au développement des pays membres, en veillant à ce qu'elle soit équilibrée et harmonieuse.

La Communauté andine des nations (CAN) et son processus de formation

Le processus d'intégration andine a débuté avec la signature de l'Accord de Carthagène le 26 mai 1969. Un groupe de pays composé de la Bolivie, de la Colombie, du Chili, de l'Équateur et du Pérou a décidé de signer un pacte. Par le biais de l'intégration et de la coopération économique, ils ont cherché à surmonter les difficultés causées par le sous-développement, initiant ainsi le processus d'intégration andine connu sous le nom de pacte andin ou accord de Carthagène¹⁰⁹.

En 1993, la zone de libre-échange andine a entré en vigueur entre la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Venezuela.

En 1994, le tarif extérieur commun a été approuvé.

En 1996, les présidents bolivien, colombien, équatorien et péruvien, le représentant personnel du président vénézuélien et le président panaméen, observateurs réunis à Trujillo, ont adopté le protocole de modification de l'accord d'intégration sous régionale andine (Accord de Carthagène), avec lequel la Communauté andine et le système d'intégration andine sont créés.

En 2005, les pays du Mercosur ont été incorporés en tant que membres associés et, réciproquement, les pays de la Communauté andine ont adhéré au Mercosur avec une qualité égale. Parmi les pays associés, on peut citer l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay.

Zone d'influence en Amérique du Sud

La Communauté andine occupe environ le quart du continent sud-américain, avec les pays associés, deux océans, le Pacifique et l'Atlantique. Elle couvre une superficie de 3 798 000 kilomètres carrés, regroupant près de 109 millions d'habitants¹¹⁰.

Dans son espace géographique, cette zone reflète une culture avec des caractéristiques générales communes. Après la colonie, le "libérateur" Bolivar a tenté de créer « *une grande Colombie* », puis Santa Cruz a tenté de constituer la confédération entre le Pérou et la Bolivie.

¹⁰⁸<http://www.comunidadandina.org/StaticFiles/2018124105044REVISTAinteractiva.pdf>

¹⁰⁹https://www.researchgate.net/profile/Ernani_Contipelli2/publication/307921596_La_Comunidad_Andina_de_Naciones_y_la_evolucion_del_proceso_de_integracion_socioeconomico_en_latinoamerica/links/57d51d9908ae601b39a8b471/La-Comunidad-Andina-de-Naciones-y-la-evolucion-del-proceso-de-integracion-socioeconomico-en-latinoamerica.pdf

¹¹⁰https://es.wikipedia.org/wiki/Comunidad_Andina

2.3.2.2 Objectifs de la Communauté andine de nations

La CAN, établit dans le domaine commercial, une zone de libre-échange entre les pays membres. Cet organe d'intégration cherche à améliorer la réglementation régissant ledit marché élargi, en promouvant des actions contribuant à la transparence et en facilitant la libre circulation des marchandises.

Parmi les objectifs, citons :

- la promotion d'un développement équilibré et harmonieux des pays membres dans des conditions d'équité, par le biais de l'intégration et de la coopération économique et sociale ;
- l'accélération de la croissance et la création d'emplois productifs pour les habitants des pays membres ;
- la facilitation des pays membres à participer au processus d'intégration régionale en vue de la formation progressive d'un marché commun latino-américain ;
- la réduction de la vulnérabilité externe et l'amélioration de la position des pays membres dans le contexte économique international ;
- le renforcement de la solidarité sous régionale et la réduction des différences de développements existantes entre les pays membres ;
- la recherche d'une amélioration constante du niveau de vie des habitants de la sous-région.

2.3.2.3 La Bolivie dans la Communauté andine des nations (CAN)

La Bolivie, au sein de cet organe d'intégration, en tant que pays en développement, exporte une grande partie de ses matières premières non transformées sans valeur ajoutée.

Cet organe d'intégration a stimulé la croissance en offrant une série d'avantages aux exportations.

Les principaux produits que la Bolivie a exportés vers les pays membres de la Communauté andine sont les produits minéraux, le sucre raffiné, le coton, le soja et ses dérivés (farine et huile), les viandes de bœuf et de volaille, le riz, les saucisses, les nouilles, les boissons, l'alcool éthylique, les peaux de bovins tannées, les œufs, les couvertures en fibres, les sacs et sachets, les récipients en verre, et l'argenterie.

Au cours des dernières décennies, la Bolivie, a mis en évidence, en termes de produits, le renforcement des exportations, en particulier l'exportation des produits alimentaires et de l'industrie alimentaire. L'est bolivien a contribué à ces exportations avec le soja et ses dérivés. Cela a contribué à un meilleur développement de l'agriculture et à l'amélioration des produits demandés dans la CAN.

Les accords d'intégration économique de la CAN et du MERCOSUR ont permis à la Bolivie, en tant que membre à part entière de la CAN et membre en voie d'adhésion au MERCOSUR, et attirer ses exportations vers les deux organisations d'intégration, avec un impact favorable sur la région.

Sur le plan concurrentiel, pour avoir une idée globale des échanges commerciaux entre la CAN et le MERCOSUR, les premiers absorbent principalement les produits agricoles, tandis que le pays du MERCOSUR absorbe les ressources en gaz naturel¹¹¹.

¹¹¹<https://repositorio.umsa.bo/bitstream/handle/123456789/7403/T-979.pdf?sequence=4&isAllowed=y>

Comme on le voit, cette relation nous montre que, dans l'aspect des produits à valeur ajoutée, la Bolivie a une participation relative en tant qu'importatrice de machines et, produits semi-finis. C'est précisément l'effet dynamique de l'intégration qui permet au pays d'apprécier le développement de son industrie.

L'autoroute est le mode de transport le plus utilisé pour les exportations de la Bolivie vers la Communauté andine des Nations. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'accroître le réseau autoroutier à l'ouest du pays. L'Est bolivien est pour sa part desservi par le réseau fluvial et le réseau ferroviaire pour les transports.

2.3.2.4 Projections géopolitiques de l'intégration régionale de la Bolivie dans la CAN

La géopolitique de l'intégration régionale de la Bolivie par rapport à la CAN, doit basculer son centre de gravité sur cette région pour atteindre d'être un « *axe articulante* » « *une terre de contacts* », à partir de cette intégration physique. La Bolivie doit simultanément développer son appareil industriel pour exporter ses ressources naturelles à valeur ajoutée vers cette communauté d'intégration.

La projection stratégique vis-à-vis de la Communauté andine devrait consister à réduire l'écart qui sépare le développement technologique des pays qui sont à l'avant-garde. La Bolivie devrait bénéficier de tous les aspects de cette intégration régionale.

L'État bolivien ne doit pas seulement être le lien entre le Marché commun du Sud et la Communauté andine des Nations. Son économie doit influencer les deux organisations régionales, par le biais d'une innovation à outrance de ses produits à valeur ajoutée pour ces organisations d'intégration.

S'agissant de la sécurité régionale, la CAN peut être exposée à différents risques, tels que l'escalade d'une zone de statut élargie, qui pourraient aggraver les échanges commerciaux et perturber l'économie de la région, raison pour laquelle la Bolivie doit prévaloir sa vocation « *d'État pacifiste* » en coopérant et en contribuant en conséquence au règlement pacifique des différends.

La Bolivie ne devrait pas se contenter de compléter les économies industrialisées avec ses matières premières, mais elle devrait abandonner sa dépendance technologique afin de jouer un rôle important dans les processus d'intégration.

L'État bolivien devrait renforcer le secteur agricole et d'autres domaines, sans quoi le pays plongera dans l'instabilité politique et économique où de nouvelles menaces pourraient conduire au chaos, voire à un interventionnisme inacceptable de tout point de vue.

La vision stratégique de la Bolivie doit être de tirer parti de son potentiel pour faire rayonner son économie vers ces deux grandes organisations d'intégration qui, à long terme, fusionneront. Leur fonction "d'articulateur" sera alors complète et le pays sera assurément confronté à de nouveaux défis.

Dans la prochaine partie, nous aborderons un processus d'intégration tel que l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR), où la Bolivie est également membre à part entière, même si plusieurs pays d'Amérique du Sud ont renoncé à ce processus d'intégration. En général, son développement institutionnel, ses objectifs sont soulignés, puis nous évoquerons la participation de la Bolivie et du scénario conjoncturel que traverse l'UNASUR.

2.3.2.5 L'Union des nations sud-américaines (UNASUR)

L'Union des nations sud-américaines est un organisme d'intégration sud-américain né en 2008 avec la signature du traité constitutif de l'UNASUR, entré en vigueur en 2011. Composé à l'origine de douze

États indépendants, son objectif est de « *construire une identité et une citoyenneté" sud-américaines et de développer un espace régional intégré* »¹¹².

Ce processus d'intégration a été lancé avec grand espoir en 2008 dans le but de créer une communauté de sécurité en Amérique du Sud et de promouvoir l'intégration économique.

Objectifs spécifiques de l'UNASUR¹¹³

Parmi les objectifs de l'UNASUR sont mis en évidence :

- le renforcement de l'intégration sud-américaine entre les Etats membres qui garantit un espace d'accord et la participation de l'UNASUR à la scène international ;
- l'intégration énergétique pour l'utilisation intégrale, durable et solidaire des ressources de la région ;
- la consolidation d'une identité sud-américaine ;
- la coopération économique et commerciale visant à faire progresser et à consolider un processus novateur, dynamique, transparent, équitable et équilibré qui envisage un accès effectif, promouvant une croissance et un développement économique qui surmonte les asymétries grâce à la complémentarité des économies des pays d'Amérique du Sud ;
- et l'échange d'informations et d'expériences en matière de défense.

2.3.2.6 La Bolivie et l'Union des nations sud-américaines (UNASUR)

Cet organisation d'intégration qui avait initialement regroupé 12 pays d'Amérique du Sud, faisant allusion à la « *Patria Grande* » (grand patrie) de Simón Bolívar et de José de San Martín au XIXe siècle, a permis dans une certaine mesure de contenir l'influence géopolitique des grandes puissances.

Gerhard Dilger de nationalité Allemande, coordinateur de la fondation Allemand Rose Luxemburg, précise à propos des derniers événements relatifs à l'éloignement de plusieurs pays de l'UNASUR, « *les perdants sont tous ceux qui ont œuvré pour une Amérique du Sud plus indépendante* »¹¹⁴.

De même, UNASUR serait la première tentative infructueuse d'intégration sud-américaine d'autant que, sur le plan économique, sa propre valeur ajoutée dans la coopération régionale ne pas avérée¹¹⁵.

L'UNASUR a commencé ses plans d'intégration avec la construction de l'autoroute interocéanique qui reliera le Pérou au Brésil par le biais de la Bolivie, donnant au Brésil un débouché sur l'Océan Pacifique et au Pérou, un débouché sur l'Océan Atlantique. Ce projet ne s'est toutefois pas encore concrétisé dans son intégralité.

Un autre projet a suivi : le « *réseau énergétique* » sud-américain, qui fournissait à l'Argentine, au Brésil, au Chili, au Paraguay et à l'Uruguay le gaz péruvien provenant de « *Camisea* », des pipelines et le transport en citernes. Ce projet a été gelé.

¹¹²<https://es.wikipedia.org/wiki/Unasur>

¹¹³<http://www.unasursg.org/es/objetivos-especificos>

¹¹⁴<https://www.dw.com/es/unasur-la-agon%C3%ADa-de-la-ue-sudamericana/a-45071354>

¹¹⁵<https://www.dw.com/es/unasur-la-agon%C3%ADa-de-la-ue-sudamericana/a-45071354>



L'UNASUR avait initialement regroupé 12 pays d'Amérique du Sud sauf la Guyane. De douze en 2008, ils ne sont plus que cinq. Début 2019, plus de la moitié de ses membres l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Paraguay, le Pérou, et l'Équateur en sont sortis.



La projection de ce processus d'intégration dépend en quelque sorte du rassemblement autour du pays leader. Cela, entraînera soit la survie soit la dissolution de l'UNASUR.

En outre, s'agissant de la défense et de la sécurité, le Venezuela et le Brésil en septembre de 2008 ont proposé au Conseil de défense de l'Amérique du Sud (CDS) de jouer le rôle de mécanisme de sécurité régionale, afin de promouvoir la coopération militaire et la défense régionale.

Il ne s'agissait pas de créer une organisation présentant les caractéristiques de l'OTAN, mais bien d'établir un accord de coopération sur la sécurité régionale, visant à élargir la coopération multilatérale, à promouvoir des mesures de confiance ainsi qu'à renforcer la sécurité, à lutter contre le trafic de drogue et la pêche illégale. Cela consistait en, un contrôle accru de la mer territoriale des pays membres, tout en encourageant les échanges industriels de défense, avec des équipements et des technologies entre les pays de la région¹¹⁶.

En fait, les processus d'intégration sont ceux qui créent actuellement les freins et contrepoids, faisant émerger un monde diversifié, opposé à la pensée dominante selon laquelle les États, au cours de l'histoire, se sont regroupés pour contrecarrer toutes sortes d'impositions. De ce fait, l'UNASUR a tenté de constituer un bloc unitaire, mais l'instabilité politique, les intérêts économiques et très concentrés des pays qu'ils dirigent rendent difficile l'idée de « *la grande patrie* »¹¹⁷.

Dans ce contexte, la Bolivie, au sein de l'UNASUR, devrait contribuer au processus de transition en démontrant sa vocation de « *pays intégrateur* », au moment où se pose la question de la durabilité de cette organisation d'intégration.

La situation actuelle du bloc, dans le contexte géopolitique, laisse présager une escalade des tensions où les objectifs stratégiques risquent de ne pas achever. La projection de ce processus d'intégration dépend en quelque sorte du rassemblement autour du pays leader. Cela, entraînera soit à la survie ou la dissolution de l'UNASUR.

2.3.3 Les stratégies d'intégration à suivre pour l'Etat bolivien comme la «stratégie endogène - exogène » et la « stratégie de tout Azimut et direction »

La stratégie militaire a été conçue comme l'art de projeter et de diriger des opérations militaires. Cette conceptualisation militaire a évolué à tel point qu'il existe diverses stratégies qui ne concernent pas uniquement la discipline militaire.

La Bolivie doit adopter différentes stratégies, afin de lui permettre de se projeter dans différentes directions pour atteindre efficacement ces objectifs.

Si la stratégie « *définit la manière d'atteindre les objectifs fixés par la politique* », il sera important d'atteindre les objectifs fixés par la politique, en utilisant les meilleurs moyens disponibles. Pour cela, il sera essentiel d'éviter toute improvisation.

La Bolivie doit devenir un État « *articulant* », un « *État intégrateur* » qui donne la priorité aux processus d'intégration en Amérique du Sud. L'article 10 de sa Constitution dispose que « *la Bolivie est un État pacifiste qui promeut la culture de la paix et le droit à la paix ainsi que la coopération entre les peuples de la région et du monde* »¹¹⁸.

Conformément à cette vision politique de l'État, des lignes stratégiques doivent être conçues pour atteindre l'état final recherché en l'occurrence, la réalisation des objectifs.

¹¹⁶<https://es.wikipedia.org/wiki/Unasur>

¹¹⁷<https://www.nodal.am/2018/04/geopolitica-del-poder-unasur-en-un-mundo-de-bloques-por-kintto-lucas/>

¹¹⁸http://www.oas.org/DIL/ESP/Constitucion_Bolivia.pdf

La prémisses de Sun Tzu dans « *L'Art de la guerre* » nous donne des éclairages pour la conception des stratégies à suivre. Il dit que « *L'efficacité maximale de la connaissance et de la stratégie est de rendre le conflit inutile* »¹¹⁹.

De ce fait, nous considérons que la stratégie d'emploi méthodique permet de prendre des décisions significatives. Ainsi, l'État bolivien ne doit pas marcher à l'aveuglette pour se projeter, mais il doit pouvoir disposer d'une diversité de stratégies permettant de consolider son intégration non seulement physique, mais aussi politique, économique et culturelle en Amérique du Sud.

Dans les lignes suivantes, la conceptualisation est présentée, les scénarios d'intégration sont brièvement résumés et certaines stratégies sont proposées, telles que la « *stratégie tout azimut et direction* » pour projeter l'État bolivien dans la géopolitique de l'intégration régionale de l'Amérique du Sud.

2.3.3.1 Conceptualisation

Pour une meilleure compréhension, nous présentons quelques conceptualisations de stratégie:

Carl von Clausewitz, a défini cela comme « *l'utilisation de batailles pour parvenir à la fin de la guerre* »¹²⁰. De cette manière, il a privilégié les objectifs politiques par rapport aux objectifs militaires.

Selon Liddell Hart, c'est « *l'art de décrire et d'appliquer des moyens militaires pour atteindre l'objectif de la politique* »¹²¹.

Le général André Beaufre indique « *l'art de la dialectique des volontés, qui utilisent la force pour résoudre leur conflit* »¹²².

Le courant de pensée inspiré par le général André Beaufre, c'est-à-dire que « la conduite de tous les moyens qui composent le pouvoir national donne la priorité à l'action diplomatique » est un courant pacifiste et pragmatique qui nous guidera dans la conception des stratégies au cours de la présente partie.

Parmi tous les concepts mentionnés, nous pouvons en déduire que la stratégie est l'art du comment (conceptions stratégiques) pour atteindre des objectifs proposés par la politique. Dans ce cas, la stratégie visualise à travers les conceptions stratégiques l'État que nous voulons projeter.

À cette fin, tout au long de la présente étude, les atouts, les opportunités, les faiblesses et les menaces de l'État bolivien ont été évoqués de diverses manières, sur la base desquelles nous établirons les projections et les axes stratégiques à suivre.

2.3.3.2 Les nouveaux scénarios d'intégration et les stratégies à suivre

Comme cela a été décrit, l'Amérique du Sud déploie des efforts pour canaliser l'intégration régionale, en considérant comme un moyen important d'améliorer le niveau de vie, dans une optique de coopération et de complémentarité.

Cette vision de l'intégration, préconise l'adoption d'une stratégie qui va de l'intérieur vers l'extérieur, à savoir une « *stratégie par lignes internes* » divergente, ou en d'autres termes « *une stratégie endogène* ».

¹¹⁹<http://www.liderazgoymercadeo.com>

¹²⁰https://es.wikipedia.org/wiki/Estrategia_militar

¹²¹ECEM, Diapositive. Stratégie, Cochabamba, Bolivie 2008.

¹²²Idem

Ce terme vient de « *endo* » dans le sens de « à l'intérieur » et « *gen* » en tant qu'origine, d'où endogène. Cela signifie que quelque chose provient de causes internes. Ainsi, par exemple, dans une organisation politique, économique, etc., ce sont des facteurs endogènes qui influencent leur fonctionnement, ceux qui viennent de l'intérieur¹²³.

Cette conception nous permet d'inférer que la « *stratégie endogène* », comme on l'appelle arbitrairement, doit être construite du point de vue de l'État, avec des objectifs pragmatiques réalisables. Son utilisation sera avantageuse car elle doit graviter de l'intérieur vers plusieurs points divergents.

Cette stratégie vise, de l'intérieur, à projeter l'État bolivien sur les différents blocs économiques de telle sorte qu'il joue un rôle actif important en Amérique du Sud, améliorant ainsi le bien-être de sa population¹²⁴.

D'autre part, il est clair que dans le contexte régional, il ne peut exister qu'une stratégie d'influence « *endogène* », un État étant souvent soumis à des influences stratégiques externes « *exogènes* ». Par exemple, comme l'utilisation classique de « *stratégies par lignes extérieures* » convergentes.

Pour une meilleure compréhension, le mot exogène provient de deux termes grecs « *exo* » au sens extérieur du terme ou « *extérieur* » et « *gen* » au sens du terme engendrer. Par conséquent, il fait référence à tout ce qui se passe ou provient de causes extérieures¹²⁵.

Cette conception permet de déduire que la « *stratégie exogène* », comme on l'appelle arbitrairement, doit permettre de concilier les intérêts opposés entre l'État bolivien et les États de la région. Par conséquent, les facteurs externes qui agissent et convergent de l'extérieur, doivent permettre d'envisager de manière pragmatique les projections de l'Etat bolivien dans la région.

2.3.3.3 Projections de l'Etat bolivien et stratégie de « tout Azimut et direction »

Ces projections, sont fondées sur les conceptualisations présentées et sur tous les aspects doctrinaux décrits et expliqués tout au long de cette réflexion, de sorte que cette dernière partie est appelée délibérément stratégie de « *tout Azimut et direction* ».

Ce terme fait référence aux angles qui ont leur point d'origine ; en ce cas le département bolivien de Cochabamba est le centre duquel doit projeter l'intégration physique et économique vers le nord, vers le sud, vers l'est et vers l'ouest comme les angles qui utilisent les quatre quadrants dans une circonférence¹²⁶.

L'État bolivien qui est situé au « *centre de l'Amérique du Sud* », doit orienter ses stratégies dans toutes les directions pour réaliser son intégration régionale.

La Bolivie devra projeter sa structure économique vers l'Ouest, c'est-à-dire vers la Communauté andine (CAN) qui comprend sa zone d'influence dans le bassin du Pacifique ; dans le processus d'intégration du MERCOSUR, à l'est où se trouve le bassin de « *la Plata* » et de l'Océan Atlantique; ce qui donne un scénario avantageux.

¹²³ <https://deconceptos.com/general/endogeno>

¹²⁴ <http://www.eumed.net/librogratis/2007c/335/ESTRATEGIAS%20DEL%20DESARROLLO%20ENDOGENO.htm>

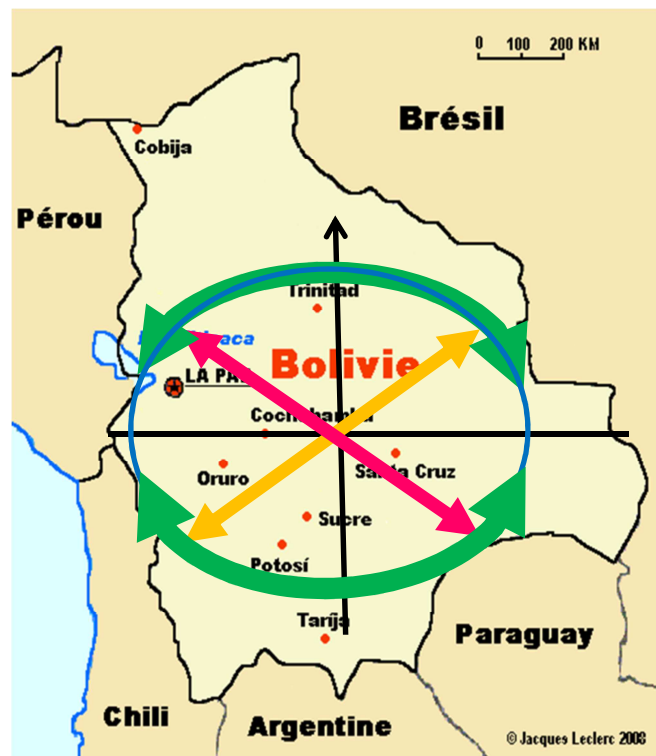
¹²⁵ <https://conceptodefinicion.de/exogeno/>

¹²⁶ <https://www.slideshare.net/JEJG/concepto-de-rumbo-y-azimut> <https://conceptodefinicion.de/exogeno/>



La « Stratégie endogène » vise à projeter l'État bolivien de l'intérieur, sur les différents blocs économiques.

Conception : LCL COTRINA FERNANDEZ Jaime



La stratégie de "tout Azimut et direction", consiste à faire du département bolivien de Cochabamba le centre à partir duquel il doit projeter l'intégration physique et économique pour réaliser son intégration régionale.

Conception : LCL COTRINA FERNANDEZ Jaime

Conclusion

Il serait prétentieux de conclure sur une question complexe et de grande envergure, telle que les défis stratégiques de la Bolivie, dans son contexte interne et externe, qui la mènera vers une géopolitique de l'intégration régionale. En fait, il existe quelques « zones d'ombre » dans l'analyse, cependant, la présente étude nous permet de comprendre la géopolitique d'intégration bolivienne.

En effet, en raison de l'ampleur du sujet et de l'analyse géopolitique et stratégique, la prospective a été analysée d'une certaine manière, ce qui lui a permis de projeter différentes stratégies à moyen et long terme, de manière à réduire les restrictions imposées par la situation géographique du pays.

S'agissant de l'approche géographique, historique et géopolitique bolivienne, cette dernière s'enracine dans un déterminisme géographique où elle est perçue de manière restrictive, alors que sa position géographique en Amérique du Sud, appelée « cœur continental », devrait permettre de concevoir des projections pragmatiques. Il faut comprendre que la Bolivie est un axe de nouage de la géographie régionale. Cette position en fait précisément un « articulateur d'axes », une « terre de contacts » dans la région, ce qui n'a pas été encore suffisamment exploité.

La géopolitique bolivienne a bénéficié de l'influence des écoles allemande et anglaise, notamment en ce qui concerne les conceptions de l'État en tant qu'organisme, le développement de son « heartland », de son « hinterland » (arrière-pays) et de ses « frontières ». Cependant, sa géopolitique n'a pas été de nature expansionniste.

Mais plutôt, vu la perception de menaces permanentes émanant de son territoire, il a été jugé nécessaire d'occuper, de dominer, de contrôler, réellement et efficacement son vaste territoire. Pour cela est nécessaire d'établir le « quadrilatère géopolitique », le même se composerait des départements de La Paz, Beni, Santa Cruz et Tarija avec son heartland le département de Cochabamba.

En revanche, la géopolitique française, a été un fil conducteur pour la présente analyse de la projection géopolitique de l'intégration régionale de la Bolivie, car cette école ne se concentre pas uniquement sur l'influence des phénomènes géographiques pour prendre en compte aussi la réalité humaine et l'importance des relations d'échanges.

La géopolitique bolivienne de l'intégration maritime, délibérément qualifiée de « classique » dans cette étude, s'est résolument axée sur "la reconstitution de la qualité maritime du littoral bolivien" vers l'Océan Pacifique, en raison d'une invasion du Chili en 1879. Ce qui ne devrait pas empêcher le pays de voir d'autres alternatives.

L'accès au « littoral bolivien » a limité la portée des solutions pragmatiques pour le processus d'intégration de la Bolivie. Les spécialistes en géopolitique bolivienne ont souligné l'influence négative de leur confinement maritime. Ils l'ont assimilé à l'absence d'un organe vital, à la cause du retard, de la faiblesse, de la pauvreté et du sous-développement.

La Bolivie a mené une série de négociations diplomatiques pendant plus de 100 ans pour retrouver l'accès à sa qualité maritime. Le verdict de la Cour internationale de justice de La Haye était défavorable, bien qu'il n'exclue pas la possibilité de parvenir à des accords significatifs. Compte tenu de ce fait, l'État bolivien a besoin de réaliser une nouvelle projection géopolitique alternative de l'intégration maritime et une intégration régionale.

En ce qui concerne le développement du « Port d'Ilo » sur l'Océan Pacifique, il convient de noter que « l'accord d'Ilo » avec le Pérou, permet son utilisation, la Bolivie doit donc projeter sa géopolitique d'intégration maritime, vers ce port, grâce à la mise en place d'infrastructures, permettant une, capacité

de chargement pour le volume des exportations de manière à consolider cette autre alternative vers l'Océan Pacifique. Sa réalisation et sa consolidation constituent un défi important, non seulement parce que le « *port d'Ilo* » va briser le monopole commercial.

La consolidation du « *port Busch* » qui coule du fleuve Paraguay vers l'Océan Atlantique, et qui est situé sur le territoire souverain de la Bolivie et sur les eaux directes du fleuve Paraguay es une autre alternative. Le « *port Busch* » constitue un autre scénario géographique du sud-est bolivien. Grâce à son équipement et à ses infrastructures routières et fluviales, sa consolidation à moyen et long terme, permettra à l'État bolivien de s'implanter dans la région, réduisant ainsi sa dépendance à un accès unique à la mer.

En ce qui concerne le développement d'un couloir d'intégration entre l'Océan Pacifique et l'Océan Atlantique, la Bolivie a une fonction "d'attraction, d'articulation et de soudage". Sa position stratégique lui confère un rôle clé de « *pont terrestre* », qui lui permettra d'intégrer le territoire national, ses régions agricoles, minières et d'hydrocarbures et celle de la région.

La géopolitique de l'exploitation durable des ressources naturelles et de la protection des zones protégées montre que l'industrialisation des minéraux tels que l'étain, l'argent, le cuivre, le plomb et le zinc constitue un défi pour l'État bolivien pour sortir du cercle des « *exportateurs de matières premières* ». Une géopolitique de la défense et de l'utilisation des ressources apportant une valeur ajoutée est fondamentale et importante.

L'industrialisation du minéral stratégique « *lithium* », une des plus grandes réserves du « *triangle du lithium* » en Amérique du Sud, constitue un autre défi. La Bolivie doit donc projeter son exploitation et son industrialisation avec une certaine autonomie lui permettant de devenir producteur d'un matériau spécifique destiné à l'exportation dans la région. Le lithium est indispensable aux nouvelles technologies de l'industrie.

En ce qui concerne la géopolitique de l'intégration régionale et les organisations d'intégration existantes dans la région, la Bolivie doit prioriser et renforcer le processus d'intégration, tirant parti de son destin manifeste de « *pivot* » de « *terre de contacts* » de l'Amérique du Sud, de manière à sortir de son enclavement géographique.

Enfin, la Bolivie doit participer pleinement à l'intégration régionale dans le MERCOSUR. Pour le pays, cela constitue une opportunité au niveau géopolitique et géostratégique, d'abord parce que cela lui permet de se projeter dans la poursuite de l'intégration physique de son territoire, et d'autre part, cela génère une activité économique significative.

En ce qui concerne l'intégration régionale avec la CAN, la Bolivie est un membre à part entière. Elle doit graviter aussi sur cette région pour pouvoir bénéficier des exportations vers ce bloc, car cette intégration physique est vitale et elle doit simultanément développer son appareil industriel.

En ce qui concerne les projections stratégiques de l'État bolivien et la stratégie « *Tout azimut et direction* », la Bolivie doit diversifier ses stratégies lui permettant de consolider son intégration non seulement physique, mais aussi politique, économique et culturelle en Amérique du Sud, parmi celles proposées.

En d'autres termes, la Bolivie doit projeter sa structure économique vers l'Ouest, c'est-à-dire la Communauté andine (CAN), qui comprend sa zone d'influence dans le bassin du Pacifique; ainsi qu'influer dans le processus d'intégration du MERCOSUR, à l'est où le bassin « *de la Plata* ». En plus dans le bassin amazonien au Nord.

Cette vision stratégique privilégie l'utilisation de son potentiel pour faire rayonner son économie dans la région.

En d'autres termes, bien que « *l'espace gouverne l'humanité* » et que le seul invariable et constant soit l'espace; celui-ci est toujours là, prêt à être utilisé, occupé, dominé, conquis ou perdu: c'est pourquoi l'État bolivien doit mettre de son côté, sa géographie, sa géopolitique d'intégration régionale pour jouer un rôle important en Amérique du Sud.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ANGULO CABRERA, Gildo. Essai vers la mer par les fleuves et les corridors de l'intégration sud-américaine. La Paz, Bolivie : 1993.

ASCARRAGA SEJAS, Wilmar. Stratégies de développement et d'industrialisation fondées sur les ressources naturelles. La Paz, Bolivie : IESE-UMSS, 2015.

ARGUEDAS, Alcides. Histoire de Bolivie. La Paz, Bolivie : imprimerie « Litografias e imprentas unidas » S.A., 1975.

BERON Esteban. La Bolivie et sa sortie maritime à 100 ans de la signature du Traité de paix et de limites qui a mis fin à la guerre du Pacifique.

BOHOU Dit Z., Jean-Marie. Les Enjeux de la pensée géopolitique du Général Golbery do Couto e Silva. Mémoire de D.E.A. option géographie, géopolitique. Université Sorbonne Nouvelle Paris III. Institut des hautes études de l'Amérique Latine. Paris, France, Année universitaire 1993-94.

BUSTAMANTE S., Daniel. La Bolivie, son structure et ses droits dans le Pacifique. La Paz, Bolivie : imprimerie « Arno Hermanos », 1919.

Centre d'études stratégiques de l'Académie de guerre du Chili. Punta del Iceberg. Les conséquences de l'aspiration maritime bolivienne sur la défense et la sécurité du Chili. Santiago, Chili, première édition, août 2015.

CPE. Constitution politique de l'Etat bolivien. La Paz, Bolivie, 2009.

DERMIZAKY P., Pablo. Géopolitique et relations internationales. La Paz, Bolivie : imprimerie légal, 1993.

ESCOBARI CUSICANQUI, Jorge. Histoire diplomatique de Bolivie. Politique internationale. La Paz, Bolivie : imprimerie « Unidas » S.A. deuxième édition, 1975.

FIFER, J. Valerie. Bolivie. Territoire, situation et politique depuis 1825. Buenos Aires, Argentine : imprimerie éditoriale Francisco de Aguirre, S.A., 1976.

HALLOY, Stephan. Etude du Port Busch, Options pour la localisation d'un port souverain bolivien dans le système Paraguay-Paraná. Santa Cruz, Bolivia, octobre 2005.

Loi de l'éducation "Avelino Siñani-Elizardo Perez" n° 70. La Paz, Bolivie, 20 décembre 2010.

MAURTUA DE ROMAÑA, Oscar. Les accords d'Ilo et l'intégration Pérou-bolivienne. Lima, Pérou : Institut d'études internationales, 1993.

MENDEZ, Julio. Brochure intitulée: Réalité d'équilibre hispano-américaine et nécessité d'une neutralisation perpétuelle de la Bolivie.

MERCADO MOREIRA, Miguel. Histoire diplomatique de la guerre du Chaco. La Paz, Bolivie : Imprimerie Ateliers graphiques boliviens, 1996.

MESA GISBERT, Carlos. José de Mesa, Teresa Gisbert. Histoire de la Bolivie. La Paz, Bolivie : Imprimerie Gisbert et CIA SA, 2017.

MOLLOJA HOYOS, Ranulfo. Couloir économique au cœur du continent sud-américain. La Paz, Bolivie : imprimerie A. G. Latina, 1988.

MOTTE, Martin. Georges-Henry Soutou – Jérôme de Lespinois. Olivier Zajec. La mesure de la force. Traité de stratégie de l'Ecole de guerre. Paris, France : Editions Tallandier, 2018.

MURAISE, Éric. Histoire, mémoire et patrimoine. Introduction à l'histoire militaire. Paris, France : réédition de l'ouvrage, 1964.

OBLITAS FERNANDEZ, Edgar. Histoire secrète de la guerre du Pacifique. Sucre, Bolivie : Imprimerie Tupac Katari, 1983.

PAGES, Pelai. Introduction à l'histoire, épistémologie, problèmes de théorie et de méthode en études historiques. Barcelone, Espagne : Imprimerie Barcanova, 1990.

PINOCHET, Augusto. Géopolitique du Chili. Mexique : El cid editor, 1978.

POZZO MEDINA, Julio. Géopolitique et géostratégie. La Paz, Bolivie : Imprimerie Librairies Don Bosco, 1984.

POZZO MEDINA, Julio. Géopolitique et décentralisation. La Paz, Bolivie : Imprimerie Librairies Don Bosco, 1992.

POZZO MEDINA, Julio. Géopolitique et stratégie. Cochabamba, Bolivie : Imprimerie J.V. Espagne, 2000.

SAGARNAGA SUBIETA, Luis. La côte maritime de la Bolivie. La Paz, Bolivie : Imprimerie Ministerio de Defensa Nacional y Colonización, 1952.

VALENCIA VEGA, Alipio. Géopolitique en Bolivie. La Paz Bolivie : Imprimerie Jeunesse, 1965.

VALENCIA Vega Alipio, Géopolitique du littoral bolivien. La Paz, Bolivie : imprimerie, Ed. Jeunesse, 1982.

WEIGERT W., Hans. Géopolitique, généralités et géographes. Mexique D. F.: Imprimerie Panamericana, 1944.

WILDE C., Fernando. Histoire militaire de la Bolivie. La Paz, Bolivie : Imprimerie Intendencia central del Ejército, 1942.

ZAJEC, Olivier. Introduction à l'analyse géopolitique. Paris, France : Imprimerie Argos, 2013.